



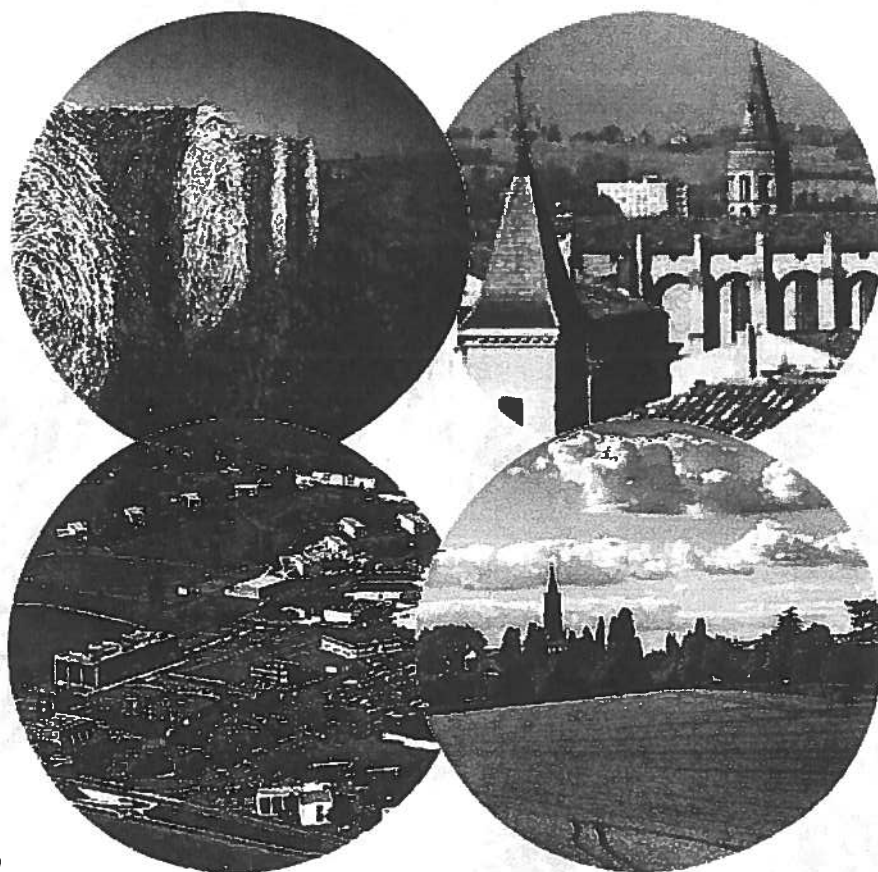
Compagnie d'Aménagement
des Coteaux de Gascogne



Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement

LE DEVELOPPEMENT LOCAL DANS L'ESPACE PERIURBAIN

**Etude de l'évolution des territoires en Midi Pyrénées
et des possibilités d'actions de la CACG**



Gabriel CHARRIER
Magistère 3
Stage 2004

Maître de stage :
M. Rémi LEBOUTEILLER

Tuteur :
M. José SERRANO

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier les personnes qui m'ont permis de réaliser cette étude, à commencer par M. Rémi LEBOUTELLER, qui est à l'origine de la commande, pour son accueil et son soutien tout au long de ce stage.

Par ailleurs, je remercie particulièrement toute l'équipe de la DAR, pour sa collaboration et l'intérêt qu'elle a porté à mon travail, ainsi que pour sa bonne humeur.

Je remercie également M. SERRANO, pour son écoute et ses conseils durant la période de stage.

D'autre part, il me semble important de souligner la collaboration de l'ensemble des personnes rencontrées au cours de l'étude, qui m'ont toujours apporté de précieuses informations.

SOMMAIRE

Introduction	5
1^{ère} Partie : La CACG et l'évolution périurbaine	7
La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.....	9
1. Création - Statuts	9
A. Lettre de Mission.....	9
2. Fonctionnement - Organisation	10
3. Direction de l'Aménagement Rural (DAR)	11
A. Pôle Développement Territorial	12
B. Pôle Tourisme et Développement.....	14
C. Pôle Projet d'Entreprises	16
D. Pôle Agroalimentaire.....	17
Les Fonctions Actuelles des Espaces Ruraux et Périurbains.....	21
1. Un développement spectaculaire de la fonction résidentielle	21
A. Des campagnes aux dynamiques démographiques positives	21
B. Une répartition inégale des services aux populations.....	24
2. Une "fonction productive" qui s'affirme et se diversifie	26
A. La croissance de l'emploi en milieu rural	26
B. Une place relative de l'agriculture en terme économique	26
C. Le poids significatif de l'activité industrielle et surtout la tertiarisation de l'économie rurale	27
3. Une fonction "récréative et touristique" émergente	28
A. Le tourisme, une activité de plus en plus structurante.....	28
B. Croissance et hétérogénéité des activités récréatives	29
4. La fonction de nature des espaces ruraux	30
5. Trois types d'espaces ruraux.....	31
A. Les campagnes des villes, une nouvelle forme de rural	31
B. Les campagnes traditionnelles, à dominante agricole	31
C. Les nouvelles campagnes	32
Contexte Juridique de l'action en faveur du Développement Territorial	33
1. Evolution du mode d'intervention sur les territoires ruraux.....	33
A. Quatre grands types d'interventions publiques	33
2. Evaluation selon les quatre dimensions des politiques publiques	34
A. Effets sur la gestion et la préservation des ressources localisées	34
B. Effets sur les activités productives et l'emploi.....	34
C. Effets sur les conditions de vie et la fonction résidentielle	35
D. Effets sur la structuration des territoires et l'organisation des acteurs.....	35
3. Le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux	36
A. Développement économique et attractivité des territoires	36
B. Conditions de vie et accès aux services.....	37
C. Espaces naturels et activités spécifiques	37

2ème Partie : Quel développement local pour les territoires périurbains ?	39
Trois types de Territoires Périurbains	41
1. Territoires appartenant à l'aire urbaine de Toulouse	42
A. Territoire, population et urbanisation	42
B. Economie et agriculture	44
C. Environnement, tourisme et cadre de vie	45
D. Dynamique politique et jeu d'acteurs	47
2. Territoires de transition entre aire urbaine et espace rural	48
A. Territoire population et urbanisation	48
B. Economie et agriculture	50
C. Environnement, tourisme et cadre de vie	51
D. Dynamique politique et jeu d'acteurs	52
3. Les agglomérations "moyennes" et leur campagne	54
A. Territoire, population et urbanisation	54
B. Economie et agriculture	57
C. Environnement, tourisme et cadre de vie	58
D. Dynamique politique et jeu d'acteurs	59
Projets et Actions représentatifs de la Demande des Territoires Périurbains...	62
1. Projets et Actions en matière d'Urbanisme	62
A. Etudes et prospective	63
B. Démarches intercommunales en matière d'urbanisme	63
C. Assistance technique et suivi	64
2. Actions en faveur de l'Agriculture	65
A. Organisation et développement des filières	65
B. Améliorer les débouchés et la promotion des produits	66
3. Développement Economique	67
A. Les schémas de développement économique	67
B. Actions "classiques" en faveur de l'installation d'entreprises	67
4. Organisation et Développement du Tourisme et des Loisirs	68
A. Développement des capacités touristiques et de loisirs du territoire	68
B. Mise en réseau des acteurs du tourisme	69
C. Mise en place d'un schéma de développement du tourisme et des loisirs	70
Pistes d'Actions pour le Développement des Territoires Périurbains	71
1. La CACG : une vaste expérience de développement local	71
A. Un vaste réseau	71
B. Des compétences accrues sur certains secteurs	72
2. Quelques pistes d'actions pertinentes pour les territoires périurbains	74
A. Pistes d'actions concernant la gestion de l'urbanisme	74
B. Pistes d'actions en faveur de l'agriculture	76
C. Pistes d'actions pour le développement du tourisme	79
D. Pistes d'action de développement économique	81
E. Pistes d'action en faveur de l'animation des territoires	82
Conclusion	85
Glossaire des sigles	86
Bibliographie	87
Annexes	89

INTRODUCTION

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne est une SEM qui oeuvre notamment pour le développement local de la région Midi Pyrénées. Traditionnellement, son action se tourne vers les territoires ruraux ; mais depuis quelques années déjà, on observe une évolution, voire une mutation de ces espaces. L'étalement des pôles urbains en direction des campagnes et le repeuplement des terres les plus isolées ont modifié la perception courante du milieu rural. Ce sont aujourd'hui des territoires en développement, qui nécessitent un accompagnement différent du soutien traditionnel dont ils ont bénéficié.

Du fait de sa mission de développement local, la CACG se doit d'adapter ses interventions aux évolutions de l'espace rural de la région. Cette étude a donc pour but de clarifier les mutations en cours sur les espaces ruraux et périurbains de la région Midi Pyrénées, et de dégager des tendances suffisamment représentatives des nouvelles demandes des collectivités. Pour finir, cette étude esquissera quelques pistes d'actions pertinentes pour répondre aux besoins naissants des territoires en voie de périurbanisation¹.

L'analyse se base sur huit territoires, ce qui représente un panel suffisamment représentatif des espaces périurbains de la région. Les territoires correspondent à des Pays ou des Communautés de Communes ; car ce sont les interlocuteurs privilégiés de la Compagnie. Etant donné que le champ d'action de la CACG ne couvre pas l'intégralité des compétences des collectivités, et que l'étude cherche à proposer des pistes d'action pour la CACG, l'analyse s'effectuera principalement sur les thématiques qui correspondent aux activités de la SEM ; c'est à dire, sur l'organisation du territoire, l'économie, l'agriculture et le tourisme. Les besoins en matière de transport ou de services à la population seront donc peu développés, bien qu'ils soient au centre des préoccupations des pouvoirs locaux.

La première partie de ce rapport présente les principaux éléments au cœur de l'étude : d'abord les activités de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, puis les tendances nationales et régionales de l'évolution périurbaine, et enfin le contexte légal dans lequel s'inscrivent les actions de développement local.

La seconde partie est constituée de l'analyse des territoires d'étude ; c'est à dire des enjeux récurrents pour les collectivités, suivis de leurs projets politiques, selon les thèmes qui nous intéressent. Le rapport se termine enfin par la définition de quelques pistes d'action pour la CACG.

Le second dossier qui comprend l'étude, présente de manière plus détaillée les diagnostics et les politiques recensés sur les huit territoires.

¹ Nous entendons ici le terme "périurbain", comme étant la rencontre entre des dynamiques urbaines et un contexte rural. Le périurbain ne se situe donc pas nécessairement dans l'espace périurbain tel que le définit l'INSEE, mais sur des territoires beaucoup plus vastes.

1^{ERE} PARTIE : LA CACG ET L'EVOLUTION PERIURBAINE

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne9

- 1. Création - Statuts9
- 2. Fonctionnement - Organisation 10
- 3. Direction de l'Aménagement Rural (DAR) 11

Les Fonctions Actuelles des Espaces Ruraux et Périurbains21

- 1. Un développement spectaculaire de la fonction résidentielle21
- 2. Une "fonction productive" qui s'affirme et se diversifie26
- 3. Une fonction "récréative et touristique" émergente28
- 4. La fonction de nature des espaces ruraux30
- 5. Trois types d'espaces ruraux31

Contexte Juridique de l'action en faveur du Développement Territorial 33

- 1. Evolution du mode d'intervention sur les territoires ruraux33
- 2. Evaluation selon les quatre dimensions des politiques publiques34
- 3. Le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux36

Cette partie a pour objet de présenter les grands éléments qui bornent cette étude ; d'abord la mission et les compétences de la CACG, et plus particulièrement de la Direction de l'Aménagement Rural ; ensuite les grandes tendances de l'évolution actuelle des territoires ruraux et périurbains ; et pour finir le cadre légal dans lequel s'inscrivent les actions des collectivités et donc indirectement celles de la CACG.

LA COMPAGNIE D'AMENAGEMENT DES COTEAUX DE GASCogne

1. Création – Statuts

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) fut créée par décret le 6 janvier 1959. Ses statuts correspondent à ceux d'une Société d'Economie Mixte (SEM), en conformité avec le règlement du code rural. La CACG est ainsi à la fois une société anonyme par actions, de droit et de gestion privés, et une Société d'Aménagement Régional (SAR), concessionnaire de l'Etat.

Selon les articles qui régissent ses activités, la société a pour objet principal de concourir à l'aménagement, à l'équipement et au développement économique des régions Midi Pyrénées et Aquitaine.

La CACG possède deux missions principales, qui répondent à l'objet d'aménagement des régions Midi Pyrénées et Aquitaine :

- Tout d'abord, une mission générale de **maîtrise de l'eau**, incluant en particulier les concessions d'équipement et d'exploitation, les conventions publiques contractées avec l'Etat ou les collectivités locales, ainsi que tous autres aménagements et les actions qui préparent ou complète l'action de maîtrise de l'eau.
- La seconde mission concerne le **développement des zones rurales** ; la CACG peut ainsi effectuer toutes actions d'étude, d'animation, d'organisation, d'assistance technique ou d'équipements propres à promouvoir l'activité économique dans tous les domaines et à favoriser en particulier l'exploitation et la gestion rationnelles des espaces naturels.

Outre ses missions principales, la CACG peut participer à la mise en œuvre d'actions diversifiées, d'aménagement, de mise en valeur, de développement ou d'équipement des territoires, en accord avec les autorités administratives compétentes. Il peut s'agir là aussi, d'études, de travaux ou d'activités d'animation et d'assistance technique. Ces activités sont appelées les "actions autonomes", car dans ce cas, la CACG travaille en dehors de son statut particulier de SEM, pour effectuer l'activité de n'importe quel prestataire de services.

A. Lettre de Mission

Afin que les actions de la CACG soient adaptées aux évolutions économiques et sociales des régions et en cohérence avec les contrats de plan Etat Région et les politiques européennes, une lettre de missions est adressée à la CACG de la part des ministères concernés par les missions de la SEM. La dernière lettre de mission, datée du 6 novembre 1995, soulignait particulièrement l'intensification des actions de développement territoriale.

Concernant les deux missions principales de la société, la lettre de mission rappelle l'objectif de participation à une gestion équilibrée de la ressource en eau, qui

doit s'inscrire dans les orientations fondamentales de la loi sur l'eau, et la possibilité de développer toutes initiatives visant à améliorer la sécurisation, la desserte et la valorisation de la ressource en eau, en accord avec les SAGE et SDAGE du territoire. Pour le développement des territoires ruraux, il est rappelé la nécessité d'une bonne coordination avec les actions des acteurs publics, notamment avec les objectifs déterminés dans le contrat de plan sur les communautés de projets et les mesures relatives à l'agriculture.

La lettre de mission énonce aussi les possibilités d'action de la Compagnie en dehors de ces deux missions principales ; la CACG peut ainsi "intervenir pour valoriser et développer ses savoir-faire" :

- à l'intérieur de son périmètre statutaire pour tous programmes financés par l'Etat, les collectivités territoriales, l'Europe ou des tiers publics ou privés
- dans l'ensemble des autres régions françaises, à la demande des collectivités locales ou des tiers publics ou privés
- à l'étranger, le cas échéant avec d'autres organismes, notamment les autres Sociétés d'Aménagement Régionales.

Quelques instructions particulières concernent le développement de l'espace rural. Selon la lettre, les activités de la CACG devront correspondre aux domaines suivant :

- l'installation d'actifs en milieu rural par la création, la reprise ou le développement d'entreprises
- la valorisation des productions agricoles et forestières et la diversification des activités (organisation des filières, études de marché et de produits innovants, adaptation des produits au marché, amélioration des relations avec la distribution et la transformation)
- le développement de l'économie touristique
- l'exploitation et la gestion de l'espace, du paysage du patrimoine naturel et bâti.

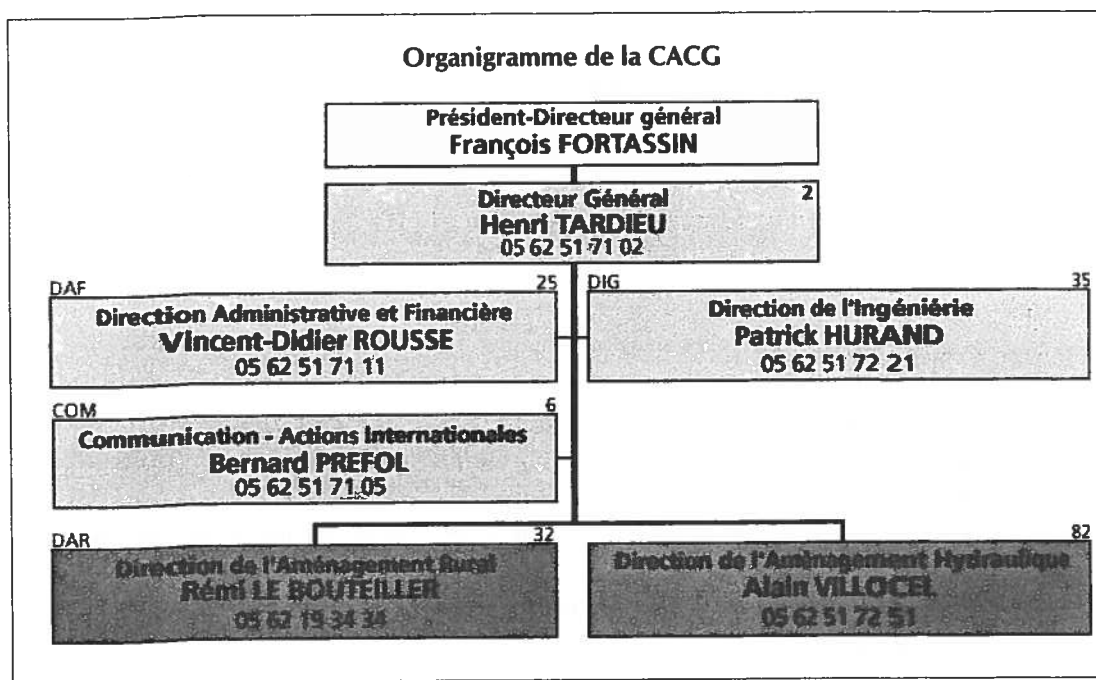
2. Fonctionnement - Organisation

La CACG est administrée par un conseil d'administration composé de 18 membres représentant les actionnaires de la société. Le capital social s'élève à 2,1 millions d'Euros, répartis entre les différents actionnaires, c'est à dire : les collectivités territoriales (régions et départements), des établissements financiers (CDC, Caisse d'Epargne, CNCA, CRCA), les organisations agricoles (Chambres d'agriculture, syndicats) et diverses autres personnes physiques ou morales.

Actuellement la CACG compte 211 salariés, dont 80% sont des ingénieurs, des cadres ou des techniciens.

Le siège social de la société est basé à Tarbes (65) où travaille 70% des effectifs de la SEM. Mais il existe aussi une antenne importante à Castanet-Tolosan (31) où est installée la direction de l'aménagement rural, et également plusieurs agences locales dans le territoire d'activité de la CACG, à Merville (31), Bordeaux (33), Moyen-Adour (40), Bruch (47), Castelnau-Magnoac (65) et Verdun-sur-Garonne (82) et un réseau de chargés de mission économique sur l'ensemble de la région Midi Pyrénées.





La CACG est composée de cinq grands services : la direction de l'aménagement hydraulique, qui compte le plus d'effectifs et qui gère l'ensemble des missions de maîtrise de l'eau ; la direction de l'aménagement rural, à Toulouse, qui a en charge les activités de développement de l'espace rural, et qui est à l'origine de cette étude ; et trois autres directions, de l'ingénierie, de l'administration et des finances, et de la communication et des affaires internationales. Bien sûr, nous nous intéresserons plus particulièrement à la direction de l'aménagement rural.

3. Direction de l'Aménagement Rural (DAR)

Depuis sa création, la direction de l'aménagement rural a pour mission le développement des territoires ruraux. Comme l'indiquent les statuts, il s'agit d'actions d'étude, d'animation, d'organisation d'assistance technique et d'équipements propres à favoriser l'activité économique dans tous les domaines.

L'action de développement rural de la CACG porte sur plusieurs thématiques : l'organisation des territoires, en partenariat avec les collectivités et les acteurs locaux ; l'économie ; le tourisme ; et l'agroalimentaire.

La DAR est donc composée de quatre pôles correspondant à ces thématiques :

- le pôle de développement territorial
- le pôle tourisme et développement
- le pôle projet d'entreprises
- le pôle agroalimentaire.

Il faut également souligner les actions de conseil, qui peuvent occuper une place importante dans l'activité de la direction de l'aménagement rural, mais de façon ponctuelle. Ce type d'exercice peut nécessiter les compétences d'autres organismes appartenant ou non à la CACG ; le cas échéant des partenariats contractuels sont mis en place.

A. Pôle Développement Territorial

Depuis le début des années 90, la CACG, à travers le pôle de développement territorial, apporte ses compétences pour accompagner les projets de développement liés aux démarches territoriales des collectivités et des acteurs locaux.

Principes d'action

Le pôle de développement territorial a pour but d'accompagner des actions opérationnelles de développement local ; notamment grâce au développement de méthodologies dites "clé en main", qui sont apportées aux acteurs locaux. C'est ici une logique contractuelle entre la CACG et l'acteur local, basée sur un principe bipartite : la CACG apporte la méthode et l'institution locale adapte le contenu de l'opération aux spécificités et aux objectifs du territoire, afin de respecter un mécanisme de différenciation territoriale.

Le pôle s'appuie beaucoup sur son savoir-faire dans le domaine de la mise en réseaux et l'animation d'acteurs du développement local. En effet, dans les structures locales, les équipes d'animateurs sont souvent réduites et doivent agir sur une large gamme de dossiers. Il y a donc une forte demande d'aide de la part de ces structures pour organiser leurs actions et partager leurs expériences.

Les principaux partenaires des actions du pôle de développement territorial sont les Pays et les collectivités locales (Communautés d'Agglomération, Communauté de Communes et Communes). Les interventions du pôle conviennent parfaitement aux Pays qui manquent parfois d'actions concrètes et visibles. Les communes, surtout en milieu rural, font souvent appel à la CACG pour du conseil mais aussi pour la mise en place d'intercommunalités.

Le financement des opérations est relayé par la région, le département ou l'Etat grâce au CPER ou encore par l'Europe avec les programmes Leader+ ou l'Objectif 2.

Activités

Trois types d'opération représentent actuellement l'essentiel de l'activité du pôle :

- les "**Bistrots de Pays**"
- l'**animation du réseau des GAL* Leader+**
- le **Système d'Information Territorial (SIT)**

Bistrot de Pays :

L'opération "Bistrot de Pays" est née dans les Alpes de Haute Provence au début des années 90, elle est ensuite reprise dans les Pays autour du Mont-Saint-Michel et en

* Groupes d'Action Locale

Corrèze en 1999. Depuis quelques années, la CACG implante les Bistrots de Pays en Midi Pyrénées.

L'opération consiste à proposer une aide aux cafetiers (restauration des locaux, investissement ...) contre la **mise en place d'un relais d'informations touristiques et de valorisation des produits locaux** dans le café, ou bien le développement d'animations en lien avec le territoire. L'idée est de faire des cafés les vitrines de la vie locale et des spécificités du Pays.

La CACG s'occupe du repérage des cafés qui pourraient être concernés ; de la prise de contact avec les cafetiers ; de la formation des cafetiers et de la constitution du réseau qui assurera ensuite l'animation des bistrots. Pour animer le réseau, les Pays sont les principaux acteurs, les Chambres de Commerces et d'Industrie et les Pays Touristiques peuvent aussi être concernés.

La prestation de la CACG est financée par la région et l'Etat, via le contrat de plan ; et l'animation du Pays peut être incluse dans le Contrat de Pays.



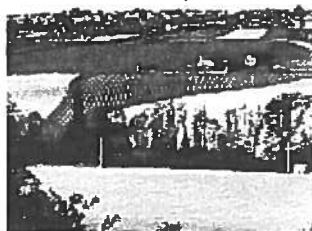
Animation des GAL Leader+ :

La CACG est le relais régional au sein de l'organisation du Réseau Interrégional d'animation (RIA) qui s'étend sur 6 régions (Aquitaine, Poitou Charente, Limousin, Midi Pyrénées, Auvergne, Languedoc Roussillon).

Le pôle de développement territorial est l'opérateur régional Midi-Pyrénées et a pour mission de mettre en réseau les territoires Leader + de Midi Pyrénées (soit 12 territoires) en lien avec le niveau interrégional. Dans ce cadre défini par un cahier des charges, les missions de la Compagnie sont :

- **repérer et recenser les bonnes pratiques** des territoires Leader+ pour les transmettre au niveau interrégional et national en vue d'une possible transférabilité.
- **repérer et susciter des coopérations** interrégionales et transnationales
- **contribuer à l'organisation de rencontres thématiques** et techniques entre les territoires Leader+ et tout territoire rural organisé (Pays, Communauté de Communes...)

Grâce à son expérience en développement local, la CACG propose également son expertise pour toute action de développement local et particulièrement sur 2 des 6 thèmes Leader+ : Valorisation des produits locaux et valorisation des ressources naturelles et culturelles.



Système d'Information Territorial (SIT)

Le SIT est un moyen de mettre en réseau des informations sur les Pays et les régions, pour **créer une base de données actualisée des dynamiques locales, des projets, des opérations et des financements** en cours sur les territoires.

L'opération est en phase d'élaboration et devrait être inaugurée avant la fin de l'année 2004 sur quelques territoires pilotes. L'opération se matérialisera par un portail Internet regroupant pour chaque territoire, un tableau de bord des actions en cours, associé à un système cartographique relativement simple des données et des dynamiques du territoire.

L'avantage de cette action est de permettre aux Pays de se faire connaître des différentes institutions et de prendre davantage d'importance pour la région notamment. De son côté la région bénéficie d'une meilleure lisibilité de l'ensemble de son territoire et de ses partenaires.

La CACG a pour mission d'établir le cahier des charges de l'opération et de rassembler les acteurs pour les investir dans le projet. La mise en place effective du site Internet se fera par un prestataire de service informatique.

Appels d'offre

Le pôle de développement territorial et la DAR plus généralement, peuvent répondre à toute sorte d'appels d'offre, au titre des actions autonomes de la Compagnie. Cette activité est ponctuelle et représente qu'une faible partie de l'activité du service, à la différence de la direction de l'ingénierie dont la majeure partie de sa charge d'activité est constituée d'appels d'offre, principalement sur les questions hydrauliques.

Grâce à son expérience en développement territorial, la DAR peut faire bénéficier les collectivités de son expertise, en associant la **gestion de l'espace, l'approche économique, les problématiques rurales et agricoles, et les questions politiques**. Pour mieux répondre à la demande des communes, la DAR fait souvent appel à différents partenaires, soit appartenant à d'autres services de la CACG ou des intervenants extérieurs, comme des bureaux d'étude. Il arrive que le rôle de la CACG se résume à celui d'"ensemblier", c'est à dire regrouper les bonnes personnes et les compétences justes, autour du même problème. Ces relations partenariales ou de co-traitance sont négociées sur la répartition des compétences de chacun et chiffrées sur les rémunérations.

Les appels d'offre auxquels la DAR répond concernent avant tout les questions de planification en milieu rural ; par exemple des schémas de développement économique, des SAGE, chartes paysagères, etc.



B. Pôle Tourisme et Développement

La mission de développement touristique a toujours existé au sein de la CACG, le pôle tourisme et développement agit pour favoriser et développer le potentiel touristique

des territoires ruraux. Selon les lettres de mission et les effectifs du pôle, son activité est plus ou moins importante ; actuellement la compétence tourisme est effective mais le manque de financement de la part des régions et de l'Etat ralentit l'activité.

Principes d'action

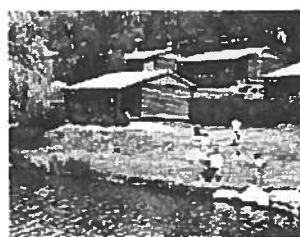
Le pôle tourisme intervient en direction des collectivités pour développer ou valoriser leurs équipements touristiques. Cela inclut, l'offre d'un produit touristique de qualité et souvent une offre d'hébergement adaptée. Il peut d'intervenir sur l'ensemble du projet, de l'étude à la réalisation en maîtrise d'œuvre. La phase la plus difficile et la plus risquée pour lancer un projet se situe entre les études pré-opérationnelles et le lancement des opérations ; c'est là que l'action de la CACG est la plus décisive, pour décider des orientations à suivre, des financements à trouver et des procédures à mettre en place. Pour réaliser un projet de tourisme, le pôle peut faire appel à différents services de la CACG et à des intervenants extérieurs (architectes, paysagistes, techniciens spécialisés...).

Activités

L'activité du pôle tourisme peut se résumer en trois types d'action :

- **les études** : d'opportunité, de faisabilité, de programmation, ou de conseil en gestion, elles s'adressent d'abord aux collectivités qui veulent développer leurs équipements touristiques mais aussi à quelques opérateurs privés.
- **la réalisation opérationnelle de projets** : le pôle tourisme peut être appuyé par d'autres services pour réaliser la phase opérationnelle du projet touristique
- **la réalisation complète de projets** : elle inclut les études, le montage financier et la réalisation en maîtrise d'œuvre du projet.

Le pôle tourisme exerce également la fonction de gestionnaire de site touristique sur la base de tourisme et loisirs de Thoux-Saint-Cricq (32). Ce qui est bénéfique pour son activité de conseil en gestion.



Exemples des travaux du pôle tourisme :

Etudes : étude pré-opérationnelle pour l'aménagement du site de Menasse à Saint-Pierre-du-Mont (40)

Réalisation opérationnelle : création d'un pôle aquatique à Masseube (32) ; réalisation du Hameau des Etoiles à Fleurance (32)

Réalisation complète : base de loisirs de Marciac (32)

Eléments de prospective sur le développement du tourisme en Midi Pyrénées

La région Midi-Pyrénées est relativement bien dotée en hébergement touristique d'un point de vue qualitatif mais aussi quantitativement.

Des opérations de grandes envergures comme celle de Marciac sont très demandées par les élus locaux, mais un nombre important de ces équipements sur la région étoufferait leur rentabilité. Par contre, il reste encore beaucoup de marge pour les équipements de petite et moyenne importance qui permettent eux aussi de fixer les populations touristiques (ex. camping, piscine ludique, réhabilitation d'espace naturel...).

En théorie, le tourisme vert doit offrir des hébergements et des équipements de qualité mais moins cher que le littoral ou la montagne, pour assurer sa notoriété et sa rentabilité.

Le risque est que la demande soit plus faible que l'offre, ce qui pose problème pour développer des services de qualité. Cependant la demande n'est pas moins exigeante qu'à la mer ou à la montagne. Il faut donc trouver un juste milieu entre rentabilité et qualité. Une des solutions possible est jouer sur authenticité, en s'appuyant sur le patrimoine et la culture locale comme gage de qualité.

C. Pôle Projet d'Entreprises

Le pôle de développement économique s'occupe avant tout du pilotage d'opérations immobilières pour les entreprises. Deux types d'activité sont gérés par le pôle :

- le montage d'opérations dans l'**immobilier d'entreprise**
- l'**aménagement de zones d'activité**



Immobilier d'entreprises

L'activité de montage d'opérations dans l'immobilier d'entreprise s'effectue le plus souvent de A à Z, c'est à dire de la définition des besoins à la maîtrise d'œuvre. Mais le travail le plus important de la CACG, se situe en amont de la réalisation, dans l'établissement des études de faisabilité, le suivi des procédures réglementaires, la recherche des sources de financement, jusqu'au contrat de réalisation signé avec le commanditaire. Ensuite la CACG peut réaliser elle-même la maîtrise d'œuvre ou faire appel, le cas échéant, à des intervenants extérieurs.

Cette phase se divise en plusieurs étapes :

- prise de contact avec l'entreprise ou la collectivité et définition des besoins
- établissement du cahier des charges
- présentation du dossier de projet, contenant les procédures de MOA et la conception de MOE
- signature du contrat de réalisation

Trois formules juridiques sont envisageables : la Convention Publique d'Aménagement (CPA) ; le mandat ; ou l'opération "clé en mains" qui s'adresse davantage aux opérateurs privés.

Les bâtiments réalisés sont avant tout des bâtiments industriels, avec un savoir-faire particulier dans le bâtiment agroalimentaire (ex. extension abattoir Saint-Jean-Pied-

de-Port, coopérative Haricot Tarbais). Pourtant le partenariat avec la MAAP n'est que très récent. La CACG réalise le plus souvent des bâtiments destinés à l'accueil d'entreprises (hôtels d'entreprise, atelier relais...) mais aussi des bâtiments plus spécifiques tels que des centres d'appel ou des sites de stockage des déchets ultimes.

Zones d'activité

Cette activité se développe beaucoup grâce aux intercommunalités, qui en ayant la compétence économique, multiplient le nombre de projets sur les zones d'activité (création, extension).

La difficulté consiste à faire la pédagogie des procédures d'installation des ZA, car elles sont longues et souvent méconnues des élus.

La procédure des ZA est composée d'une étude préalable (avec une étude de faisabilité, souvent demandée par la région qui est subventionnaire) et de la phase de réalisation des travaux.

Les études de faisabilité regroupent de nombreuses thématiques : justification du projet/projet technique (équipement, paysage) /coût /phasage et calendrier / dossier archéologique... Vu la diversité des thèmes de ces études, la CACG joue ici son rôle d'ensemblier pour réaliser les études préalables.

Deux types de procédure peuvent être engagés pour une zone d'activité :

Le lotissement : lorsque le foncier est déjà acquis par la collectivité, c'est une procédure relativement légère.

La ZAC : s'il y a nécessité d'une déclaration d'utilité publique (pour expropriation), c'est une procédure très lourde, qui implique une révision du PLU et une étude d'impact.

Suite aux études et aux procédures, la CACG peut obtenir une CPA pour aménager la zone. Mais selon le code des marchés publics, le prestataire de l'étude préalable ne doit pas réaliser l'aménagement de la zone. Donc la CACG préfère faire faire les études pour ensuite aménager le site, qui est sa compétence première et une source de revenus plus importante.

D. Pôle Agroalimentaire

Les entreprises agroalimentaires en Midi Pyrénées nécessitent de faire évoluer leurs structures de production et leurs produits pour faire face au contexte économique et suivre les évolutions de la demande. Elles se trouvent face à trois types d'enjeu.

Maintenir et développer l'emploi :

La valorisation des productions agricoles et la fixation de valeur ajoutée par leur transformation en produits agro-alimentaires de qualité est un enjeu majeur pour le développement économique régional et donc le maintien de l'emploi des zones rurales.

Répondre aux attentes des consommateurs :

Par ailleurs les exigences des consommateurs et le respect des normes de sécurité alimentaire imposent une obligation de résultats en termes de traçabilité, de démarches d'assurance qualité et de signes officiels de qualité.

Disposer d'outils performants aux normes internationales :

Plus largement les petites et moyennes entreprises, et tout particulièrement celles du secteur agroalimentaire, sont dans l'obligation de moderniser, voire de renouveler leurs outils de production. Leur demande en bâtiments d'accueil adaptés à leurs nouveaux besoins d'équipement est ainsi une opportunité pour les collectivités locales dans leur effort de création d'activités et d'emplois sur leur territoire.

Pour accompagner les entreprises agroalimentaires, la CACG dispose d'un pôle dédié à cette activité. La Mission AgroAlimentaire Pyrénées (MAAP) est le principal service qui compose le pôle.

Mission AgroAlimentaire Pyrénées (MAAP)

La MAAP fut créée en 1982 par le commissariat des Pyrénées de la DATAR, conjointement avec les trois régions sur lesquelles s'étend le massif pyrénéen (Aquitaine, Midi Pyrénées, Languedoc Roussillon).

La zone d'action de la MAAP s'étend sur l'ensemble du massif, car c'est un espace peu propice au développement d'activités, mais qui possède cependant une bonne image du point de vue de son artisanat, de ses productions ou sur le plan touristique. Une structure d'aide au projet est donc très appropriée pour le développement de cet espace.

Les actions de la MAAP concernent l'aide au développement d'entreprises, l'animation de filières locales, la différenciation des productions, la mise en valeur du savoir-faire local et le développement de la communication en direction des opérateurs commerciaux. Les entreprises qui peuvent prétendre à ces services sont celles qui développent des activités créatrices de valeur ajoutée, aboutissant à la commercialisation de produits finis. Ce sont aussi des entreprises qui ne peuvent s'offrir les services d'un cabinet de consultant, mais générant tout de même un certain chiffre d'affaire. La MAAP intervient après sollicitation des personnes concernées.



Activité

La MAAP gère environ 60 à 70 dossiers par an selon trois axes d'intervention :

- **Commercialisation** : études de marché, développement de stratégies d'entreprise, mise au point de politiques tarifaires, développement de points de vente (création, gestion...), prospection des besoins de l'entreprise
- **Economie d'entreprises** : gestion d'entreprise (du budget, des besoins et ressources...)
- **Organisation interne** : aide au recrutement (comme un cabinet de recrutement), audit des organisations (développement de système de management avec les salariés), organisation de la qualité (type ISO)

Exemples d'actions

- Accompagnement de l'essor d'entreprises et de filières telles que celles des fermiers Basco-Béarnais (fromage), de la coopérative d'agneau de lait Axuria, du Haricot Tarbais ou des Piments d'Espelette...
- Valorisation du Porc Basque depuis 1985, sauvegarde de la race de pie noire du Pays Basque, via le développement d'une filière économique (aujourd'hui : 40 producteurs, 30 salariés) → animation et études économiques, valorisation par démarche qualité...

Association Régionale des Industries Agroalimentaire (ARIA) de Midi Pyrénées

L'ARIA est une association de loi 1901, qui regroupe les industriels de l'agroalimentaire. Il s'agit donc des entreprises de transformations de produits alimentaires, dont la majeure partie des débouchés ne sont pas en vente directe mais par des circuits de distribution.

L'ARIA compte à l'heure actuelle environ 80 entreprises cotisantes. Son conseil d'administration est composé de chefs d'entreprises, qui décident ainsi des actions que mènera l'ARIA.

Si l'ARIA est rattachée à la CACG, c'est que son unique employé, Vincent de Lagarde, est salarié de la CACG.

Missions

Deux principales missions :

- **Représentation des industriels auprès des institutions publiques** (notamment la région) ; afin de défendre leurs intérêts dans les politiques de subvention.
- **Services aux entreprises** ; surtout dans le domaine commercial.

Exemple de prestations aux entreprises

- Rencontres entreprises/distributeurs ; lors de convention ou de journées à thèmes
- Stands régionaux sur les principaux salons professionnels (salons MDD ; SIAL...)
- Actions d'aide à l'export (connaissance des marchés, RDV d'affaire,...)
- Structuration de l'offre de produits régionaux (recensement des produits ; création d'une signature régionale)
- Coopérations inter-entreprises (groupement d'achat ; constitution d'une base de donnée annuaire ; rencontres interentreprises)
- Réunions d'information touchant à la vie des entreprises

Tendances actuelles des entreprises agroalimentaires

Les PME agroalimentaires éprouvent quelques difficultés à accéder aux marchés, une grande part des actions de l'association est de faciliter cet accès. Les entreprises ont également besoin d'information sur les innovations réglementaires, par exemple, sur les futures négociations avec les GMS suite aux changements de loi sur les marges de ventes des produits agroalimentaire (circulaire Dutreil).

Les grandes surfaces sont actuellement demandeuses de produits typés "régionaux", l'ARIA réalise dans ce sens un catalogue des produits régionaux de Midi-Pyrénées.

L'ARIA ne s'occupe pas tellement des certifications des produits, elle pourrait le faire mais beaucoup des entreprises adhérentes ne sont pas dans cette stratégie et il y a de nombreux autres organismes qui s'occupent déjà de ces démarches.

La CACG possède une longue expérience de développement territorial, dans différents domaines. Bien que l'agroalimentaire, le tourisme et les zones d'activités, fassent l'objet de services spécifiques, c'est avant tout un savoir-faire que la CACG détient ; dans le développement de projet, l'animation et l'expertise. Ce savoir-faire peut s'exercer dans de multiples secteurs d'activités ; et ainsi répondre aux nouvelles demandes des collectivités qui connaissent des mutations structurelles, notamment en zone périurbaine.

Les compétences de la CACG en matière d'animation semblent tout à fait appropriées aux territoires périurbains, qui avant de s'engager dans des actions concrètes doivent s'organiser pour définir un réseau de partenaires de l'action publique et une échelle pertinente. L'expérience de la Compagnie en terme d'expertise et de développement de projet, complète la démarche d'intervention publique : depuis la réflexion jusqu'à l'action. La CACG apparaît ainsi comme un acteur privilégié pour accompagner les collectivités dans la mise en place d'une politique de développement local.

Un autre atout majeur de la CACG est son réseau ; grâce à ses nombreuses activités dans des domaines variés, elle possède un large réseau dans les sphères de l'action publique ; les régions, les départements, les Pays, les communautés de communes, mais les producteurs privés ou les entreprises sont aussi des partenaires réguliers de la CACG. Ce large éventail d'acteurs permet de mieux connaître les préoccupations et les façons d'agir de chacun et donc de répondre de manière plus adaptée à leur demande.

La CACG a l'habitude de travailler avec les structures des territoires concernés par la périurbanisation. Son action s'adresse traditionnellement aux territoires ruraux, ce sont ces territoires qui connaissent aujourd'hui les mutations les plus flagrantes sous l'effet d'un développement diffus de l'urbanisation ; on comprend ainsi pourquoi son attention se porte aujourd'hui sur ce phénomène, afin de mieux répondre à leurs préoccupations et ainsi remplir sa mission de développement des territoires.

LES FONCTIONS ACTUELLES DES ESPACES RURAUX ET PERIURBAINS

Les espaces ruraux évoluent au contact de la ville ; alors qu'on les a longtemps perçus comme des espaces productifs en déclin, aujourd'hui ils connaissent une dynamique tout à fait particulière, liée en grande partie aux relations et aux oppositions à la ville. L'évolution des modes de vie, des mobilités et des réalités économiques, font apparaître aujourd'hui quatre fonctions essentielles qui définissent les espaces ruraux :

- la fonction résidentielle
- la fonction productive
- la fonction "récréative et touristique"
- la fonction de nature

1. Un développement spectaculaire de la fonction résidentielle

A. Des campagnes aux dynamiques démographiques positives

La majorité des espaces dits "ruraux" connaissent une dynamique démographique positive. On constate deux phénomènes majeurs qui expliquent ce renversement de tendance.

Une accentuation de la logique de périurbanisation

Depuis les quinze dernières années, une partie des espaces ruraux est passée sous influence urbaine, essentiellement à la périphérie des aires urbaines. Entre 1990 et 1999 la population nationale résidant dans le périurbain est passée de 8,8 à 12,25 millions d'habitants. Cette augmentation s'explique pour 0,8 millions par la densification des zones urbaines, mais surtout par l'accroissement de près de 5 000 communes aujourd'hui considérées comme étant polarisées par un pôle urbain, soit plus de 2,6 millions d'habitants.

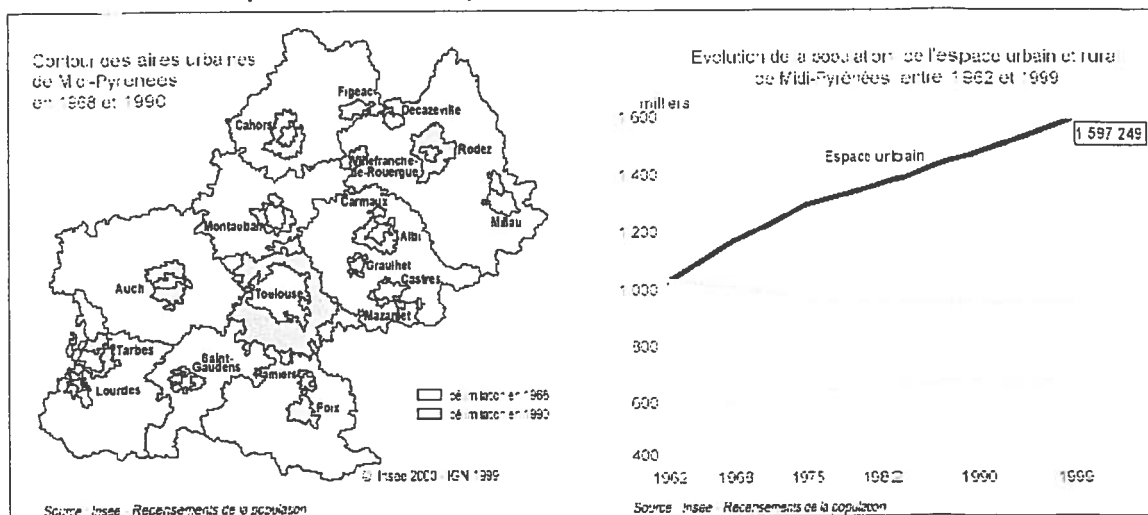
La logique de périurbanisation n'est pas récente ; elle s'amorce dès la fin des années 70, impulsée par la pénurie de logements d'après guerre et par le mouvement d'accession à la propriété des citadins, en faveur de la maison individuelle. Depuis 1962, la population des zones classées périurbaine a augmenté de 70%.

Les mouvements de population importants en Midi Pyrénées

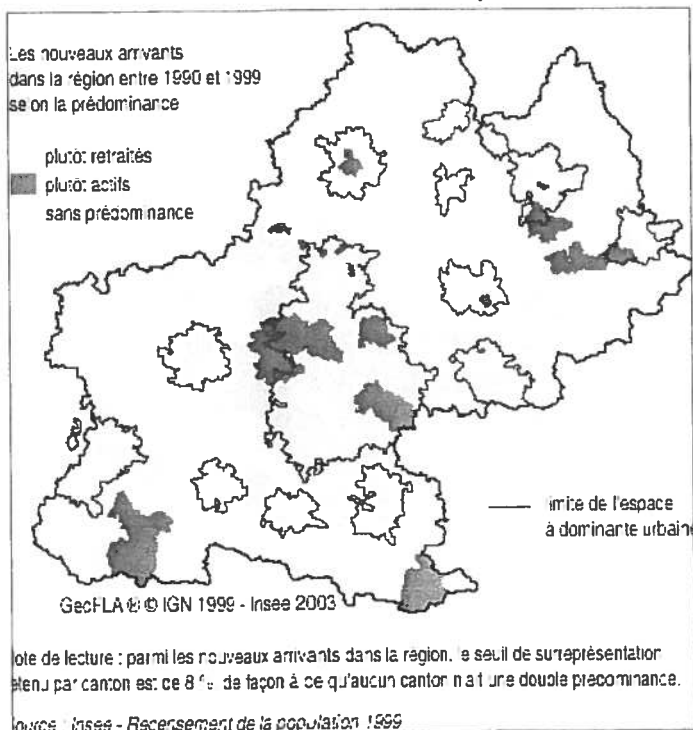
En région Midi Pyrénées, la proportion de population vivant en milieu urbain est passée de 50% à 63% entre 1962 et 1999. La forte croissance de l'espace urbain se fait particulièrement par un développement périurbain de l'agglomération toulousaine. Dans

les espaces à dominante rurale, la population s'accroît principalement dans les communes proches des aires urbaines. Entre 1990 et 1999, on compte 65 000 départs vers le milieu urbain, pour environ 60 000 vers le milieu rural. Sur l'aire urbaine de Toulouse, les départs sont plus nombreux que les arrivées. L'offre de formation se situant dans l'espace urbain, on note un solde négatif de 10 700 élèves ou étudiants pour l'espace rural. A l'inverse, des retraités mais aussi des actifs s'installent en milieu rural. Globalement l'espace rural gagne 9 000 actifs et 13 700 retraités.

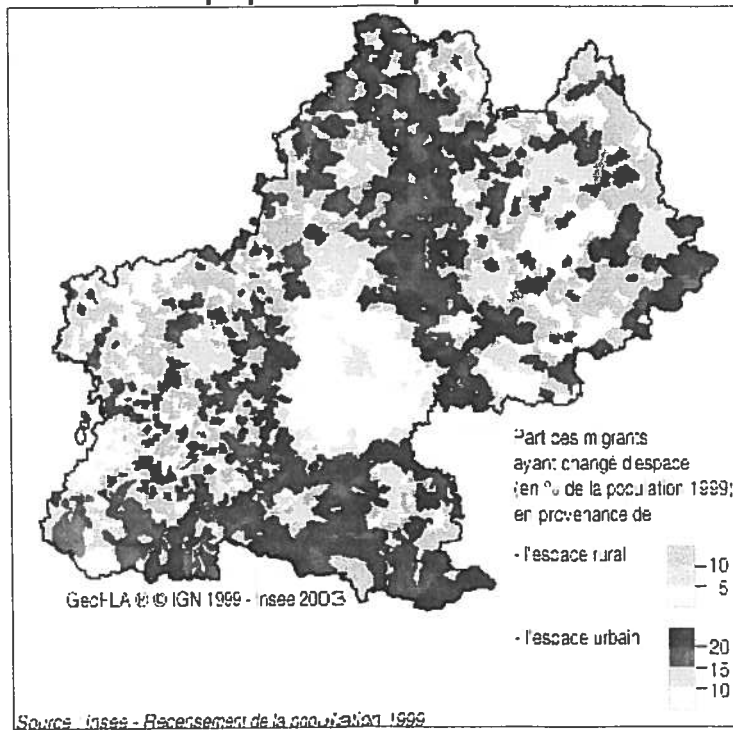
L'espace urbain Midi Pyrénéen s'étend et conserve son dynamisme



Les nouveaux arrivants de l'espace rural



Des mouvements qui se concentrent en périphérie de l'espace urbain

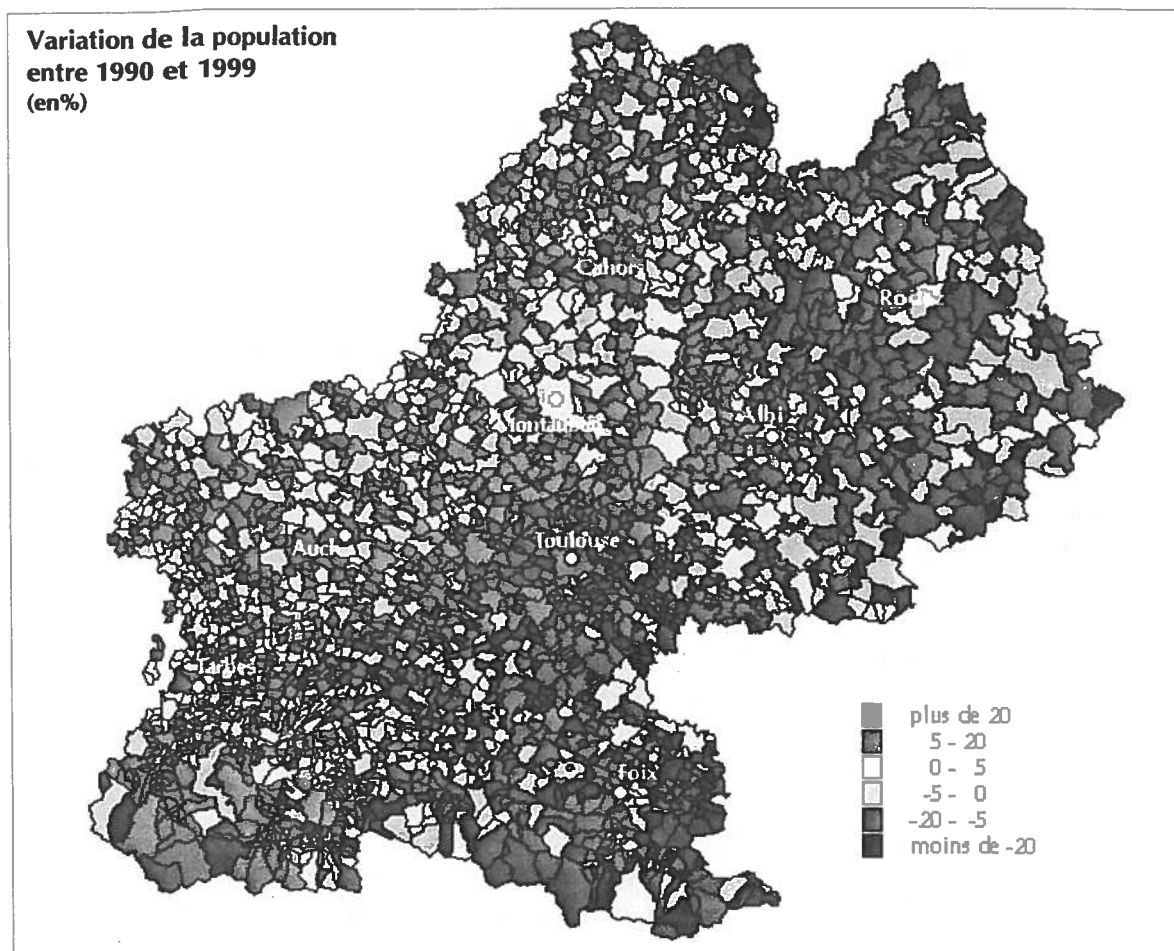


Une fonction résidentielle diffuse dans les espaces ruraux

Depuis 1990, et pour la première fois depuis un siècle, la population des communes rurales s'accroît, dans les petites communes des couronnes périurbaines comme dans la majorité des autres catégories d'espaces ruraux ; et cela essentiellement par l'arrivée de nouveaux arrivants. Le solde migratoire des espaces ruraux est très nettement positif en France, puisqu'ils gagnent plus de 410 000 habitants entre 1990 et 1999, alors que le solde naturel est de plus en plus négatifs (- 163 000 habitants). Plus de 60% des communes rurales gagnent aujourd'hui de la population en France. Même les communes rurales les plus éloignées connaissent des arrivées substantielles de nouveaux résidents, pour la première fois, le solde migratoire du "rural isolé" est devenu positif.

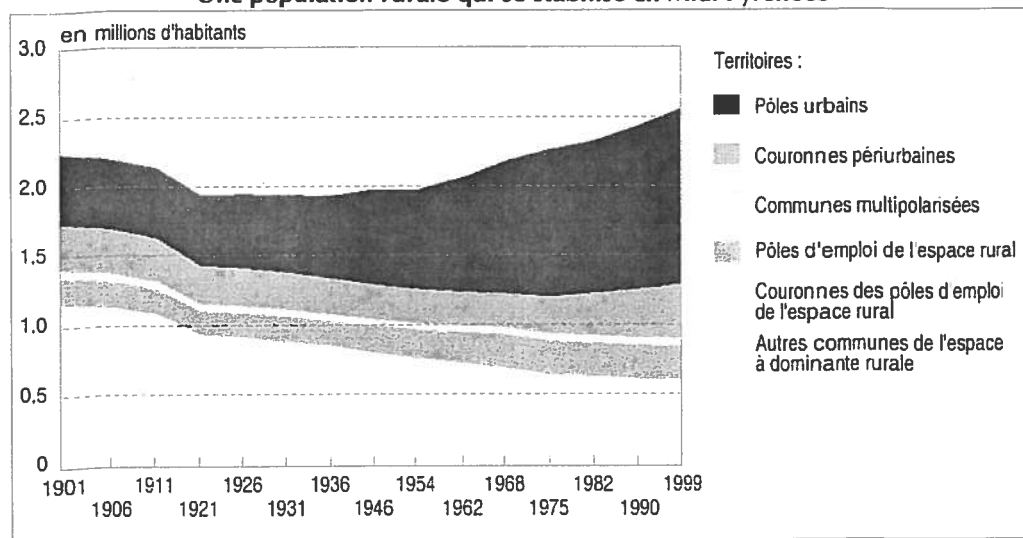
Une région très attractive où l'étalement urbain s'amplifie

En région Midi Pyrénées, le solde des entrées et des sorties de population s'élève à plus de 110 800 personnes sur la période intercensitaire, ce qui en fait la région la plus attractive de France après Languedoc Roussillon. Son solde naturel étant très faible, l'augmentation globale de population est due à son attractivité. Les trois quarts de l'apport de population se concentrent sur la Haute-Garonne, renforçant ainsi l'étalement de l'aire urbaine de Toulouse, les communes périurbaines sont bien celles qui accueillent le plus de population. Mais les périphéries des villes moyennes de Midi Pyrénées profitent aussi de ce mouvement, notamment autour de Montauban, Rodez, Foix ou Cahors.



Les communes où les variations de population sont encore négatives se situent dans des zones rurales très isolées, structurées autour de petits bourgs ruraux, et qui sont surtout caractérisées par une très mauvaise accessibilité. En Midi Pyrénées ces communes se trouvent dans le Gers, dans le massif des Pyrénées ou encore à la périphérie du Tarn et de L'Aveyron.

Une population rurale qui se stabilise en Midi Pyrénées



B. Une répartition inégale des services aux populations

Si l'on se réfère à l'étude de l'INSEE sur la structuration de l'espace par les bassins de vie¹, on s'aperçoit que seulement 40% des bassins de vie peuvent être considérés comme autonome, vu le nombre et la diversité de services qu'ils offrent. Plusieurs faits marquants ressortent de l'analyse.

Les villes moyennes et les petites villes concentrent l'offre de services

Le niveau d'équipement est toujours supérieur dans les bassins de vie structurés autour d'un pôle urbain. Par contre il est en moyenne faible dans les bassins de vie structurés autour de bourgs ruraux ou dans les bassins de vie des couronnes périurbaines. 21% des bassins sont considérés autonomes dans le rural diffus et seulement 11% dans le périurbain.

Ce constat est la résultante d'une dynamique démographique effrénée en bordure d'agglomération, mais qui n'est pas suivie d'un développement équivalent des services. Le niveau supérieur de services du bourg ruraux est un fait hérité du passé, tandis que les couronnes périurbaines actuelles étaient autrefois des communes tout à fait rurales et donc peu dotées. On observe pas de relation directe entre le dynamisme démographique et le niveau de services, les bassins périurbains ont en effet des niveaux de services inférieurs aux bourgs ruraux si l'on compare l'offre ramenée à l'habitant, mais la quantité et donc la diversité des services est tout même plus importante en milieu périurbain.

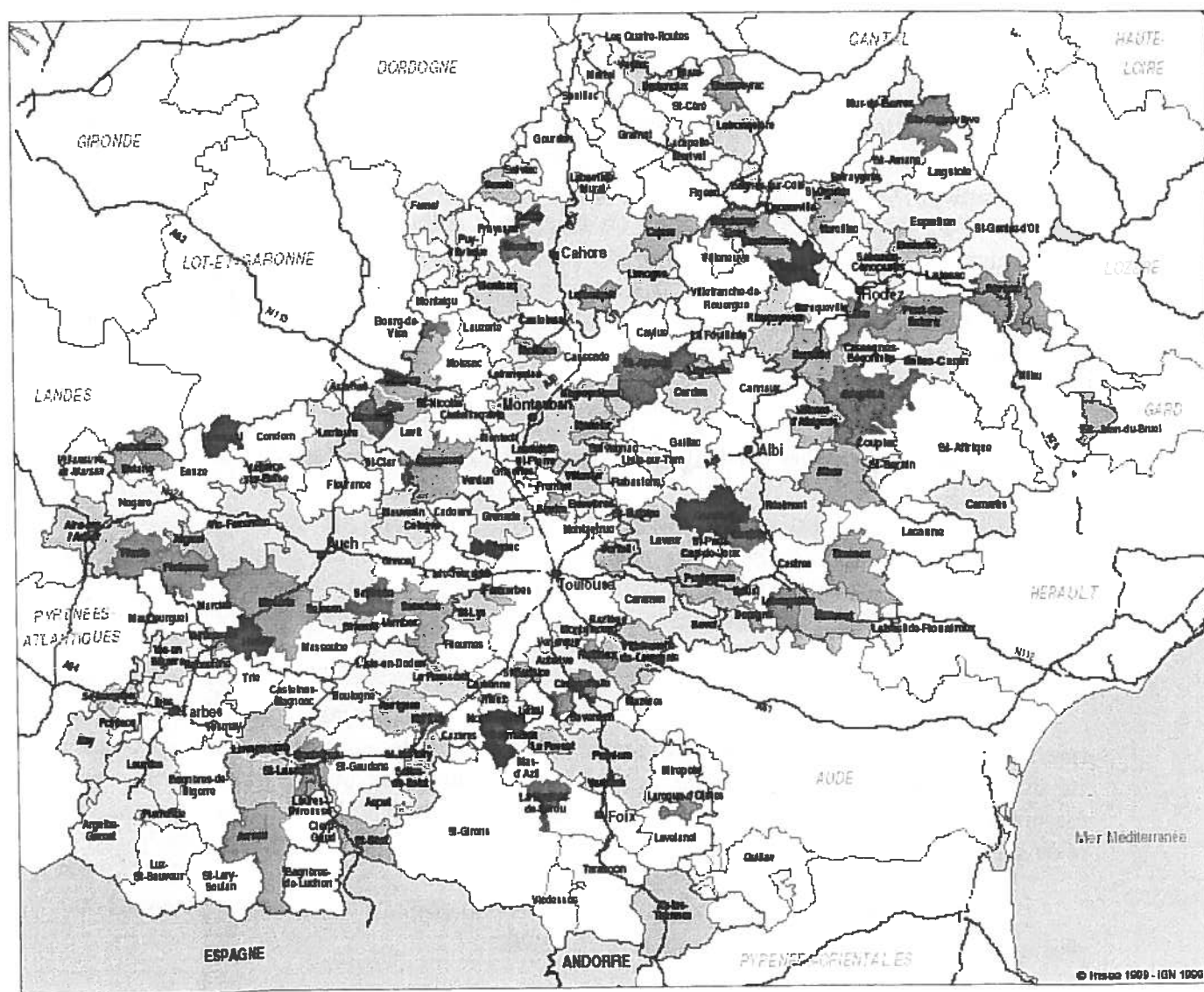
¹ Rapport de l'INSEE pour la DATAR : « Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie », Juillet 2003

D'autre part en milieu rural, l'accessibilité aux services est moins bonne que dans le périurbain, ce qui impose des temps de trajet plus longs.

Midi Pyrénées : des bassins de vie hétérogènes et l'apparition de nouveaux bassins périurbains

En Midi Pyrénées, on observe une grande diversité des bassins de services, certains ne comptent que quelques communes et peu d'habitants, d'autres sont très larges, bien que constitués de communes rurales. On note l'apparition de quelques bassins de services dans les zones périurbaines. Ils répondent aux besoins des populations résidentielles en croissance, comme à Fonsorbes près de Toulouse, mais surtout Sébazac-Concourès, aux portes de Rodez. La croissance dans les banlieues urbaines de l'emploi et de l'offre commerciale avec des implantations importantes de grandes surfaces préfigurent ici une nouvelle structuration des zones périurbaines encore très polarisées dans d'autres localités.

Bassins de services de Midi-Pyrénées



2. Une "fonction productive" qui s'affirme et se diversifie

A. La croissance de l'emploi en milieu rural

En France, c'est dans les communes périurbaines que l'emploi croît le plus (+16% contre +3,5% au niveau national). Ces communes sont les seules où l'emploi industriel manufacturier à progresser ; en effet cette dynamique est notamment due à une déconcentration des emplois industriels vers les communes périurbaines ou sous faible influence urbaine.

L'emploi a aussi progressé dans les communes à dominante rurale, même si cette progression est modeste (environ + 1%), c'est un fait nouveau. Par contre si l'on fait abstraction des pertes d'emploi agricoles, la progression est de l'ordre de + 8%. La croissance de l'emploi rural compense désormais la chute de l'emploi agricole.

En milieu rural, la part de l'emploi reste toujours inférieure à son poids démographique.

Des emplois ruraux en baisse mais qui résistent bien dans les bourgs de la région

Dans la région Midi Pyrénées, l'emploi rural a perdu près de 10 000 emplois entre 1990 et 1999, alors que l'espace urbain en a gagné plus de 60 000. Cependant les pertes sont moins importantes dans et autour des pôles ruraux. Des villes telles que Souillac, Mirande, L'Isle-Jourdain, Gaillac ou Lectoure enregistrent une bonne progression de l'emploi. Par contre la situation économique s'est dégradée sur les pôles de Graulhet ou Lavelanet, à cause du déclin de l'industrie locale.

B. Une place relative de l'agriculture en terme économique

L'agriculture n'est plus aujourd'hui l'activité économique dominante en terme d'emploi et de valeur ajoutée. Mais elle reste l'activité qui structure l'espace rural et assure l'occupation majoritaire. L'agriculture couvre toujours une part prépondérante du territoire, au cours des vingt dernières années, son emprise s'est en fait peu relâchée (-5%).

Dans les bassins de vie ruraux, les emplois du secteur agroalimentaire dépassent rarement le quart des emplois locaux. Entre 1970 et 2000, le nombre d'actifs agricoles a été divisé par deux et la productivité multipliée par quatre. Bien que la main d'œuvre soit majoritairement familiale, on note une part croissante de l'emploi de salariés permanents et de saisonniers.

En Midi Pyrénées, l'agriculture a perdu 20 000 emplois. Ce secteur ne représente plus que 18% de l'emploi total contre 25% en 1990.

C. Le poids significatif de l'activité industrielle et surtout la tertiarisation de l'économie rurale

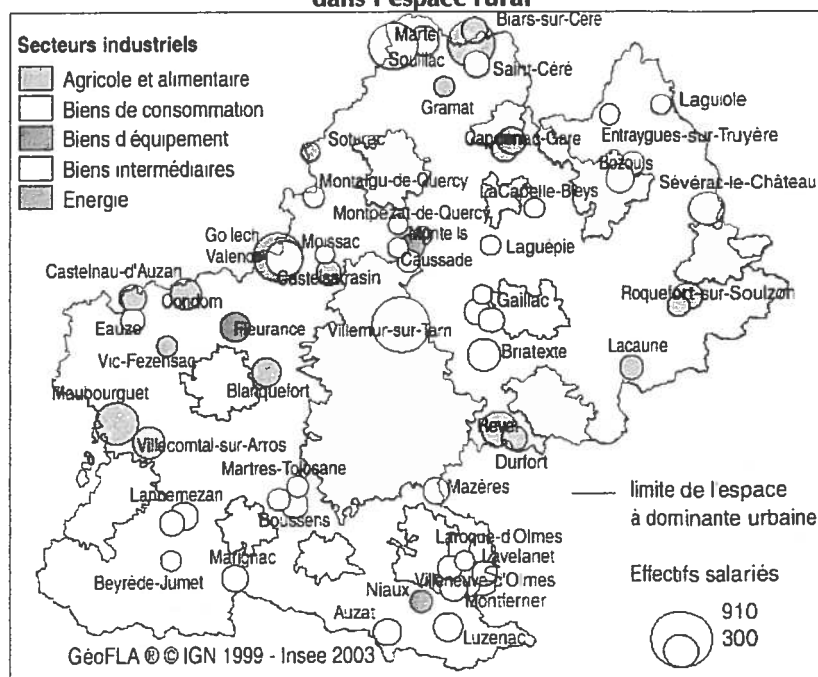
L'emploi industriel dans les bassins de vie ruraux est en moyenne deux fois plus important que l'emploi agricole et agroalimentaire. Les entreprises industrielles sont généralement des PME, réparties de façon diffuse sur le territoire, avec une préférence pour les zones facilement accessibles, en tout cas pour les entreprises relativement récentes. Cette présence industrielle s'explique à la fois par les traditions locales, mais elle est également le fruit de l'industrialisation diffuse durant les "trente glorieuses". On observe que la construction est également bien représentée en milieu rural.

La résistance de l'activité industrielle en zone rurale tient à des formes particulières de qualification et de relations de travail, ainsi qu'à des niveaux de rémunération souvent plus faibles.

Une forte industrie sur quelques bourgs ruraux de la région et une explosion du tertiaire

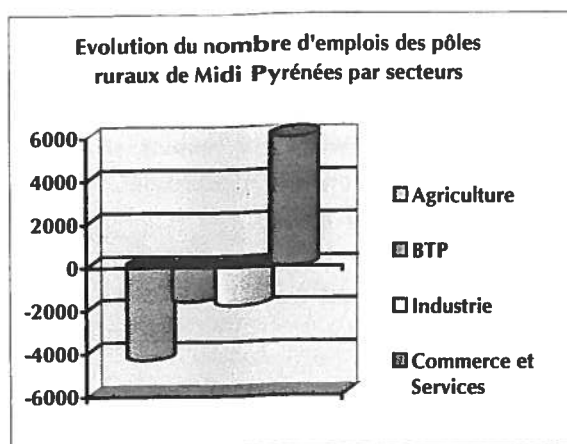
En midi Pyrénées, on dénombre 6 100 établissements industriels, soit 500 de moins qu'en 1993. La part des emplois industriel est prépondérante en milieu rural, avec une place particulière des établissements de plus de 100 salariés sur quelques pôles ruraux tels que Souillac, Valence ou Villemur-sur-Tarn.

Les établissements industriels de plus de 100 salariés dans l'espace rural



Mais le fait le plus marquant dans les espaces ruraux est la forte tertiarisation de l'économie, notamment des activités directement liées aux populations. Il s'agit des services aux particuliers, des services éducatifs et de santé, ainsi que les commerces de détail. Certains parlent d'"emplois résidentiels". Ils fournissent aujourd'hui plus de 50% des emplois ruraux et ne cessent de s'amplifier en accompagnant les mobilités des populations urbaines. Leur localisation suit, elle aussi, celle des ménages.

La tertiarisation de l'économie rurale est largement engagée et devrait s'affirmer dans les prochaines années si la demande de services des nouvelles populations rurales se fait toujours aussi forte.



Dans l'espace rural Midi Pyrénéen, les emplois tertiaires sont devenus fortement majoritaires puisqu'ils représentent 58% des emplois. Les services de santé, de l'action sociale, additionnées à ceux de l'éducation représentent près d'un emploi sur cinq (36 000 en 1999). Le commerce offre 34 000 emplois, dont près de la moitié dans le commerce de détail, ce secteur est en hausse de plus de 4% entre les deux recensements. Dans les pôles ruraux, le tertiaire est encore plus important avec 69% des emplois.

3. Une fonction "récréative et touristique" émergente

Parce qu'ils sont ouverts et accessibles, parce qu'ils sont de mieux en mieux intégrés à l'aire de mobilité, et parce qu'ils disposent de ressources patrimoniales importantes et attractives, les espaces ruraux et périurbains jouent un rôle essentiel dans l'économie récréative et touristique. Ces secteurs en développement sont aussi en plein bouleversement.

A. Le tourisme, une activité de plus en plus structurante

Avec 320 millions de nuitées sur le territoire national en 2000, et une croissance régulière de la fréquentation, la campagne est devenue le deuxième espace touristique des Français (35% à 40% des destinations) après le littoral.

Ce dynamisme est du à quatre changements : l'attrait confirmé pour l'espace rural ; son accessibilité accrue ; le morcellement du temps libre qui favorise les mobilités de proximité ; et une crainte grandissante vis à vis du tourisme international.

La fréquentation de l'espace rural est la traduction d'une attente spécifique. L'espace rural évoque le paysage, le calme, la tranquillité. Quand on y séjourne, c'est en priorité pour le cadre naturel, l'environnement, l'isolement et la liberté. La marche, le sport et les relations familiales sont les activités préférées des Français quand ils sont à la campagne. De fait, une part de l'activité touristique rurale ne donne pas lieu à beaucoup d'échanges commerciaux. 52% des Français qui passent leurs vacances à la campagne logent dans leur famille ou chez des amis, et 26% en résidence secondaire. Le secteur marchand ne représente que 22% des nuitées. Notons que la contribution des agriculteurs dans l'offre touristique (accueil et camping à la ferme, gîte et chambre d'hôte) reste souvent marginale.

Les espaces touristiques ruraux se répartissent en trois grandes familles distinctes qui se caractérisent par leur accessibilité aux centres urbains et par la nature de la ressource valorisée.

Les espaces de ressources banales sont les plus nombreux, et leur essor repose surtout sur des initiatives de développement local dispersées et de faible ampleur.

Les espaces de proximité urbaine, ensuite sont caractérisés par des loisirs résidentiels de courte durée. Ils connaissent actuellement un fort développement, car ils répondent aux exigences liées au morcellement du temps libre et à la segmentation de la demande (tourisme à la carte).

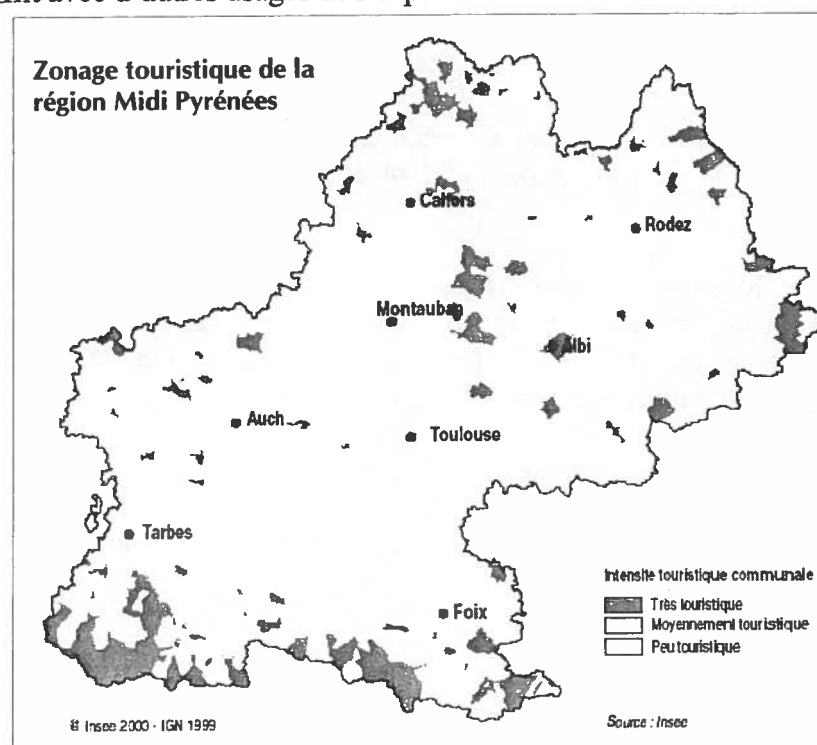
Enfin, les espaces d'attractivité forte et de loisirs spécifiques, peuvent être des espaces à ressources patrimoniales (sites naturels, gastronomie, patrimoine monumental...), parfois dotés d'équipements lourds (stations thermales, sites de montagne...), voire d'aménagement hors sols et en particulier de sites touristiques ex nihilo (parc d'attraction par exemple).

Mais dans ce contexte de croissance, certains espaces ruraux équipés peuvent connaître des difficultés : crise et fermeture de villages vacances, liées à un tourisme social déclinant et à des équipements obsolètes. Le déclin du thermalisme dans les bourgs ruraux du massif central en est un exemple.

B. Croissance et hétérogénéité des activités récréatives

L'espace rural offre depuis longtemps des lieux destinés à la pratique récréative (chasse, pêche, promenade, ...) Mais ces activités, qui consomment beaucoup d'espaces et qui ne demande que relativement peu d'équipements, génère peu ou pas de nuitées.

Ces activités sont diffuses dans l'espace. Aujourd'hui elles se renouvellent grâce à la progression du temps libre. Les pratiques ludosportives (VTT, canyoning, rafting, escalade...) se développent et génèrent à la fois de nouvelles activités, un nouveau public, plus jeune, mais aussi une nouvelle consommation d'espace et un besoin d'aménagement. Elles progressent surtout à proximité des centres urbains et entrent parfois en conflit avec d'autres usages de l'espace rural.



Un tourisme rural fort en Midi Pyrénées

Avec 5% des nuitées hôtelières en France, la région Midi Pyrénées est la 4^{ème} région la plus attractive. Lourdes est le premier site touristique régional et représente 33% des nuitées, vient ensuite l'agglomération Toulousaine avec 24% des nuitées, en raison du développement du tourisme d'affaire. En 2002, la fréquentation des campings est en légère hausse (+2%). Avec 62% des nuitées de la région, l'Aveyron, les Hautes-Pyrénées et le Lot sont les départements les plus fréquentés par les campeurs. La durée des séjours est d'environ deux jours pour les hôtels et de six pour les campings.

4. La fonction de nature des espaces ruraux

Les activités économiques et les organisations territoriales dépendent en dernier ressort de l'état et de la disponibilité des ressources et de milieux naturels. Quatre enjeux sont aujourd'hui identifiés en matière d'espaces et de milieux naturels : ils concernent la protection des ressources naturelles, le maintien de la biodiversité, la protection contre les risques naturels, et le maintien des aménités et du cadre de vie. Le présent et l'avenir de ces enjeux se jouent pour l'essentiel dans les territoires ruraux.

L'eau et le sol voient leur gestion qualitative et quantitative se régler pour une large part dans l'espace rural. La régulation des consommations d'eau repose largement sur l'agriculture, à travers l'irrigation, qui en est le premier consommateur. De même, l'agriculture et la forêt parce qu'elles couvrent plus de 80% de la surface nationale, sont les activités qui ont en gestion de manière dominante la ressource en sol.

Pour le maintien de la biodiversité, les espaces ruraux jouent un rôle prépondérant. Les espaces boisés et les espaces agricoles concentrent plus de $\frac{3}{4}$ des ZNIEFF¹. Ces activités entretiennent donc les écosystèmes mais peuvent aussi contribuer à les dégrader selon les modes de production.

La protection contre les risques naturels renvoie à des questions de gestion intégrée, de solidarité entre l'amont et l'aval des bassins, et donc entre les zones rurales et les zones urbaines.

Enfin, le cadre de vie et les paysages sont étroitement liés aux activités rurales. Les mutations des modes de production des activités agricoles peuvent ainsi altérer la qualité des paysages par la banalisation des espaces. Ces espaces étant un atout indéniable de l'attractivité des territoires ruraux français.

Les acteurs ruraux sont de plus en plus interpellés dans leur fonction de dépositaire voire de gestionnaire des ressources naturelles. Les conditions d'élaboration d'un dialogue avec l'ensemble de la société constituent un enjeu majeur pour l'avenir, face à la "publicisation" de la nature.

¹ Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique

5. Trois types d'espaces ruraux

Dans son étude intitulée « Quelle France rurale pour 2020 ? », la DATAR, en se basant sur une étude détaillée des campagnes d'aujourd'hui, distingue trois visages pour les espaces ruraux français :

- les **campagnes des villes**
- les **campagnes traditionnelles**
- les **nouvelles campagnes**

La délimitation des zones est relativement floue et ne tient pas compte des instances publiques, c'est pourquoi cette typologie ne nous intéresse pas directement pour étudier les territoires concernés par ce rapport, mais elle est tout de même intéressante pour mieux appréhender l'évolution des territoires ruraux.

A. Les campagnes des villes, une nouvelle forme de rural

À proximité des villes, grandes et moyennes, la périurbanisation gagne du terrain. C'est là que se situent les campagnes des villes. Elles sont caractérisées par une utilisation quasi généralisée de la voiture, car les actifs travaillent pour l'essentiel en dehors du territoire cantonal. L'emploi agricole et ouvrier est relativement moins important que dans les autres espaces ruraux, mais augmente à mesure que l'on s'éloigne de l'agglomération, jusqu'à parfois constituer de vrais pôles d'emplois sur des activités spécialisées.

Cinq mille communes, devenues aujourd'hui périurbaines ou sous influence urbaine composent ce nouveau type d'espace. Ce rural périurbain a une fonction essentiellement résidentielle et peut constituer, comme dans l'Ouest ou en Alsace, un continuum entre les agglomérations. Dans la région Midi Pyrénées, on observe de plus en plus ce développement autour de la grande agglomération Toulousaine, notamment entre Toulouse et Albi ou Toulouse et Auch.

B. Les campagnes traditionnelles, à dominante agricole

Près de 800 cantons, couvrant un tiers du territoire, continuent de connaître un déclin démographique. Ce sont les zones de moyenne montagne (Massif Central, Berry, Morvan), la Bretagne centrale, le Bassin Aquitain (Gers), les contreforts des Pyrénées et de manière plus dispersée, la Champagne-Ardenne, la Normandie et les plateaux bourguignons.

Dans ces territoires, l'activité économique est à dominante agricole. On y observe une tendance à la précarisation de même que dans les anciens bassins industriels (textile, métallurgie). La vacance progresse ainsi que le chômage. La population y est parfois encore importante mais elle diminue sous les effets conjugués de soldes migratoires et naturels négatifs. Ce sont des campagnes qui désormais vieillissent et que l'on quitte.

C. Les nouvelles campagnes

Aujourd'hui, ce sont plus de 300 cantons, disposant de ressources patrimoniales importantes et attractives, qui figurent "les nouvelles campagnes". La mobilité géographique et professionnelle pourrait bénéficier à de nombreux autres cantons.

Cette dynamique est fortement représentée sur le pourtour et l'arrière pays méditerranéen, dans une moindre mesure sur le littoral atlantique, et dans les zones rurales à forte attractivité touristique comme les massifs montagneux des Alpes ou des départements comme la Dordogne ou le Lot.

Sur ces territoires à densité de population moyenne, où l'économie traditionnelle agricole se double d'un maillage de petites entreprises industrielles et artisanales, au savoir-faire local parfois unique, le tourisme rural s'est développé rapidement au cours de ces dernières années, devenant pour certaines communes une activité structurante et une source de revenus importante. Le département du Lot est assez représentatif de ces nouvelles campagnes "multifonctionnelles" où l'espace doit concilier différentes logiques, résidentielle en premier lieu, puis productive, touristique et environnementale, et permettre à chacun de poursuivre son projet de vie et son projet professionnel. Ces espaces, sont structurés par une armature de proximité entre de petites villes réparties sur l'ensemble du territoire.

Les "nouvelles campagnes" connaissent désormais, une nouvelle dynamique, démographique, mais aussi entrepreneuriale. Longtemps ignorées, ces campagnes font aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt.

L'établissement de personnes sur le territoire est conditionné par son attractivité. Les évolutions observées montrent une accentuation de la spécialisation des territoires, tant en terme d'habitat que d'activité. Cette mutation progressive des fonctions des territoires ruraux, est déterminée par les relations qu'ils entretiennent avec le milieu urbain. L'empreinte rurale reste vivace sur le territoire français, mais l'emprise de l'urbain ne cesse de s'étendre, en termes d'attractivité, de fonctionnement, de mode de vie : les comportements et la nature des attentes des populations sont de plus en plus fondés sur des besoins de type urbain.

Face à de telles mutations et à la diversité qui en résulte, la relation villes-campagnes doit être refondée pour viser une approche commune aux bonnes échelles, tel un bassin d'emploi ou une aire urbaine.

Pour accompagner les transformations de l'espace rural, les politiques locales doivent évoluer, ainsi que les directives de l'Etat. C'est dans cette logique que s'inscrit le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux.

CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ACTION EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Aujourd'hui les modes d'intervention en faveur du développement territorial, laissent une large place aux initiatives locales ; les dispositions légales semblent suffisamment souples pour qu'une action décidée au niveau local soit subventionnée par les niveaux supérieurs, pour peu qu'elle s'intègre dans les larges orientations de l'Etat ou bien des régions. Ainsi pour appréhender les futures orientations des politiques publiques en milieu rural, nous verrons comment les autorités jugent les politiques passées et présentes et vers quoi les interventions futures s'orientent, à travers la prochaine loi sur les territoires ruraux.

1. Evolution du mode d'intervention sur les territoires ruraux

Depuis les origines des politiques de développement rural, on est progressivement passé d'un Etat tutélaire à un Etat partenaire, intervenant aux cotés de l'Union Européenne et des collectivités locales. De même, aux politiques sectorielles se sont ajoutées des politiques qui portent davantage sur le développement local, ou sur la composante rurale du développement régional ; c'est à dire qu'aux actions redistributives s'ajoutent des mesures allocatives.

A partir des années 70, l'Etat, ensuite relayé par les collectivités locales, a mis au point des dispositifs sectoriels accordant une large place au diagnostic local, à la concertation et à l'animation. Cependant, ces politiques ont surtout concerné les espaces en difficulté à dominante agricole, laissant de côté d'autres espaces à enjeux comme les espaces périurbains.

Logique redistributive : distribution spatiale des revenus pour pallier les handicaps géographiques et démographiques des espaces ruraux.

Logique allocative : valoriser, développer et préserver les ressources locales, pour pallier les défaillances du marché dans la gestion des effets non marchands des différentes activités rurales.

A. Quatre grands types d'interventions publiques

De manière générale, les interventions publiques s'organisent selon quatre axes d'action :

- Valorisation et préservation des ressources localisées (les ressources naturelles avec l'agriculture et l'exploitation forestière ; le patrimoine naturel et bâti avec le tourisme)
- Politiques en faveur des entreprises, des activités marchandes, du secondaire et du tertiaire
- Politique en faveur du maintien ou de la progression de la population
- Politiques en faveur de l'organisation du territoire (notamment avec l'intercommunalité)

2. Evaluation selon les quatre dimensions des politiques publiques

La récente évaluation des politiques de développement rural, effectuée par le Commissariat général au Plan, trace le bilan des initiatives et des impacts des interventions publiques sur le développement rural. Il semble intéressant de regarder de manière générale quel est l'état de lieux des actions passées et présentes et vers quoi s'orientent les politiques publiques à venir. En effet, l'évaluation porte un jugement sur l'action publique ; ce jugement nous indique vers quelle voie seront réorienter les interventions futures.

A. Effets sur la gestion et la préservation des ressources localisées

Les politiques ont davantage renforcé les orientations et les structures existantes que promu la diversification.

Agriculture : les productions dominantes sont renforcées, mais on note quelques structurations de filières localisées et la promotion de la qualité de produits à forte typicité territoriale. Les moyens accordés au développement territorial restent très inférieurs aux moyens attribués au soutien des revenus.

Environnement : le bilan est assez mitigé pour les mesures agri-environnementales car on observe peu d'amélioration de l'environnement. Mais les politiques, les organisations territoriales et les partenariats qui mettent en place ces politiques sont relativement récents.

Tourisme : on observe une amélioration de la quantité et de la qualité des hébergements. Mais l'élaboration de produits touristiques complets et de projets structurants restent difficiles. De même, la petite hôtellerie et le tourisme social semblent délaissés.

B. Effets sur les activités productives et l'emploi

Actions vers les entreprises : Les mesures d'aides aux activités sont fortement standardisées (aide à l'investissement et offre de zone d'activité) reléguant au second plan d'autres dispositifs comme ceux en faveur de l'animation territoriale. Peu de résultats émergent en matière de transmission et reprise d'entreprises.

Formation : les contraintes spécifiques de la main d'œuvre (ex : mobilité, hébergement...) sont assez peu prises en compte et l'offre de formation demeure restreinte et peu diversifiée.

Commerce et artisanat : les actions concernent surtout la réactivation des structures de coopération et le confortement du lien avec les élus.

C. Effets sur les conditions de vie et la fonction résidentielle

Equipements et réseaux : les objectifs concernant les équipements sont relativement atteints. En matière d'infrastructures et de réseaux, la mise à niveau est satisfaisante sauf pour les NTIC. Il reste un fort décalage entre les territoires sur ce point, il est pourtant essentiel à l'installation d'entreprises, d'industries, mais aussi pour la formation et le tourisme.

Habitat : l'habitat souffre de faiblesses récurrentes, la réhabilitation est insuffisante (manque de soutien aux opérations d'animation), et on observe toujours un manque de logements locatifs (facteur de blocage du développement). Notons aussi que les politiques foncières n'enrayent pas le mitage.

Services publics : bilan mitigé de ces politiques, elles cherchent le statu quo et les initiatives (type maisons de services publiques) sont trop peu nombreuses ou de taille insuffisante.

D. Effets sur la structuration des territoires et l'organisation des acteurs

Les actions portent ici sur l'encouragement, l'initiation et l'accompagnement pour l'organisation territoriale, et pour la coopération entre acteurs, voire pour une concertation entre différentes politiques sectorielles.

Intercommunalité : la forte progression des structures intercommunales est nuancée par le manque de projet de nombreuses structures ; ou bien les intercommunalités sont utilisés comme système défensif à la dynamique urbaine, sans pour autant développer de vrais projets de territoire.

Volet agricole : on observe surtout des actions de redistribution vers les zones défavorisées. Dans certains cas elles ont eu un effet de levier sur le renforcement ou l'émergence de filières locales.

L'évaluation des effets des politiques territoriales, nous montre l'évolution actuelle des interventions publiques vers une politique locale plus territorialisée, mettant en scène de multiples acteurs locaux, réunis sous différentes formes partenariales ou contractuelles. Les résultats sont encore assez mitigés mais les territoires s'organisent et de plus en plus d'initiatives émergent, notamment grâce à l'action d'acteurs tels que les Pays ou certaines communautés de communes. Il faut noter l'intention des acteurs de sortir des logiques sectorielles pour intégrer l'ensemble des composantes du développement, articulées entre elles et respectueuses des principes de développement durable. Un autre point fondamental est l'importance de l'ancrage territoriale des actions de développement ; les politiques publiques doivent aujourd'hui être le reflet de l'identité du territoire, d'où la nécessité d'intégrer l'ensemble des acteurs locaux (publics et privés) à l'élaboration des programmes. Dans cette logique, les contrats (d'agglomération ou de Pays) sont des outils pertinents.

3. Le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux

L'évolution récente des territoires ruraux est marquée par la fin de l'exode rural et l'émergence de nouvelles attentes. Dans les campagnes actuelles, l'économie n'est plus essentiellement agricole, mais de plus en plus résidentielle. Les activités liées à la nature, le tourisme et les loisirs y sont de plus en plus recherchées ; et la fonction résidentielle des territoires s'étend désormais bien au delà de la périphérie des pôles urbains jusqu'aux campagnes les plus isolées.

A travers le projet de loi sur les territoires ruraux, qui fait suite à la tenue du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) en septembre 2003 sur ce même thème, le gouvernement tente d'accompagner le développement de territoires aujourd'hui en pleine transformation. Le projet est basé sur trois principes généraux :

- Préserver la diversité des territoires ruraux
- Impulser une valorisation économique, social et environnementale
- Définir les principes du développement durable

Le détail des mesures est résumé plus bas selon trois thèmes :

- Développement économique et attractivité des territoires
- Conditions de vie et accès aux services
- Espaces naturels et activités spécifiques

A. Développement économique et attractivité des territoires

Renforcer l'attractivité des territoires en déclin démographique

Il est prévu de **renforcer le dispositif des zones de revitalisation rurales (ZRR)**, en actualisant les zonages et en prenant en compte les intercommunalités à fiscalité propre. Créées en 1995, les ZRR recouvrent aujourd'hui environ un tiers du territoire et 4,5 millions d'habitants. Des mesures financières et fiscales sont envisagées pour soutenir les activités agricoles et touristiques en allégeant les procédures administratives. Des dispositions en faveur de l'emploi permettent de mieux prendre en compte les spécificités du monde rural en **facilitant la mutualisation d'emploi entre différents employeurs, la pluriactivité et la formation professionnelle** des travailleurs saisonniers.

Encourager le développement des territoires ruraux dynamiques

Un ensemble de dispositions visant à augmenter l'offre de logements en favorisant la rénovation du patrimoine bâti est proposé, notamment en augmentant la déduction forfaitaire sur le revenu des loyers pour les logements situés en zones de revitalisation rurale (ZRR). **Des aides plus importantes seront accordées aux ZRR.** La création d'entreprise est encouragée grâce à de **nouvelles exonérations d'impôt pour les sociétés**. La transmission d'entreprise est facilitée par le biais d'une exonération de la taxe professionnelle. Pour promouvoir l'emploi dans les différentes zones rurales, c'est la pluriactivité qui est mise en avant, accompagnée de groupements d'employeurs et du développement de la formation pour les saisonniers.

B. Conditions de vie et accès aux services

Offrir de meilleurs accès aux services en milieu rural

Le projet de loi présenté par Hervé Gaymard suit une logique de décroissement des services en zones rurales. Les guichets de proximité, la création de partenariats, le développement des maisons des services publics sont autant de leviers d'action pour sortir de l'isolement les personnes vivant en milieu rural.

Le développement du système de santé

Le projet de loi prévoit une approche globale des services de santé dans les territoires ruraux : assurer une offre libérale de soins et mettre en place un vrai dispositif pour faire venir des médecins, rompre l'isolement des médecins, développer les réseaux locaux. De même, une aide à l'installation des professionnels de santé avec exonération de taxes professionnelles est inscrite dans la proposition du ministre des Affaires rurales.

Le renforcement des maisons de services publics

Concernant les maisons de services publics, le projet de loi prévoit d'adapter leur régime juridique, fixé par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, afin de permettre à celles-ci d'accueillir des services privés dans le respect des règles de la concurrence.

La protection du patrimoine rural

La construction de médiathèques de proximité viendra enrichir l'accès à l'information dans les zones rurales. Le gouvernement décide également de mettre en valeur les bâtiments ruraux en transférant aux départements des crédits pour le patrimoine non protégé.

L'enseignement agricole au service de l'animation rurale

Enfin, le projet de loi prévoit de renforcer la mission d'animation des zones rurales par les établissements d'enseignement agricole.

C. Espaces naturels et activités spécifiques

Préserver les espaces naturels et agricoles des territoires périurbains

Le projet de loi permettra aux régions qui le souhaiteront de créer en accord avec les communes et intercommunalités des **périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains**. Le dispositif propose des outils de maîtrise foncière permettant de lutter contre la spéculation et d'entreprendre des aménagements, au sein de périmètres à protéger définitivement de l'urbanisation, conformément à un programme d'action. Ces périmètres seront délimités par la région, en accord avec les communes ou les intercommunalités compétentes en matière d'urbanisme, et en accord avec le département en cas de recoupement avec les espaces naturels sensibles. Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) pourront développer leurs services d'opérateurs fonciers spécialisés dans les biens ruraux au profit des collectivités territoriales.

La montagne

La loi de 1985 relative au développement et à la protection de la montagne est réactualisée en tenant compte de la décentralisation et de la diversité des territoires de montagne. Objectif : favoriser la coordination des structures administratives concernées par la gestion d'un même massif montagneux.

Le pastoralisme

Le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux aménage certaines dispositions existantes de façon à encourager les pratiques pastorales remplissant des fonctions économiques et environnementales, telles que la lutte contre l'embroussaillage.

La forêt

Elle occupe 27 % du territoire national et emploie 500 000 personnes en zones rurales. Le projet de loi encourage l'investissement en forêt et incite les propriétaires forestiers à constituer de meilleures unités de gestion.

Les zones humides

Elles sont à restaurer et à sauvegarder, dans un cadre juridique bien précis. Le projet de loi prévoit un programme d'actions sanitaires pour la sauvegarde de certains sites. La fiscalité foncière est diminuée pour une meilleure gestion privée de ces zones.

La chasse

Le projet de loi prévoit plusieurs dispositions visant à valoriser la chasse dans le respect d'un équilibre entre l'agriculture, la forêt et les activités cynégétiques. Objectif : répondre à l'accroissement des populations de grand gibier, cause de dégâts croissants, et au déclin des populations de petits gibiers de plaine et de leurs habitats.

Quelques-uns des dispositifs du projet de loi nous intéressent tout particulièrement vis à vis des dynamiques périurbaines. Notamment les mesures d'incitation à la mutualisation de l'activité agricole et au développement de la pluriactivité pour les agriculteurs. Ces mesures constituent une tentative de rapprochement des attentes citadines, par le développement de l'agrotourisme notamment, et des contraintes économiques qui pèsent sur les structures d'exploitation agricoles, surtout dans des zones connaissant de fortes pressions foncières. Une autre mesure intéressante pour l'agriculture périurbaine est la mise en place des périmètres de protections spécifiques pour les espaces naturels et agricoles. Cette mesure incitera peut être les élus à mieux tenir compte des enjeux de la présence de terres agricoles dans les zonages des PLU ou des SCoT.

2^{EME} PARTIE : QUEL DEVELOPPEMENT LOCAL POUR LES TERRITOIRES PERIURBAINS ?

Trois types de Territoires Périurbains41

1. Territoires appartenant à l'aire urbaine de Toulouse..... 42
2. Territoires de transition entre aire urbaine et espace rural 48
3. Les agglomérations "moyennes" et leur campagne 54

Projets et Actions représentatifs de la Demande des Territoires Périurbains62

1. Projets et Actions en matière d'Urbanisme 62
2. Actions en faveur de l'Agriculture 65
3. Développement Economique..... 67
4. Organisation et Développement du Tourisme et des Loisirs 68

Pistes d'Actions pour le Développement des Territoires Périurbains.....71

1. La CACG : une vaste expérience de développement local 71
2. Quelques pistes d'actions pertinentes pour les territoires périurbains..... 74

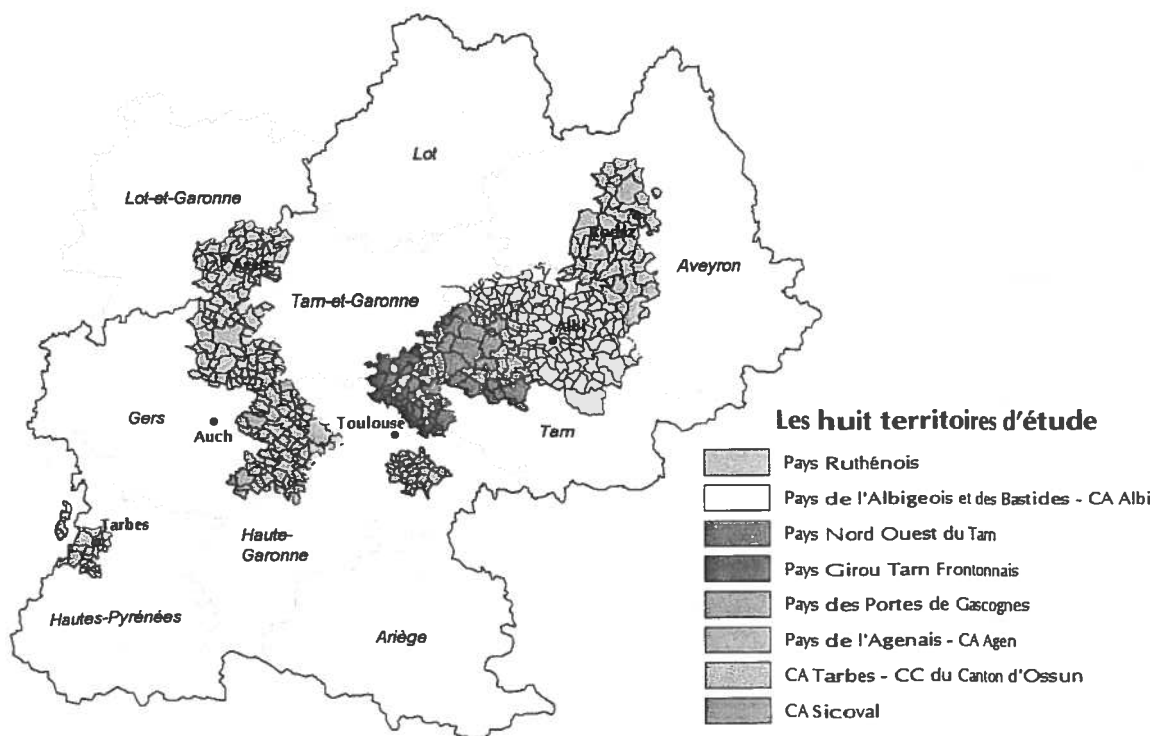
L'étude des huit territoires a permis de dégager des éléments récurrents au sein des collectivités. Pour faciliter l'analyse des enjeux de la périurbanisation, trois types de territoires ont été définis. Les actions ou les projets de ces collectivités ont ensuite été classés par thèmes pour en faciliter la comparaison avec les compétences de la CACG. Enfin, la dernière partie proposera quelques pistes d'actions, que la CACG pourrait mener, et qui correspondent à l'attente des collectivités.

TROIS TYPES DE TERRITOIRES PERIURBAINS

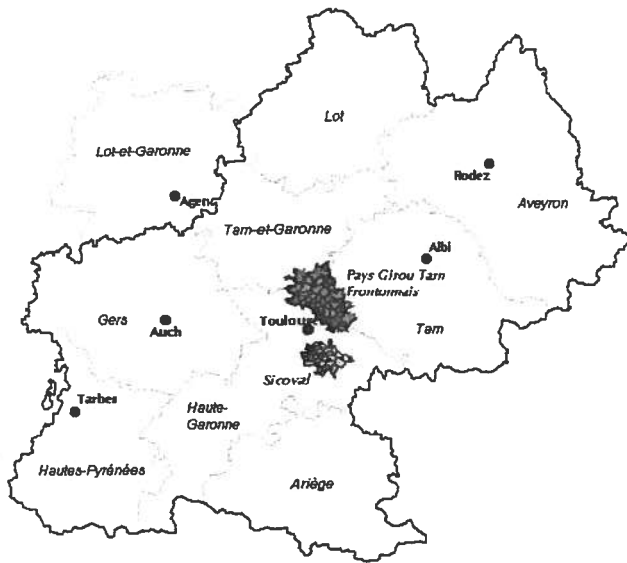
Les études de la DATAR ou de l'INSEE, proposent des découpages cohérents de l'espace selon les caractéristiques et les dynamiques en cours. Mais pour analyser le phénomène périurbain sur la région, dans l'optique de dégager des pistes d'actions nouvelles pour la CACG, qui soient en adéquation avec l'évolution de la demande des collectivités, il est nécessaire de s'intéresser aux territoires des institutions locales. Ainsi les huit territoires étudiés correspondent à des Pays ou des communautés d'agglomération. On retrouve des similitudes entre certaines collectivités en fonction de leur localisation par rapport à un pôle urbain. De cette manière trois types de territoires ont pu être élaborés, regroupant des institutions connaissant les mêmes évolutions liées à la périurbanisation et des problématiques proches :

- les **territoires appartenant à l'aire urbaine de Toulouse**
- les **territoires de transition entre aire urbaine et espace rural**
- les **agglomérations "moyennes" et leur campagne**

Afin de mieux comprendre quelles sont les transformations que connaissent actuellement ces territoires, nous analyserons sur quelques thématiques les faits marquants qui les caractérisent. Etant entendu que seuls les thèmes concernant directement la CACG seront développés ; c'est à dire les questions liées à l'urbanisation, l'agriculture, le tourisme et quelques éléments du cadre de vie. Les services publics ou privés ne seront que peu évoqués, ainsi que les questions de transport, bien qu'ils soient au cœur de la problématique périurbaine.



1. Territoires appartenant à l'aire urbaine de Toulouse



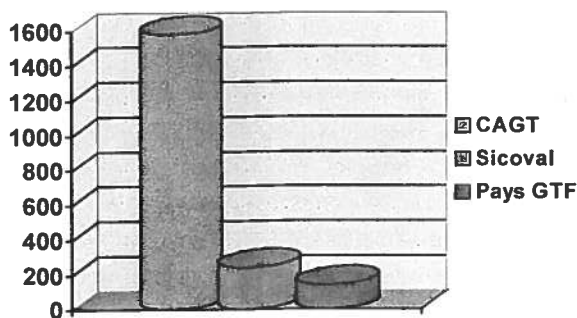
Deux des huit territoires étudiés appartiennent à l'aire urbaine de l'agglomération toulousaine. Le territoire de la communauté d'agglomération du **Sicoval** et celui du **Pays Girou Tarn Frontonnais**, recouvrent tous les deux une partie du pôle urbain toulousain et de l'aire urbaine. Ces territoires sont directement concernés par les dynamiques démographiques et économiques de la métropole, et subissent donc de fortes pressions liées à l'attractivité de Toulouse.

A. Territoire, population et urbanisation

D'anciens espaces ruraux aujourd'hui devenus urbains

Les territoires de l'aire urbaine bénéficient d'une très bonne accessibilité vers Toulouse et vers l'ensemble de l'agglomération. Ils sont largement structurés par de grands axes de communications comme l'A61 sur le Sicoval et l'A68 sur le Pays Girou Tarn Frontonnais, ainsi que le périphérique toulousain.

Densité de population au km² dans l'aire urbaine



Les densités de population sont très importantes relativement à celles du reste du département, mais sont généralement inférieures à celles du pôle urbain. Peu de villes dépassent les 10 000 habitants. Les plus peuplées sont situées sur la frange frontalière de la Communauté d'agglomération du Grand Toulouse (CAGT) et généralement le long des axes autoroutiers. Le développement urbain est en effet polarisé par l'attractivité du pôle toulousain et des grands axes de communication qui en assurent l'accessibilité. L'urbanisation se fait en tâche d'huile depuis Toulouse vers l'extérieur, en empruntant le chemin tracé par les axes routiers.

Les territoires de l'aire urbaine sont caractérisés par une certaine mixité des paysages, entre le milieu urbain et l'espace rural. Les communes les plus proches de Toulouse sont presque entièrement urbanisées tandis que les localités les plus à l'extérieur de l'agglomération conservent encore de larges espaces naturels ou agricoles.

Une démographie en pleine explosion

La population des territoires de l'aire urbaine connaît une croissance fulgurante, aussi élevée voire plus que l'ensemble de l'agglomération. Quasiment toutes les communes ont enregistré de forte progression de leur population ces dernières années, avec des taux parfois supérieurs à 50% entre les deux recensements pour des petites communes (Belberaud, Goyrans,...).

Ces nouveaux arrivants se répartissent de façon privilégiée à proximité des axes de communication routiers. Ce sont en majorité, des actifs qui travaillent sur l'agglomération toulousaine, ce qui implique un usage généralisé de la voiture pour les trajets domicile-travail en direction de Toulouse et des communes de la proche banlieue. En effet les services de transport en commun sont marginaux et très inefficaces pour se rendre dans les autres communes de l'agglomération. Il peut y avoir de fortes disparités de densité de population sur un même territoire ; au Sicoval, la population est fortement regroupée dans la vallées de l'Hers autour des principaux équipements (autoroute, canal du Midi, routes nationale), alors que les plateaux, bien que connaissant une forte augmentation de population, restent peu peuplés.

Les nouveaux arrivants sont des actifs, plutôt aisés (ce sont en majorité des cadres ou des employés de professions intermédiaires) et qui ont une forte préférence pour l'habitat individuel. Ainsi sur le Pays Girou Tarn Frontonnais, 91% des logements sont individuels, et seulement 3% de logements sociaux. Les retraités constituent également une part non négligeable des nouveaux résidents, mais ceux-ci préfèrent s'installer dans les communes plus rurales, loin de l'agglomération.

Enjeu : une gestion nécessaire du foncier et des services

L'impressionnant dynamisme démographique des territoires de l'aire urbaine de Toulouse n'est pas sans conséquence sur la gestion des collectivités. Le principal enjeu pour les communes est de réussir à canaliser les flux de populations arrivantes, au risque d'entrer dans un système de dépendance vis à vis de Toulouse et devenir une zone dortoir, sans emplois et sans services adaptés.

La première difficulté pour les communes est la gestion de leur foncier. L'accroissement de la demande de terrain, additionnée à une offre de plus en plus réduite provoque une explosion des prix du foncier et de l'immobilier. Les terres agricoles et les espaces naturels subissent une pression énorme pour devenir urbanisables. Deux risques menacent la qualité du territoire : un développement pavillonnaire diffus depuis les axes de communication vers les zones agricoles, ou bien un développement épars par mitage des espaces ruraux. Ces phénomènes sont déjà engagés sur les deux territoires étudiés, la concurrence entre habitat et agriculture ne cesse de s'amplifier. Un équilibre reste à trouver entre accueil de population et préservation des espaces agricoles et naturels.

De nombreuses questions se posent quant au type de logement à construire sur le périurbain. La prédominance de l'habitat individuel pose des problèmes d'occupation du sol. La faible part de logement collectif et de location, surtout à vocation sociale, empêche les ménages les moins fortunés de s'installer sur le territoire, ou alors toujours plus loin, là où les prix sont encore faibles. Une certaine ségrégation sociale peut se développer.

La croissance de la population induit une augmentation importante de la demande de services et d'équipements pour la population. C'est un point crucial pour les

collectivités et la qualité de vie des nouveaux habitants. Mais un accueil trop important et non préparé de population peut submerger la capacité des services du territoire, et créer un déséquilibre entre l'offre et la demande. De plus les communes sont très largement résidentielles, et parfois peu développées sur le plan économique (surtout le Pays Girou Tarn Frontonnais) et ne possèdent donc pas toujours la capacité financière pour répondre aux nouveaux besoins. Les intercommunalités, faibles sur le Pays, ne sont pas suffisantes pour faire face à cet enjeu.

B. Economie et agriculture

L'emploi tertiaire en croissance

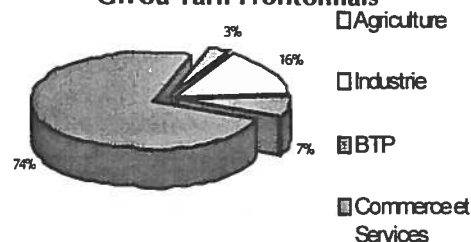
Les deux territoires considérés appartiennent à la zone d'emploi de Toulouse. On observe que le nombre d'emplois du territoire est généralement inférieur au nombre d'actifs y résidant. C'est une donnée importante des territoires périurbains, qui accueillent largement la population, mais peinent parfois à faire venir les entreprises ; à cause d'un manque de facilités (services, politique d'accueil d'entreprises, accessibilité...). Ces difficultés s'observent plus particulièrement sur le Pays Girou Tarn Frontonnais.

Bien que le nombre d'emplois soit faible par rapport à la population, il progresse assez largement. Le Pays Girou Tarn Frontonnais a enregistré une progression de l'emploi de 28% entre 1990 et 1999, pour une croissance de population de 21% sur la même période.

L'emploi se concentre sur les villes les plus accessibles du territoire, au nord du Sicoval, et de manière plus diffuse à l'ouest du Pays Girou Tarn Frontonnais. L'accessibilité vers les autres pôles économiques de l'agglomération est un facteur essentiel de la localisation des entreprises.

La répartition des actifs par secteurs montre une forte prédominance du tertiaire ; près des 3/4 des actifs du Pays travaillent dans le commerce et les services. A l'inverse la part des agriculteurs se réduit fortement et est aujourd'hui presque anecdotique (3%). Les créations d'entreprises concernent presque exclusivement le secteur tertiaire.

Répartition de la population active du Pays Girou Tarn Frontonnais



Les deux territoires possèdent d'importantes zones d'activités, trois sur le Sicoval, et une sur le Pays. Ces zones bénéficient d'une bonne accessibilité, à l'inverse d'une multitude de petites zones, disséminées sur le territoire, souvent avec un taux de remplissage faible. C'est là toute la différence entre les zones d'activité communales et celles lancées par une intercommunalité.

Une agriculture qui recule face à l'urbanisation

L'agriculture ne possède pas de vraies spécificités, il s'agit surtout de polyculture, d'élevage ou de maraîchage. La principale caractéristique de l'agriculture périurbaine est la diminution des surfaces et du nombre d'exploitants, sous la pression foncière et l'urbanisation. Cette situation fait naître des conflits d'usages entre les agriculteurs et les nouveaux arrivants qui supportent mal les nuisances agricoles, et d'un autre côté, le

mitage et l'éparpillement des parcelles agricoles, peut réduire la productivité de l'exploitation.

Enjeu : un fort besoin d'organisation et de gestion du développement des sites productifs

Les territoires de l'aire urbaine bénéficient de la notoriété de l'agglomération toulousaine et des infrastructures de communication ; ils sont donc attractifs pour les entreprises. Leurs difficultés consistent en la gestion des zones d'activités communales. Elles sont faiblement remplies et parfois mal accessibles. Alors que les zones d'activités intercommunales sont, en générale, mieux pensées et bénéficient de plus larges politiques de communication et de prospection d'entreprises. L'enjeu pour le développement économique des territoires périurbain relève de l'organisation et de la mise en cohérence des sites et des politiques existantes ; notamment autour d'intercommunalités fortes. Le Sicoval se situe dans cette perspective puisqu'il a comme projet la mise en place d'un schéma de développement des infrastructures économiques.

L'agriculture périurbaine disparaît progressivement ; les territoires proches d'une grande agglomération comme celle de Toulouse doivent tenter de la préserver, afin de maintenir un élément essentiel de leur cadre de vie. Ceci peut se faire grâce à une gestion stricte de l'occupation du sol, ou par l'organisation de réseaux de producteurs, afin de mutualiser les moyens et les productions ainsi que le développement de circuits courts et de ventes directes, pour favoriser les débouchés des produits agricoles.

Un autre défi pour les territoires périurbains est la gestion des conflits d'usage. Les attentes citadines se font de plus en plus prégnantes et l'activité agricole ne correspond pas toujours à l'image idyllique de la campagne. Des actions peuvent être engagées pour faire se rencontrer ces deux visions du monde rural, à travers des projets de loisirs, de découvertes des produits locaux ou des campagnes de sensibilisation. De plus en plus, les agriculteurs sont considérés comme responsables de la "fonction de nature" des territoires périurbains ; des actions concertées de soutien à la mise en place de mesures agroenvironnementales peuvent être envisagées.

C. Environnement, tourisme et cadre de vie

Un environnement favorable, mais peu de tourisme

L'environnement des territoires en bordure d'agglomération est très prisé, car il offre des éléments naturels et patrimoniaux, à proximité de l'espace urbain. Sur les deux territoires étudiés, le paysage est marqué par les coteaux, les espaces boisés et par une forte présence des cours d'eau. Les éléments de petit patrimoine sont également nombreux. On peut aussi rencontrer des sites intéressants d'un point de vue écologique, classés en ZNIEFF.

Les territoires de bord d'agglomération possèdent des atouts sur le plan historique, culturel et naturel, qui sont autant d'opportunités pour le développement du tourisme vert, mais surtout des loisirs. En effet, la fréquentation touristique est relativement faible sur ces territoires, faute



d'une véritable notoriété et du manque de sites remarquables.

On observe actuellement un développement des activités agro-touristiques, avec les réseaux "bienvenu à la ferme" ou les goûter à la ferme. Ce genre d'activité peut concourir à rapprocher les citadins des agriculteurs. Le manque de politique de communication touristique est aussi un fait notable, ainsi qu'un manque de certains hébergements typés "ruraux" bien que les potentialités existent. Sur le Pays Girou Tarn Frontonnais ; les gîtes ruraux existants ont des taux de remplissage annuels d'environ 85%.

Une forte demande de loisirs



Avec l'augmentation de population, la demande de loisirs s'accroît. Il existe sur le Pays comme sur le Sicoval des sentiers de randonnée ou des pistes cyclables touristiques, mais la demande se porte aussi sur des sites de plein air exploitant davantage le potentiel nautique des cours d'eau.

La question des loisirs est très importante sur ces territoires. Puisqu'ils sont situés au bord de l'agglomération et qu'ils détiennent encore des éléments attractifs pour les citadins, le Pays Girou Tarn Frontonnais et le Sicoval tentent de se positionner comme le poumon vert de l'agglomération, en tirant partie d'un environnement favorable et de l'accessibilité rapide depuis les zones fortement peuplées.

Enjeu : développer un tourisme et des loisirs de proximité, appuyer par une image forte du territoire

Les collectivités doivent faire face à une demande accrue de loisirs, elles possèdent des éléments favorables à un tel développement. Mais là aussi elles doivent coordonner leurs actions, que ce soit pour les sentiers pédestres ou tout autre projet le long d'un cours d'eau, en favorisant d'abord les activités de plein air ouvertes à tous. Pour que les politiques soient efficaces, elles ont besoin de relais ponctuels (communication, événements...) auprès des habitants et des populations frontalières, pour affirmer la qualité et la notoriété du territoire.

La protection des paysages et des eaux semble nécessaire afin de préserver le capital environnemental et le cadre de vie du territoire, ils sont aussi essentiels à son image et son attractivité.

D'autre part le développement des activités ludiques de découverte du monde agricoles est une bonne chose pour l'intégration des citadins dans un environnement semi-rural, et pour sensibiliser les nouveaux arrivants aux questions environnementales.

Afin de développer les potentialités des territoires de manière efficace, les collectivités ont tout intérêt à travailler ensemble, pour assurer la cohérence des futurs équipements, et drainer les flux de visiteurs sur le plus grand nombre de sites, par une mise en réseaux de l'offre, associée à une politique de communication capable de faire naître une image du territoire, qui souvent souffre de n'être que la banlieue de la ville centre.

Le Sicoval travaille dans ce sens, notamment par l'élaboration d'un schéma de développement du tourisme et des loisirs de proximité. Le Pays Girou Tarn Frontonnais tente lui de développer son image en s'appuyant sur son vignoble, l'AOC Fronton.

D. Dynamique politique et jeu d'acteurs

Sicoval

Le Sicoval possède un atout inestimable pour la gestion de son territoire : une histoire commune de coopération, entre ses élus et entre ses techniciens. C'est une qualité qui manque souvent à beaucoup de Pays ou de récentes communautés de communes qui ont du mal à construire un vrai projet, faute d'avoir acquis des habitudes de travail. La communauté d'agglomération lance de nombreuses réflexions, et une multitude de projets sur le territoire ; c'est la résultante de ce volontarisme partagé.

Bien que la situation géographique du Sicoval lui soit très favorable grâce à la dynamique périurbaine, la communauté est face à un enjeu de taille : accompagner de façon raisonnée et équitable une dynamique de développement qui pourrait très vite submerger le territoire et le rendre dépendant des dynamiques de la métropole régionale. Ainsi, nombreuses sont les actions mises en place pour maîtriser le développement et pour satisfaire les nouveaux besoins, à l'image du récent Agenda 21 que vient de lancer la Sicoval.

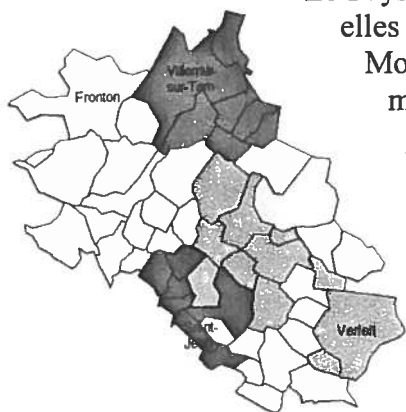


Communautés d'Agglomération de Toulouse

CA Grand Toulouse	(25)
SICOVAL	(36)

Pays Girou Tarn Frontonnais

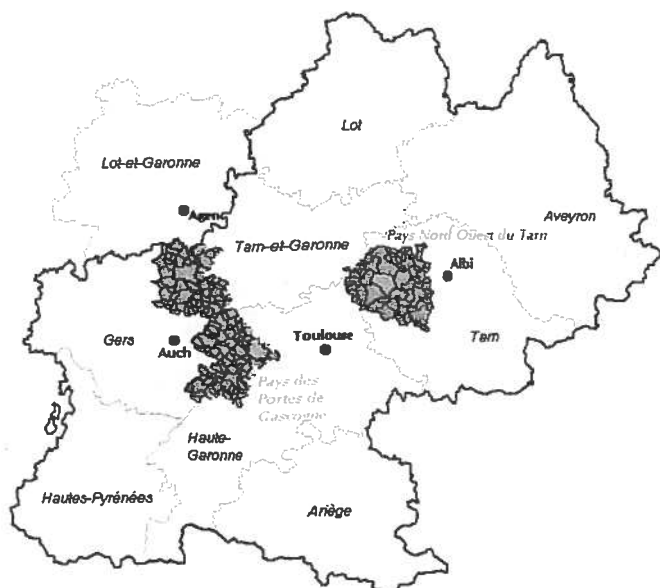
Le Pays est bien conscient des mutations qu'engendre la périurbanisation, elles sont d'autant plus fortes que le territoire se situe entre Toulouse et Montauban, mais il semble improbable que l'action du Pays enrayer ou même maîtrise le phénomène en cours. Les terres agricoles ont presque toutes disparues autour de Toulouse, l'enjeu pour le Pays est de réussir à en préserver au niveau de la troisième couronne. Le territoire peut se positionner comme un espace vert à proximité de l'agglomération, en apportant un soin particulier à la qualité paysagère et à la maîtrise de l'urbanisation. C'est le projet qu'a choisi le Pays et l'ensemble de ses actions va dans ce sens, sachant bien que ses moyens sont limités, par son manque de poids au niveau de l'agglomération et sa faible entente intercommunale. En effet plusieurs communes du Tarn ont successivement quitté et rejoint le projet de Pays. Le Pays connaît des difficultés d'ordre politiques, qui ralentissent sa structuration.



Intercommunalités du Pays GTF

CC des Coteaux de Bellevue	(5)
CC des Coteaux du Girou	(11)
CC du Canton de Villemur	(7)
CC du Nord Est (CODENE)	(2)
CC du Tarn Agout	(3)
Hors EPCI	(25)

2. Territoires de transition entre aire urbaine et espace rural



Sur les huit territoires étudiés, deux correspondent à cette classification : le **Pays des Portes de Gascogne** et le **Pays du Nord Ouest du Tarn**. Ce sont des territoires de tradition rurale, qui connaissent de fortes progressions démographiques selon leur accessibilité à la ville centre. Localement on peut retrouver des dynamiques similaires à celles des aires urbaines. Mais ces territoires sont surtout caractérisés par une identité et un terroir propre, qui serait aujourd'hui une source de développement.

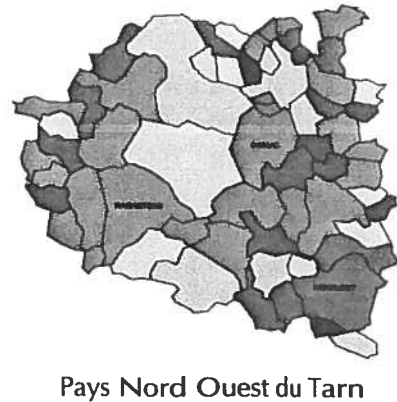
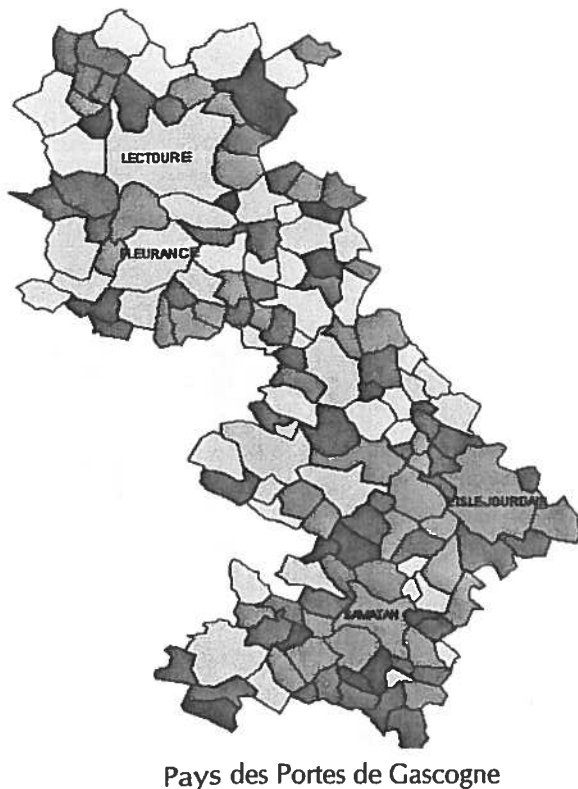
A. Territoire population et urbanisation

Les deux territoires considérés sont situés juste à la limite de l'aire urbaine de Toulouse, l'un dans le Gers et l'autre dans le Tarn. Quelques axes, de plus ou moins grande capacité, les relient à la métropole toulousaine ; l'A68 pour le Pays Nord Ouest du Tarn et la N124 pour le Pays des Portes de Gascogne. Actuellement, le développement urbain et économique des Pays se polarisent autour de ces axes.

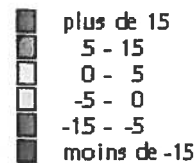
Les densités de population sont très faibles sur les territoires, ce qui rend bien compte de leur ruralité. Les espaces agricoles sont encore très importants, il n'y pas de véritable pôle urbain, les Pays sont situés entre l'aire urbaine Toulousaine et d'autres villes moyennes (Auch et Agen aux Portes de Gascogne, et Albi dans le Tarn). On compte seulement quelques bourgs centres, tels que Fleurance ou L'Isle-Jourdain dans le Gers ; et Gaillac et Graulhet sur le Pays Nord Ouest du Tarn. Ce sont des espaces à dominante agricole, structurés autour de petits pôles de proximité, mais liés de façon croissante aux évolutions de la métropole et des villes moyennes qui les entourent.

De manière générale, les deux territoires ont des dynamiques démographiques supérieures à leur département, mais tout de même peu élevées. Les gains de populations se localisent dans les vallées, en suivant les tracés des axes de communication vers Toulouse et aussi autour des bourgs centres. A l'inverse, les territoires les plus reculés continuent de perdre des habitants.

La croissance de la population est le fait d'arrivées de nouveaux habitants car les soldes naturels sont nettement négatifs. Ce sont des actifs mais aussi beaucoup de retraités qui souhaitent retourner à la campagne pour leur retraite. Par conséquent les deux territoires observent une tendance au vieillissement.



Evolution de la population entre 1990 et 1999
(en %)



Enjeu : la maîtrise de l'urbanisation et la préservation du caractère rurale du territoire

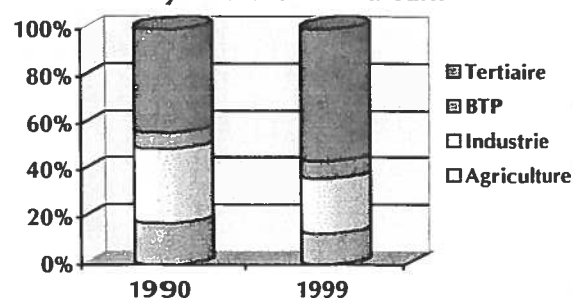
La croissance démographique est localisée sur des sites possédants une bonne accessibilité vers Toulouse et également proches des pôles de proximité. Une gestion efficace du foncier s'impose sur ces communes, afin de ne pas subir des nuisances semblables à celles des communes de l'aire urbaine toulousaine. Localement les collectivités doivent organiser, dans les documents d'urbanisme et dans les politiques locales, la gestion du foncier et l'offre d'équipements et de services adaptés à l'apport de nouvelles populations. En effet le développement du mitage est déjà un phénomène en cours sur de nombreuses communes. Il semble important de rationaliser et de penser de façon raisonnable l'ouverture de zones résidentielles, afin de faciliter leur viabilisation et éviter l'étalement urbain. Ces territoires sont composés de communes traditionnellement rurales, elles ne sont pas forcément dotées de documents d'urbanisme ; la mise en place de ce type de document est certainement la première priorité pour faire face aux nouvelles dynamiques urbaines.

La maîtrise du foncier est aussi un point important pour la préservation des espaces agricoles. Ils sont une composante essentielle de l'identité du territoire et de sa qualité de vie. Malgré tout, des conflits entre les activités agricoles et les nouveaux arrivants peuvent apparaître. Il est donc intéressant de développer des campagnes de sensibilisation et des lieux de rencontre entre les nouveaux arrivants et les agriculteurs, comme ils le sont préconisés pour les territoires de l'aire urbaine.

B. Economie et agriculture

Les deux Pays sont caractérisés par une économie assez diversifiée, avec des parts relativement importantes de l'industrie et de la construction. L'agriculture résiste relativement bien, mais la tendance régionale. On observe par ailleurs une forte tertiarisation de l'emploi, surtout dans les pôles de proximité. Mais l'augmentation des services reste inférieure à la croissance de la population et à l'augmentation de la demande qui l'accompagne, notamment en matière de services de santé et de formation. Sur les deux Pays, on peut noter une tendance au développement de nouveaux créneaux industriels, davantage technologiques, mais qui se heurte à l'insuffisance de l'immobilier d'entreprise et de zones d'activités, à leur non-adaptation à la demande des entreprises (haut-débit, accessibilité...), et enfin au manque de main d'œuvre qualifiée et de structures de formation.

Structure de la population active du Pays Nord Ouest du Tarn



Si la population active des Pays augmente régulièrement, leur taux d'activité, lui ne croît pas. L'attractivité du territoire ne se traduit pas sur le plan économique par une augmentation semblable du nombre et de la qualité des emplois, mais engendre par contre une augmentation des migrations pendulaires vers les pôles d'emplois extérieurs au Pays.

Une agriculture variée et renommée

Les deux Pays sont ce que l'on peut appeler des "Pays agricoles", la SAU¹ du Pays Nord Ouest du Tarn représente 62% de sa superficie, et dans le Gers, 27,6% de la population active travaille dans le secteur agricole ou agroalimentaire. Les productions sont assez diverses, et parfois très renommées, comme les canards gras du Gers ou l'AOC du vignoble de Gaillac. La sauvegarde de l'agriculture passe par une mise en réseaux des producteurs, en coopérative ou en GAEC, autant que par la promotion des produits agricoles de qualité. De nombreuses actions ont souvent été menées dans ce sens par les communes et les intercommunalités, en partenariat avec les acteurs de la profession agricole.



Enjeux : organiser un développement économique cohérent à l'échelle du territoire

La dispersion des zones d'activité pénalise l'installation d'entreprises dans de bonnes conditions. Afin de développer de nouveaux types d'industries, les communes doivent s'associer sur des zones d'activités communautaires, bénéficiant de l'essentiel des conditions que requièrent les entreprises, notamment un accès rapide vers l'agglomération toulousaine. Pour prétendre aux financements de la région, le Pays des Portes de Gascogne a élaboré un schéma de développement des infrastructures économiques, ce qui lui permet de bénéficier de subventions à hauteur de 40% pour tous travaux effectués sur une zone d'activité.

¹ Surface Agricole Utile

L'agriculture est essentielle à l'activité des deux Pays, les collectivités doivent poursuivre leurs efforts d'organisation des filières, et de diversification. Le Pays Nord Ouest du Tarn, tente d'impulser le développement de filières biologiques, ce qui peut être un atout pour son image de marque. Car la pérennité d'une agriculture soumise à des pressions urbaines, peut se jouer sur l'image de qualité et d'authenticité des produits locaux ; ce qui peut aussi assurer les débouchés commerciaux des productions et faire mieux accepter les nuisances agricoles aux nouveaux habitants. Dans le même état d'esprit il semble important de soutenir les actions de développement de l'agrotourisme et de découverte du milieu rural.

C. Environnement, tourisme et cadre de vie

Un patrimoine favorable, mais un manque d'organisation de l'activité touristique



En tant que Pays "ruraux", les Portes de Gascogne et le Nord Ouest du Tarn possèdent de nombreux sites remarquables sur le plan du patrimoine et des paysages. Les paysages de plateaux, de vallées, ou les multiples petits villages ou bastides, sont autant d'éléments favorables au développement du tourisme vert. De nombreuses initiatives ont déjà été prises afin de faciliter l'accueil des touristes : organisation de dégustation de produits régionaux, itinéraires touristiques sur le thème des basides ou du vignoble dans le Tarn, ou la mise en place de bornes d'informations touristiques...

Le tourisme représente une activité importante dans le Gers, un peu moins dans le Tarn, mais le manque de structuration et de coopération entre les différents acteurs de ce secteur empêche d'exploiter au maximum les potentialités des territoires. La difficulté est trouver une certaine cohérence entre les acteurs et leurs projets.

L'activité touristique est marquée par sa saisonnalité, l'offre d'hébergement ne semble pas bien adaptée, (manque de camping, hôtellerie et gîtes insuffisants). D'autre part, il semblerait que les politiques de communication vers les pôles urbains alentours ne soit pas toujours très efficaces, ainsi que la commercialisation de produits touristiques en direction des groupes.

Enjeux : développer une offre touristique adaptée, soutenue par une politique de communication globale du territoire

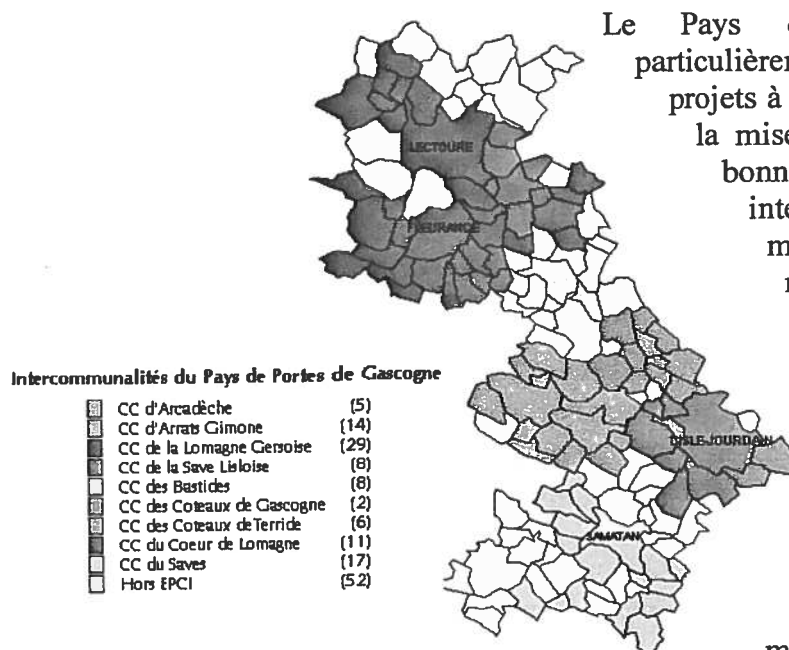
Le tourisme est plutôt de type familial, pour des séjours de vacances, axés sur les activités de plein air. Plusieurs axes d'intervention se dégagent, tout d'abord développer des produits touristiques complets, associant les activités et l'hébergement, en notant bien que la demande s'oriente de plus en plus vers les gîtes ou les hébergements à la ferme et bien sûr les campings.

Par ailleurs, le tourisme vert à besoin d'une politique de communication efficace pour être compétitif face à la montagne ou au littoral ; les territoires peuvent s'appuyer sur la renommée de leur terroir ou la qualité de leur cadre de vie pour forger une image qui puisse facilement s'exporter vers les foyers de populations urbaines.

La mise en réseaux de tous les acteurs du tourisme semble indispensable, d'une part pour élaborer des produits touristiques complets, et d'autre part pour développer une image partagée du territoire dont tout le monde peut espérer en tirer bénéfices.

D. Dynamique politique et jeu d'acteurs

Pays de Portes de Gascogne

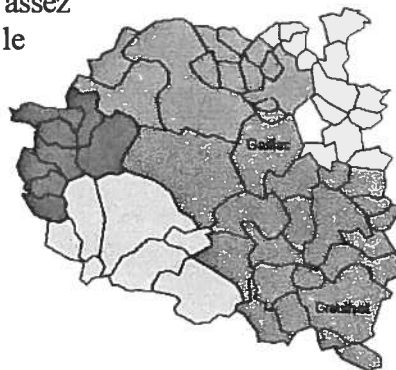


Le Pays des Portes de Gascogne semble particulièrement dynamique, car déjà de nombreux projets à son initiative sont en cours. La rapidité de la mise en place du Pays est révélatrice de la bonne entente des différentes communes ou intercommunalités qui la composent. De même, bien que le Pays soit très vaste il représente un territoire cohérent, aux problématiques relativement homogènes, et qui connaît des dynamiques plus ou moins fortes selon la proximité des pôles urbains (Auch et Toulouse), mais toujours similaires. La force de ce Pays, vis à vis des autres territoires étudiés, est l'avancement de sa démarche ; il est déjà en mesure de contractualiser avec l'Etat. Ainsi de multiples projets ont pu être soutenus.

Le territoire du Pays est pour une large part en pleine mutation. En profitant de la dynamique de la métropole Toulousaine et grâce à la typicité très rurale du territoire, toute la partie est du Pays est devenue une terre d'accueil pour de nombreux actifs toulousains. Cette évolution est la résultante des dynamiques structurelles de la région, mais elle est aussi largement encouragée par la politique du Pays et des acteurs locaux. Leur stratégie est de mettre en avant leur cadre de vie rural en lien direct avec la métropole. Tout l'enjeu pour le Pays est de maîtriser ces dynamiques ; cela passe par une attention particulière aux mouvements du foncier, un soin porté à la qualité architecturale et paysagère et le respect de l'identité rurale du territoire qui est un facteur d'attractivité et de différenciation vis à vis de la grande banlieue. Les deux grands domaines d'action sont donc : l'accueil de populations et d'entreprises et le développement d'une identité locale.

Pays Nord Ouest du Tarn

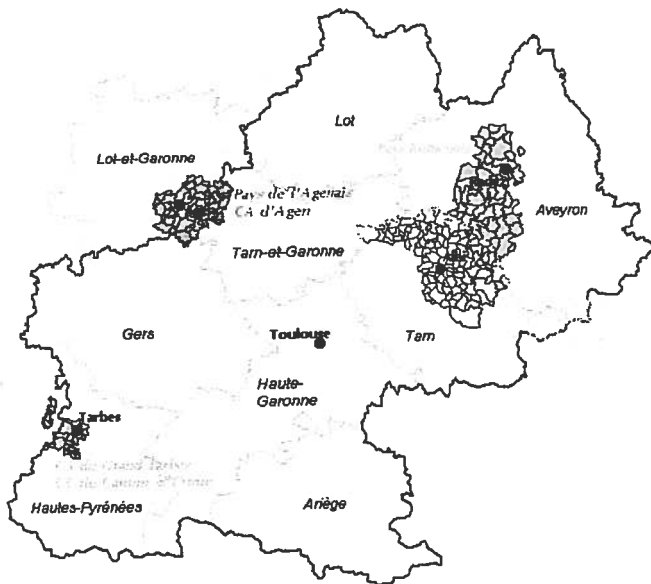
Historiquement, le territoire du Pays possède très peu de liens avec l'agglomération toulousaine, et ses problèmes sont assez dissemblables de l'agglomération d'Albi. Par conséquent le Pays s'est constitué en vue de s'imposer entre ces deux ensembles. La majeure partie des démarches du Pays fonctionne sur le principe d'une large concertation, ce qui permet au Pays d'afficher des institutions cohérentes avec son périmètre (SCoT, GAL...). Concernant l'aménagement du territoire, les idées clés sont : rationalisation de l'espace et communication. Le territoire ne possède pas de ville centre sur laquelle il peut s'appuyer pour assurer son développement, il est au contraire situé entre deux pôles urbains. L'objectif des acteurs locaux est de faire exister le territoire en dehors de toute situation de dépendance vis à vis des deux entités voisines. Pour cela le Pays dispose de deux atouts : la présence d'un axe majeur de circulation (A68) et de deux petites villes (Gaillac et Graulhet). L'axe privilégié est la maîtrise concertée de l'occupation des sols.



Intercommunalités du Pays Nord Ouest du Tarn

■	CC de Vère Grésigne	(12)
■	CC du Pays Rabastinois	(7)
■	CC du Pays Salvagnacols	(8)
■	CC du Tarn et Dadou	(22)
■	Hors EPCI	(14)

3. Les agglomérations "moyennes" et leur campagne



Les petites agglomérations doivent leur progression démographique à la qualité de leur cadre de vie et à leur dynamisme économique. Les situations peuvent être assez variées selon leur accessibilité dans la région. L'enjeu pour ces territoires, est de se positionner comme pôle régional, tout en essayant d'impulser un développement équilibré du territoire, c'est à dire, sans oublier les bourgs ruraux. On retrouve les problématiques des deux types de territoires précédents, mais ici, sur un seul et même espace institutionnel. Les périmètres des Pays recouvrent en effet, les pôles urbains et des espaces isolés. Quatre territoires composent ce troisième type : le **Pays Agenais**, le **Pays Ruthénois**, le **Pays de l'Albigeois et des Bastides** et la **Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes (CAGT)**.

A. Territoire, population et urbanisation

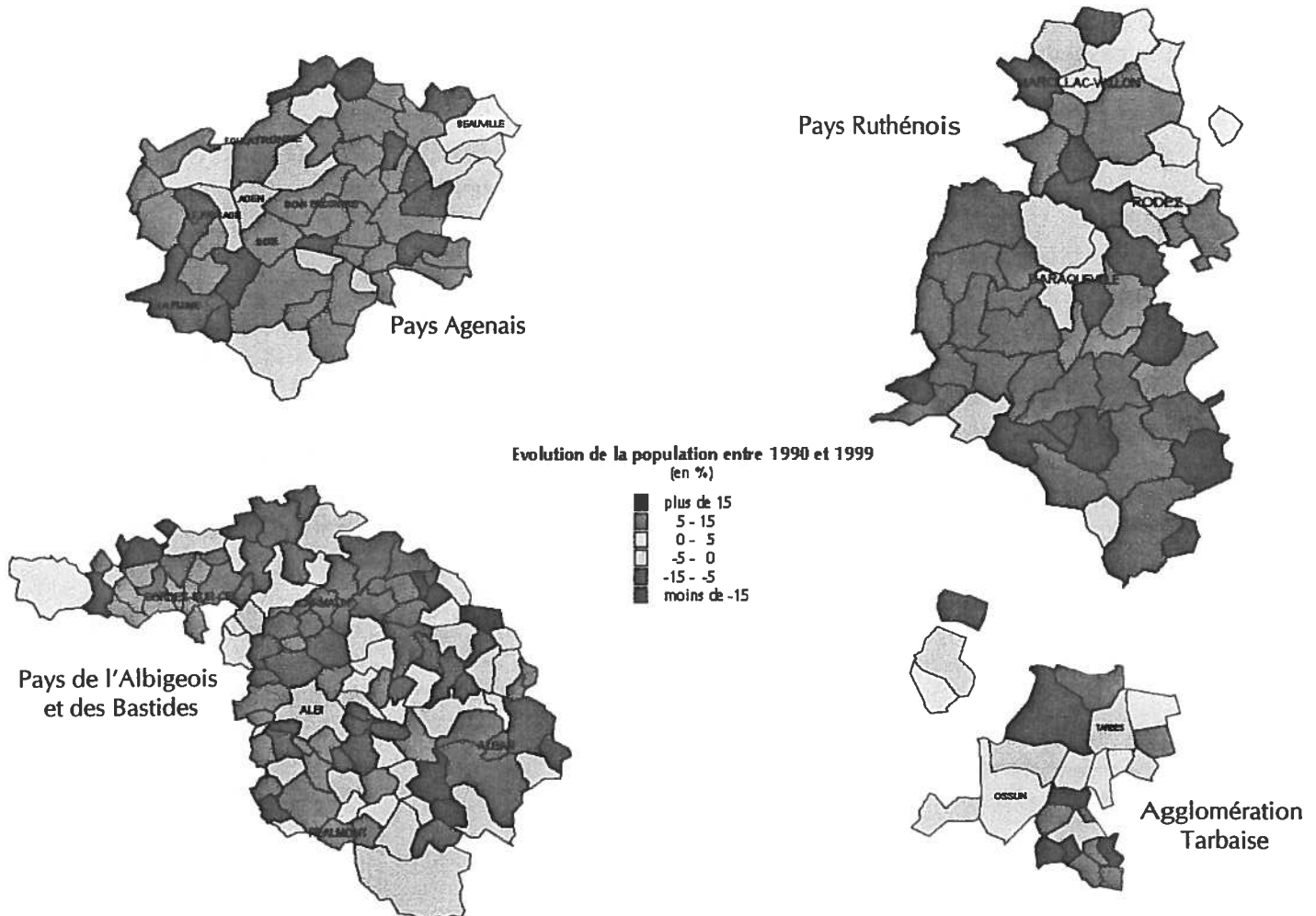
Les quatre agglomérations étudiées se situent à la périphérie de la région, elles sont relativement loin du pôle économique toulousain. C'est pourquoi elles ont besoin d'une bonne accessibilité pour assurer un développement économique qui puisse rayonner sur tout ou part de la région. Agen est la ville qui possède la position la plus stratégique parmi les quatre, à mi distance entre Toulouse et Bordeaux, le long de l'A62. Rodez est la ville la plus isolée, et ne possède pas de liaison autoroutière vers Toulouse. La situation géographique joue beaucoup sur l'attractivité de l'agglomération et du Pays qui l'entoure.

Les quatre territoires ont des populations comprises entre 80 000 et 125 000 habitants. Leur ville centre compte entre 23 000 habitants (Rodez) et 46 000 habitants (Albi et Tarbes), et est bordée par une aire urbaine plus ou moins étendue ; elle est très diffuse sur Rodez et représente les $\frac{3}{4}$ de la population du Pays ; elle est bien plus concentrée autour de la ville de Tarbes. Les quatre espaces présentent chacun des interdépendances entre les pôles urbains, qui sont les centres économiques et politiques du Pays, les couronnes périurbaines de plus en plus importantes et en croissance, et des espaces ruraux plus reculés, parfois en déclin.

Un déséquilibre démographique entre espaces urbains et ruraux

Les croissances démographiques des Pays étudiés sont assez moyennes, car ils englobent des communes profondément rurales qui perdent beaucoup d'habitants, alors

que les agglomérations ont des taux de croissance souvent très importants. Le Pays Agenais est le plus dynamique sur le plan démographique, tandis que le Pays d'Albi perd des habitants, à cause des nombreuses communes en déclin autour de Carmaux ou dans la région d'Alban.



De manière générale, les progressions démographiques se localisent dans les communes de la première ou la seconde couronne des agglomérations. Ce mouvement a pour effet d'accroître l'étalement urbain en direction des communes rurales. La présence d'un échangeur autoroutier accentue davantage le phénomène ; comme sur Laplume en Agenais, ou Ibos à l'ouest de Tarbes.

Les Pays connaissent un problème de sur-consommation de l'espace. A l'intérieur de l'aire urbaine de Rodez, les espaces urbains ont progressé de 16% en 10 ans. La consommation foncière a été favorisée par la recomposition des espaces agricoles. On observe les mêmes effets autour d'Agen et au sud d'Albi. Les communes périphériques continuent de perdre des habitants, ce qui crée un déséquilibre démographique au sein des Pays. Selon les perspectives à court et moyen termes, ce phénomène risque de s'amplifier.

Dans les départements ruraux tels que le Tarn ou l'Aveyron, la population a tendance à vieillir, l'apport de nouveaux arrivants ne contrebalance pas suffisamment le départ des jeunes vers la capitale régionale. Pourtant, les nouveaux résidents sont

majoritairement des actifs, avec un bon niveau de formation et de profil plutôt urbain. Mais la part de retraité arrivants sur le territoire est elle aussi importante.

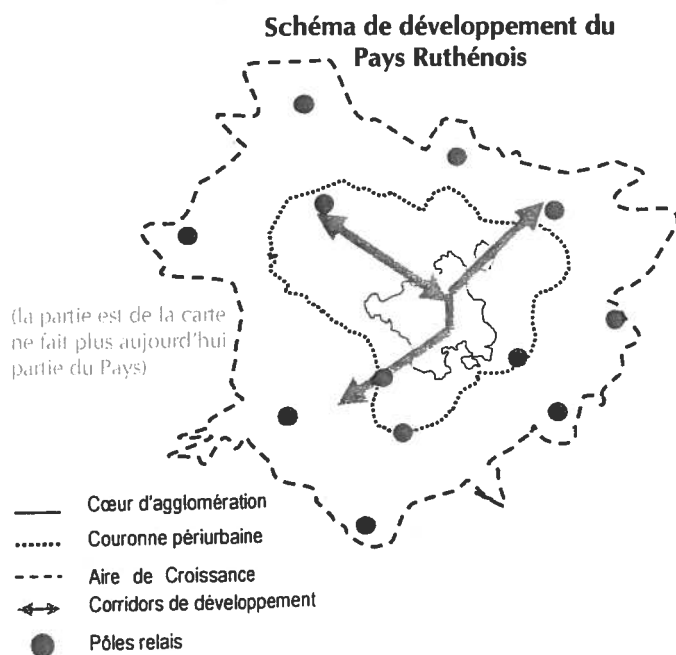
Les Pays possédant une agglomération moyenne doivent donc maîtriser une double dynamique : une augmentation de la demande de foncier, de services et d'équipements dans les zones périurbaines, et un déclin des communes rurales périphériques où il faut tenter de maintenir les commerces et les services ainsi que l'activité économique.

Enjeu : maîtriser l'étalement périurbain et assurer un développement équilibré avec les territoires ruraux

Pour assurer leur développement, les agglomérations doivent continuer d'attirer de nouvelles populations (actives de préférence), sur leur aire urbaine. Le développement doit se faire de manière raisonnée, afin de préserver l'agriculture et les espaces naturels encore très présents. Dans cette optique, des réflexions intercommunales sont lancées sur certains territoires périurbains, afin de dégager des orientations globales pour les documents d'urbanisme.

D'autre part l'aménagement des communes rurales des Pays nécessitent de prendre en compte les évolutions de l'agglomération, c'est pourquoi plusieurs Pays ont le projet de mettre en place un SCoT sur l'ensemble de leur territoire en intégrant les idées ressorties des débats sur le devenir de leur aire urbaine. Les orientations de futurs documents d'urbanisme devraient insister sur la gestion du foncier, dans le but de préserver l'agriculture périurbaine et les paysages. Un ambitieux programme est d'ailleurs actuellement en cours sur le Pays Agenais.

Afin de structurer le développement de l'ensemble du territoire du Pays, il est possible d'engager une concertation large, comme pour l'élaboration d'un SCoT, qui pourraient déboucher sur des actions de renforcement des axes de communication, ou une répartition plus homogène des nouvelles activités et des services, vers les bourgs ruraux.



Afin de ne pas répéter les erreurs commises dans les grandes agglomérations (comme Toulouse par exemple), les Pays peuvent préparer leur développement futur, en basant leur action sur la maîtrise foncière par les documents d'urbanisme et la recomposition des territoires ruraux avec les acteurs de la profession agricole, tout en soutenant le développement des communes isolées, en les structurant autour des bourgs centres.

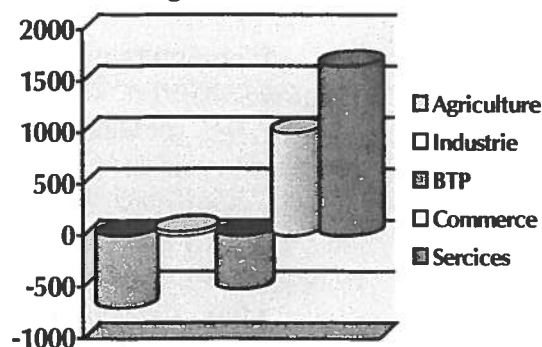
B. Economie et agriculture

D'une économie traditionnelle aux nouvelles technologies

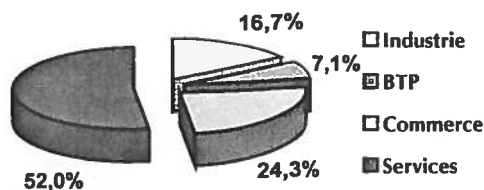
Il est difficile de généraliser la structure de l'économie de quatre territoires distincts. Pourtant on observe fréquemment la présence de quelques grosses entreprises industrielles ou de services, situés dans les couronnes périurbaines, relayées par un tissu plus ou moins dense de PME artisanales ou industrielles, réparties sur l'ensemble du territoire.

Les activités industrielles ont tendance à diminuer, mais concentrent parfois une part importante des actifs (40% sur le Pays de l'Albigeois). Par contre comme ailleurs, le secteur tertiaire enregistre une forte croissance, localisée de façon privilégiée sur les pôles urbains et dans les couronnes périurbaines.

Evolution de la population active
Agenaise de 1990 à 1999



Répartition des emplois salariés
de la CAGT



Les projets de développement économique concernent en premier lieu l'installation de zones d'activité (souvent HQE) à vocation technologique. Leur localisation doit bénéficier d'une accessibilité rapide vers les autres pôles régionaux et de services aux entreprises, elles sont parfois associées à un projet d'infrastructure routière; elles se situent donc en bordure d'agglomération. Les créations d'entreprises se localisent très majoritairement en zones périurbaines, alors que les communes plus reculées continuent de voir diminuer leur nombre d'actifs.

Le secteur agricole est fortement marqué par la baisse du nombre d'exploitants, pourtant quelques territoires semblent résister, surtout dans le Tarn et l'Aveyron, où les exploitations ont déjà engagé leur démarche de restructuration, en favorisant des activités mutualisées entre plusieurs exploitants (en GAEC¹ ou en sociétés) et en développant la pluriactivité. On observe aussi sur ces deux territoires une progression de l'agriculture biologique. L'agriculture est une activité essentielle dans chacun des territoires, la difficulté pour les collectivités est de réussir à la préserver, malgré le besoin d'expansion urbaine.

Enjeu : Assurer le dynamisme économique en préservant le cadre de vie

Pour s'affirmer au niveau régional, les agglomérations mettent en avant leur cadre de vie. La qualité de paysages et le patrimoine sont des atouts pour l'accueil d'activités. Mais les entreprises ont des besoins auxquels de nombreuses zones d'activité éparpillées sur les territoires ne répondent pas. C'est pourquoi il semble nécessaire d'organiser le développement économique avec les structures intercommunales, sur de larges sites bénéficiant du maximum d'atouts, et respectueux des identités paysagères et de

¹ Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

l'environnement. Les petites zones d'activité des bourgs ruraux doivent, elles, bénéficier de restructuration pour se rendre plus attractives.

En somme, il semble important d'organiser le développement économique à l'échelle la plus large possible, pour éviter le développement d'une multitude incohérente de sites productifs sur le Pays. Les schémas de développement économique sont sans doute des outils pertinents à mettre en place pour ces Pays.

L'agriculture concentre, ici, plusieurs problématiques : pression urbaine autour de l'agglomération et déclin pour des raisons structurelles en zone rurale.

Une meilleure organisation des structures de production, associée à un développement de la multifonctionnalité (agrotourisme, accueil et vente directe), pourrait être des solutions. Ainsi que l'aide à la promotion et la commercialisation des produits locaux, auxquels peuvent s'ajouter des actions en matière de sensibilisation et de médiation entre agriculteurs et néo-ruraux.

Mais l'enjeu majeur réside dans l'intégration des agriculteurs aux projets de développement urbain, pour assurer une recomposition réfléchie des parcelles en fonction de l'étalement urbain.

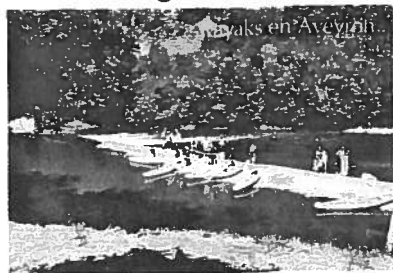
C. Environnement, tourisme et cadre de vie

Un potentiel touristique pas suffisamment exploité

L'environnement et le cadre de vie sont des facteurs déterminants du tourisme, mais plus généralement de l'attractivité du territoire. Dans l'ensemble les quatre territoires possèdent de nombreux atouts : des paysages typiques du Sud Ouest (plateaux, coteaux, vallées...), de multiples éléments de petit patrimoine, et parfois quelques éléments remarquables. Ils jouissent donc d'une assez bonne attractivité, à l'exception de Tarbes qui n'a pas une forte notoriété (peut être à cause de la proximité de Lourdes).



D'autre part quelques-uns des territoires disposent d'équipements hors sols, qui génèrent une forte fréquentation touristique : le parc Walibi sur le Pays Agenais, et Cap Découverte, à côté de Carmaux en Albigeois. Mais la fréquentation induite par de tels équipements ne ressurgit pas systématiquement sur les sites touristiques alentours. Il existe néanmoins de larges capacités d'accueil des touristes sur des sites au bord de lacs ou de rivières qui connaissent un certain succès sur l'Agenais, le Ruthénois et l'Albigeois. Ce sont en majorité des campings, mais aussi des gîtes ruraux ou des maisons familiales de vacances. Les sentiers de grande randonnée et les chemins de halage sont aussi des équipements appréciés des touristes.



On note une progression de l'agrotourisme, avec des initiatives tels que les goûters et boutiques à la ferme ou les fermes auberges. La région du Ségala est un exemple à suivre dans ce domaine, sur le Pays Ruthénois. Notons également une augmentation sensible de la demande en faveur des loisirs nautiques et du tourisme fluvial.

Mais le tourisme est un secteur jeune, et pas toujours perçu comme une véritable ressource pour la population. Il est relativement peu structuré, on ne relève que peu de

coopérations entre les différents acteurs, notamment à l'échelle intercommunale. D'autre part, c'est un tourisme saisonnier, parfois mal adapté à des séjours très courts.

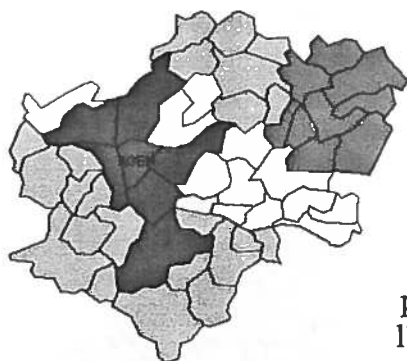
Enjeu : structurer le tourisme et accroître la notoriété du Pays

Les orientations des politiques locales, vont vers une mise en réseaux des acteurs touristiques, afin de promouvoir une image commune du Pays et attirer les touristes sur des périodes hors saisons, en développant une offre adaptée (en temps, quantité et qualité). La création de nouvelles activités de plein air, nautique, d'itinérance ou liées au monde agricole peut aussi correspondre à la demande. Pour cela, l'organisation et la professionnalisation des intervenants du tourisme semblent nécessaires. Un outil tel qu'un schéma de développement du tourisme et des loisirs peut permettre d'engager des actions allant dans ce sens.

Le tourisme est plus qu'une simple activité pour un territoire mêlant un pôle urbain et un environnement naturel reconnu. Il peut en assurer la promotion auprès des populations, mais aussi des entreprises, et donc contribuer à son développement. C'est un authentique outil de marketing territorial.

D. Dynamique politique et jeu d'acteurs

Pays Agenais



Intercommunalités du Pays Agenais

■	CA d'Agen	(7)
■	CC d'Astaffort en Bruilhois	(7)
■	CC de Roquentin	(7)
■	CC des Coteaux de Beauville	(9)
■	CC des Deux Séounes	(7)
■	CC du Canton de Laplume en Bruilhois	(9)
■	Hors EPCI	(6)

Le Pays Agenais est situé à mi distance entre Bordeaux et Toulouse, sur l'A62. Cette situation lui confère de nombreux avantages, celui de bénéficier des flux qui transitent entre les deux métropoles, sans subir d'elles une concurrence directe, du fait de l'éloignement. Agen peut donc se positionner comme ville intermédiaire entre les deux métropoles régionales. Il est difficile de dégager un trait particulier de la politique du Pays, si ce n'est que les problématiques périurbaines sont très présentes, notamment l'agriculture, avec le travail traduit dans le contrat d'objectif.

L'intérêt de la démarche du Pays de l'Agenais est qu'elle fut établie en lien étroit avec celle de la communauté d'agglomération. Ainsi les orientations du projet d'agglomération se retrouvent dans la charte, tout comme que les propositions qui sont ressorties du travail sur l'agriculture périurbaine. La charte de développement du territoire semble assez complète et prend très bien en compte les questions périurbaines, en accentuant ses actions sur le foncier, la maîtrise de l'urbanisation et l'agriculture.

Pays Ruthénois



Intercommunalités du Pays Ruthénois

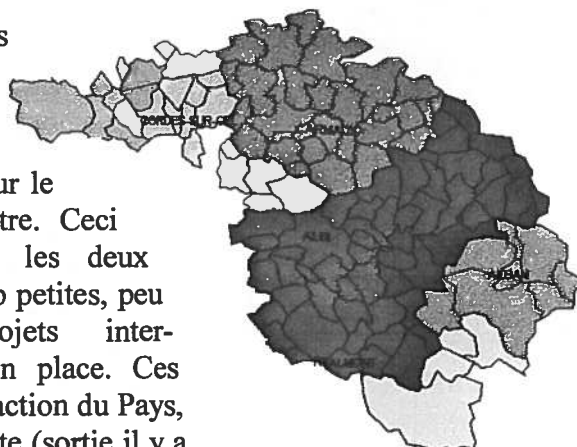
CA du Grand Rodez	(8)
CC Causse et Vallon de Marcillac	(10)
CC de Cassagnes Bégonhès	(6)
CC du Naucellois	(10)
CC du Pays Baraquevillois	(10)
CC du Réquistanais	(7)

Le Pays Ruthénois est un territoire relativement isolé, mais qui connaît de larges mouvements de population. L'enjeu pour le Ruthénois est de trois ordres : désenclaver le territoire, réussir à fixer les populations qui s'y installent et surtout réduire les disparités entre les zones attractives (autour de l'agglomération) et les territoires dépréciés (particulièrement au sud). L'idée est de forger un territoire structuré autour d'une ville centre dynamique. Le développement de l'ensemble de la zone se fera ensuite par diffusion depuis Rodez. La première chose à faire est d'assurer le dynamisme de la ville centre, d'où l'importance des mesures concernant les infrastructures de communication, pour le désenclavement, et l'attention portée à l'accueil des entreprises. La structuration du reste du territoire passe par le confortement des services de proximité dans les bourgs ruraux.

Le Pays Ruthénois bénéficie d'une bonne collaboration avec la communauté d'agglomération, ce qui est un point positif pour fédérer une multitude d'acteurs et lancer des projets. Un grand nombre d'actions ont déjà été soutenues dans le cadre de programmes prioritaires. Par contre les relations tendues entre la communauté d'agglomération et le département resurgissent sur le Pays et bloquent l'accomplissement des orientations de la charte sur certains secteurs comme le tourisme ; du fait du manque d'accord avec le CDT (Comité Départemental du Tourisme). Néanmoins, le Pays, appuyé par la communauté d'agglomération, s'est lancé dans un projet ambitieux et réfléchi de développement de son territoire

Pays de l'Albigeois et des Bastides

D'un point de vue politique, le Pays connaît quelques difficultés, en effet les relations entre le Pays et la communauté d'agglomération ne sont pas au mieux. La C2A a d'ailleurs refusé de se lancer sur une réflexion sur le SCoT à une échelle supérieure à son périmètre. Ceci manifeste un manque de coopération entre les deux structures. Les autres intercommunalités sont trop petites, peu d'initiatives en émergent, et des projets inter-intercommunalités ont du mal à se mettre en place. Ces difficultés ont pour effet de ralentir la capacité d'action du Pays, qui peine à concrétiser les orientations de sa charte (sortie il y a presque deux ans). Peu d'actions ont été réalisées et le Pays ne semble pas en mesure d'impulser une réelle dynamique au niveau du territoire, faute d'appuis solides auprès des élus. Ces derniers comprennent parfois mal l'intérêt d'une telle structure. Cette inertie est dommageable pour la vitalité du



Intercommunalités du Pays de l'Albigeois et des Bastides

CA de l'Albigeois	(16)
CC des Monts d'Alban	(8)
CC du Carmausin	(3)
CC du Causse Nord Ouest du Tarn	(7)
CC du Montedonnais	(4)
CC du Pays Cordais	(9)
CC du Réalmonais	(14)
CC du Ségalais Carmausin	(25)
CC du Villefrancois	(5)
CC Val 81	(19)
Hors EPCI	(9)

territoire, d'autant que le Pays semblait avoir esquissé quelques prescriptions intéressantes pour son avenir.

Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes



La CAGT, est un territoire relativement isolé, mais sa principale faiblesse est de manquer de notoriété (à la différence de Pau par exemple). Les orientations données à son projet de territoire vont vers le maintien et le développement de l'industrie, appuyés par un renouvellement de l'image du territoire, notamment grâce à la mise en valeur du patrimoine et à la préservation de l'espace naturel.

Si la question périurbaine apparaît relativement peu dans les actions inscrites au contrat d'agglomération, c'est que le territoire de la communauté est restreint et que la plupart de ces communes sont déjà urbanisées. Mais il faut tout de même admettre que la protection des espaces agricoles et naturels de l'agglomération n'est pas une priorité pour les acteurs du territoire. De même, les actions en faveur du tourisme semblent faibles.

Intercommunalités de l'agglomération Tarbaise

■	CA du Grand Tarbes	(8)
■	CC du Canton d'Ossun	(17)

Synthèse des principaux enjeux par territoire

Territoire appartenant à l'aire urbaine de Toulouse

- Planification : pour maîtriser le foncier, c'est à dire assurer une offre suffisante pour le logement et les activités, en préservant les terres agricoles et les espaces naturels
- Développement des services (santé, loisirs, sport, déplacement) et des activités ; pour faire face à l'augmentation de la demande et ainsi structurer le territoire dans son périmètre
- Mis en place de d'espaces verts : afin de répondre à la demande de nature de l'agglomération

Territoires de transition entre aire urbaine et espace rural

- Planification : localement, pour contrer un étalement urbain de plus en plus pressant
- Développement du tourisme : principalement le tourisme vert, comme secteur d'activité économique et outils de promotion du territoire
- Soutien aux productions du terroir : car c'est un élément fort de l'identité locale

Agglomération "moyennes" et leur campagne

- Planification : pour maîtriser l'étalement urbain des couronnes de l'agglomération et structurer l'aménagement du territoire à l'échelle du Pays
- Amélioration du cadre de vie : nécessaire pour l'attractivité du territoire ; il s'agit de mesures environnementales, paysagères, patrimoniales, et du maintien et du développement de services en tout genre
- Promotion du territoire : afin d'attirer les populations mais surtout les entreprises par des campagnes de marketing territorial. Le tourisme est également un secteur privilégié pour la promotion du territoire

PROJETS ET ACTIONS REPRESENTATIFS DE LA DEMANDE DES TERRITOIRES PERIURBAINS

Après avoir vu comment évoluaient les différents territoires périurbains et quels enjeux majeurs se dessinaient pour leur avenir, nous allons analyser de plus près quelles sont les réponses qu'apportent les collectivités au travers des projets à moyen ou long termes, que l'on retrouve dans les documents tels que les chartes de Pays ou les projets d'agglomération. Les projets inscrits, ne seront pas forcément tous réalisés. Mais ils ont par contre le mérite d'être révélateurs d'une certaine tendance, ils sont la traduction d'un avenir désirable pour ces territoires en mouvement. De cette manière, en analysant ces projets, c'est l'évolution de la demande des territoires face aux mutations qu'engendre la périurbanisation qui est analysée. Dans cette partie, comme dans la précédente, nous nous intéresserons davantage aux projets relatifs à l'urbanisme, l'agriculture, le développement économique et au tourisme.

1. Projets et Actions en matière d'Urbanisme

Dans un contexte d'étalement urbain, les communes sentent de plus en plus la nécessité de travailler en commun pour améliorer la gestion de l'occupation du sol. La périurbanisation s'accompagne d'une augmentation de la pression sur les prix fonciers. Ainsi, sur les communes qui n'ont pas suffisamment anticipé leur développement urbain ou qui ne sont pas dotées de documents d'urbanisme, l'occupation du sol est définie par les lois du marché. Laisser le développement urbain à la seule règle de l'offre et de la demande, induit d'innombrables désagréments pour le territoire, à moyen ou long termes. Le mitage des espaces agricoles altère la qualité des paysages et la productivité des agriculteurs. La flambée des prix fonciers et immobiliers peuvent impliquer une certaine ségrégation sociale, où même les gens originaires de la commune connaissent des difficultés pour se loger.

Les élus ont donc besoin de s'organiser, pour maîtriser l'évolution de leur espace, et décider des territoires qui s'ouvriront à l'urbanisation et ceux qui seront préservés. En travaillant sur la compétence urbanisme des communes, de façon coordonnée et à l'échelle d'un territoire plus important (intercommunalité, Pays...), les élus peuvent assurer le développement de leur territoire, tout en préservant les qualités qui sont à l'origine de leur attractivité.

Sur plusieurs des territoires étudiés, on relève des initiatives allant dans ce sens. Elles concernent trois types d'action :

- les études foncières ou de l'habitat ou même paysagères, pour anticiper les évolutions futures et servir de base aux orientations des documents d'urbanisme.
- les démarches intercommunales de gestion de l'urbanisme

- **l'assistance technique** pour l'élaboration ou le suivi des documents d'urbanisme

A. Etudes et prospective

Afin de connaître les mutations de leur territoire, quelques Pays ou communautés d'agglomération lancent ou ont lancé des études prospectives sur le foncier ou l'habitat.

Pays des Portes de Gascogne :

Le Pays est dans une phase d'étude des besoins de logements et des dynamiques d'urbanisation sur le territoire. L'étude est en cours, mais elle montre déjà le poids de l'agglomération toulousaine dans les dynamiques d'urbanisation du Pays ; avec probablement, un fort développement de l'urbanisation (surtout de l'habitat), autour de L'Isle-Jourdain. Cette étude tracera les grandes lignes de futurs documents d'urbanisme : PLH, PLU ou SCoT.

CA du Grand Tarbes :

La communauté d'agglomération a programmé dans son contrat, une étude prospective sur les mouvements fonciers au sein de son territoire. Les finalités de cette étude ne sont pas encore très clairement définies, mais elle permettra de faire des propositions quand ou contenu des PLU de l'agglomération, notamment sur la place de l'agriculture périurbaine.

CA de l'Albigeois :

Une étude réalisée sur le territoire de la CA en 2002, a permis de définir des "espaces de vie cohérents". Ce sont l'équivalent de petits bassins de vie, qui connaissent des problématiques homogènes. Cette étude fut à l'origine de l'élaboration du PLH de l'agglomération. Aujourd'hui les "espaces de vie cohérents" sont la base de la planification sur la CA ; ils correspondront peut être à des schémas de secteur du futur SCoT de l'Albigeois.

B. Démarches intercommunales en matière d'urbanisme

Les démarches de coopération sur les questions d'urbanisme sont en pleine émergence dans les territoires périurbains. La nécessité de s'organiser ensemble s'impose à tous ; mais les partenariats sont encore protéiformes et l'aboutissement des coopérations est incertain. On observe souvent la mise en place d'une charte d'aménagement et d'urbanisme qui traduit les volontés de chacun. Les SCoT, par contre, sont souvent un objectif à atteindre pour les territoires, mais la lourdeur de la procédure et son poids réglementaire sur les documents d'urbanisme fait encore peur. Face à la problématique périurbaine, les collectivités auraient tout intérêt à échanger leurs expériences, pour développer des partenariats plus efficaces et développer de nouveaux instruments de gestion de l'espace. Ainsi des réseaux tels que "Terres en Ville", sont des outils de connaissance très précieux pour les élus. Deux collectivités en sont membre parmi les huit territoires (le Sicoval et la CA d'Agen), ce sont les collectivités les plus innovantes et les plus en avance sur la maîtrise de l'urbanisation et la prise en compte de l'agriculture.

Sicoval :

En 1993, le Sicoval élaborait une charte d'aménagement. Elle définit trois types de zones : des zones réservées aux espaces naturels (inconstructibles), des zones urbanisées et des zones réservées aux générations futures (pour l'urbanisation). Ces définitions sont ensuite relayées dans les PLU. Mais la charte n'a en fait aucune valeur légale.

Le Sicoval a également le projet de mettre en place un Etablissement Public Foncier. A l'heure actuelle, la communauté a déjà un partenariat durable avec la SAFER, pour les acquisitions de foncier préalable à l'installation de zones d'activité, ou de zones résidentielles, parfois pour préserver des terres agricoles. L'établissement foncier serait l'aboutissement de la démarche avec la SAFER.

Pays Agenais – Ca Agen :

Le Pays et la communauté d'agglomération sont en train de monter plusieurs projets visant à optimiser la gestion de l'espace sur l'Agenais. La première action consiste à sensibiliser les élus des différentes intercommunalités sur les enjeux liés à la définition des zones naturelles et agricoles dans les PADD des PLU. Ensuite, avec les élus, les techniciens des intercommunalités définissent les enjeux de chaque zone agricole. Des "territoires agricoles durables" (selon la future loi sur les territoires ruraux) pourront ensuite être mis en place dans le futur SCoT ou dans les PLU. Mais avant cela, des chartes intercommunales d'urbanisme, voire des PLU intercommunaux pourront être élaborer sur les CC. Parallèlement, une veille permanente du foncier devrait être mise en place grâce à un partenariat avec la SAFER.

CA de l'Albigeois :

Sur la communauté d'agglomération de l'Albigeois, une charte d'urbanisme et d'aménagement doit également être mis en place. Mais elle concerne peut être plus les principes de construction, et le respect de l'identité paysagère, que le zonage des espaces agricoles et urbains. Le futur SCoT de l'agglomération devrait assurer ce volet.

Un fait marquant de la demande est le nombre de territoires qui souhaiteraient établir un SCoT sur leur périmètre : Pays Girou Tarn Frontonnais, Pays Nord Ouest du Tarn, Pays Albigeois et Bastides, Pays Ruthénois, Pays Agenais, CA de l'Albigeois.

On peut tout de même se demander combien de ces projets seront effectivement réalisés. Car le SCoT est opposable aux tiers, il est donc extrêmement contraignant ; il doit être élaborer sur un territoire cohérent, ce qui signifie aussi pas trop vaste. Nombre de Pays rassemblent tant de communes et de problématiques diverses, qu'un seul SCoT ne serait pas envisageable. D'autres outils sont néanmoins disponibles, les chartes d'aménagement peuvent être une première étape, pour ensuite élaborer plusieurs SCoT sur un Pays.

C. Assistance technique et suivi

Comme on l'a déjà signalé, les espaces périurbains sont des territoires traditionnellement ruraux, qui connaissent aujourd'hui des problématiques périurbaines. Pour gérer ces nouvelles dynamiques, ils peuvent avoir besoin de l'expérience de

techniciens mieux formés au contexte urbain. De plus, l'échange d'expériences et de compétences permet de favoriser la cohérence entre les différentes instances de gestion de la compétence urbanisme, sur un même territoire.

Pays Agenais :

Le Pays devrait bientôt dresser un état des lieux des documents d'urbanisme des communes, afin d'en évaluer la cohérence à l'échelle du Pays, et en vue d'élargir le SCoT de l'agglomération au Pays entier. D'autre part, lors de la création ou la révision des documents d'urbanisme, une approche intercommunale sera favorisée par la mise en place d'un groupe de travail ou d'une cellule technique de veille pour assurer l'harmonie entre les différents documents.

CA de l'Albigeois :

Sur la communauté d'agglomération, les orientations de la charte d'urbanisme seront appuyées par des moyens d'ingénierie, d'animation et de concertation lors de la révision des PLU.

2. Actions en faveur de l'Agriculture

A l'heure où l'activité agricole est de plus en plus concurrencée et où les subventions Européennes risquent de diminuer sérieusement dans les années à venir, les collectivités se soucient particulièrement du devenir de leur agriculture ; qui, en milieu rural est une composante incontournable de l'identité locale. Outre les mesures de protection des espaces agricoles, les collectivités peuvent aider ou soutenir des initiatives émanant du milieu agricole.

De manière générale, on observe que les collectivités s'orientent vers des **productions de qualité**, où le savoir-faire local sera reconnu. Mais si la notoriété des produits est en général bien installée, **les débouchés commerciaux** sont moins évidents, et **les structures de production** ont besoin d'être organisées entre elles.

A. Organisation et développement des filières

Les exploitations agricoles continuent leur mutation, aujourd'hui pour survivrent elles doivent atteindre une masse critique. On observe donc une diminution du nombre d'exploitations et une augmentation de leur surface moyenne. Les agriculteurs s'organisent de plus en plus en société ou en GAEC, ce qui fait aussi augmenter l'emploi salarié dans l'agriculture. Le développement de la pluriactivité est également une voie que soutiennent les collectivités.

CA d'Agen :

Le contrat d'objectif de la communauté insiste notamment sur le développement de productions à forte valeur ajoutée, telles que les fruits et légumes anciens, les petits fruits, les truffes, les cèpes et l'horticulture. De même, le contrat d'objectif renvoie à toute une série de mesures destinées à favoriser le rapprochement entre urbain et ruraux, comme le soutien aux initiatives

d'agrotourisme (ferme auberge, espace de découverte du milieu rural...) en les intégrant aux réseaux touristiques, et l'amélioration de l'information et la découverte de la réalité du milieu agricole à destination des nouveaux résidents.

Pays Portes de Gascogne :

Comme le Pays Agenais, le Pays des Portes de Gascogne pense que l'originalité et la rareté est un atout pour son agriculture. En effet ces deux Pays frontaliers peuvent développer des productions à très fortes valeurs ajoutées, car la notoriété de leur terroir assurera la promotion des productions. Ainsi le Pays des Portes de Gascogne souhaite développer une filière Plantes. Sa mise en place se décompose en plusieurs phase : des études de faisabilité, une sélection de plantes, la mise en place de fermes pilotes, le développement de partenariats avec le milieu scientifique, la création d'un pôle de formation et de recherche sur ces plantes, la mise en place d'une plate-forme logistique et de l'immobilier agricole nécessaire à la filière. Pourront s'ajouter un partenariat avec le thermalisme, des lieux de découverte des plantes et le développement de publications et d'événementiels autour des plantes.

Pays Girou Tarn Frontonnais :

Le principe des actions que souhaite lancer le Pays est de positionner l'appareil de production en fonction des attentes de trois types de marchés : le marché local, les marchés de Toulouse et de Montauban et un marché d'expédition plus large. Ce principe peut se traduire par le développement de circuits courts pour les marchés locaux et la mise en réseaux des acteurs agricoles pour mutualiser les moyens, les expériences et les productions. Ainsi le Pays apportera systématiquement son soutien aux regroupements de producteurs.

B. Améliorer les débouchés et la promotion des produits

De nombreuses exploitations localisées sur les territoires étudiés, ne sont pas suffisamment productives pour concurrencer les productions de masse. Le segment sur lequel elles peuvent rivaliser sont les productions de qualité ; d'autant que les terroirs du Sud-Ouest ont très bonne réputation. L'ensemble des Pays fait donc la promotion d'une agriculture de qualité, si possible labellisée.

Pays Albigeois et Bastides / Pays Portes de Gascogne / Pays GTF / Pays Ruthénois / Pays Nord Ouest du Tarn :

L'ensemble de ces Pays encourage les démarches de certification d'origine et de qualité des différentes filières agricoles (Label Rouge, AOC, Agro-Bio...).

Pays Agenais

Le Pays Agenais souhaite développer de nombreuses initiatives afin de favoriser les débouchés des productions locales. D'abord réorganisant le calendrier des marchés de façon plus harmonieuse pour que les dates ne se chevauchent pas. Ensuite, en développant un label propre aux productions du Pays Agenais, tout en améliorant la lisibilité des appellations et des labels par des campagnes d'information pour les consommateurs, associées à des campagnes de sensibilisation au goût et à la fraîcheur. Une autre initiative consiste à influencer

directement la demande ; notamment en réaffirmant la place de la commande publique dans le développement des circuits courts de commercialisation (par la restauration scolaire ou d'administration) ; mais aussi en développant les relations avec les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) de l'espace périurbain.

3. Développement Economique

Le développement économique est une préoccupation majeure pour la plupart des territoires, et pas spécifiquement les espaces périurbains. C'est pourquoi les projets des collectivités n'ont rien de très originaux, ils sont même très similaires sur chaque espace étudié. Pourtant la spécificité de ces territoires, qui connaissent d'importantes mutations, est qu'ils ont besoin de s'organiser, et pas simplement à l'échelle de la commune ou des intercommunalités, qui sont généralement trop petites en milieu rural, mais à une grande échelle, celle du Pays le plus souvent. Ainsi, en plus des **actions classiques pour l'accueil d'entreprises**, les collectivités tentent d'élaborer des **stratégies globales de développement économique**. Elles sont basées sur une phase de concertation et d'animation, et peuvent être formalisées dans un schéma de développement économique.

A. Les schémas de développement économique

En milieu périurbain, l'accueil de population est un fait incontournable, qu'il est peu nécessaire de favoriser. Par contre les entreprises et les activités ont besoin de conditions optimum pour s'installer en zone semi rurale. De multiples paramètres rentrent en compte, comme la qualité de la desserte, l'ampleur du marché local, la présence de services et d'équipements pour les entreprises, le prix du foncier ou encore la fiscalité locale et les mesures incitatives.

Pour agir de façon pertinente, de nombreux territoires mettent en place des schémas de développement économique, qui analyseront l'ensemble de ces facteurs pour établir un plan d'action le plus efficace possible. La mise en place des schémas est encouragée par une disposition de la région qui permet le financement à hauteur de 40% des travaux réalisés sur les zones d'activités, lorsqu'ils sont inscrits dans des schémas de développement économique.

Sur le Pays des Portes de Gascogne, le schéma est en cours de validation, le Sicoval et le Pays Ruthénois ont l'intention d'en élaborer un sous peu.

B. Actions "classiques" en faveur de l'installation d'entreprises

Sur le plan matériel, les communes peuvent largement favoriser l'installation d'entreprises, de nombreux dispositifs existent, que l'on retrouve de manière récurrente sur l'ensemble des territoires.

Presque tous les territoires étudiés soutiennent les dispositifs suivants : hôtels d'entreprises, ateliers ou usines relais, pépinières d'entreprises, avec aussi une tentative de mobilisation de l'épargne locale et bien sûr des actions de prospection et de promotion économique. Ces dernières sont plus poussées dans les petites agglomérations. Dans tous les territoires on trouve également des projets de création, d'extension ou de réhabilitation des zones d'activité.

Des Pays comme le Nord Ouest du Tarn et le Pays Giron Tarn Frontonnais cherchent également à harmoniser leurs taxes professionnelles.

4. Organisation et Développement du Tourisme et des Loisirs

Depuis une quinzaine d'année, le tourisme vert est en pleine croissance. La plupart des territoires étudiés présentent des caractéristiques très favorables au développement de cette activité. Ainsi il existe déjà des capacités d'accueil et des relais d'information opérationnels.

Mais la demande ne cesse d'évoluer et la concurrence entre les territoires est toujours plus forte. L'enjeu pour les acteurs du tourisme est de réussir à adapter l'offre existante à la demande, notamment concernant la durée des séjours, la qualité de l'accueil et la quantité d'offre disponible ; ainsi que de structurer l'offre touristique autour d'une image forte pour drainer le maximum de visiteurs. Les acteurs du territoire doivent s'organiser entre eux pour assurer un développement cohérent de l'activité touristique sur le Pays, et la promouvoir durablement. De nombreuses innovations restent à développer pour ce dernier axe, car le tourisme est un secteur jeune, mal structuré, et qui ne retient pas suffisamment l'attention des responsables de l'action publique.

A. Développement des capacités touristiques et de loisirs du territoire

Lorsque les communes de l'espace rural souhaitent se lancer dans le développement touristique, elles voudraient mettre en place de vastes complexes associant les loisirs et l'hébergement. Mais malheureusement le tourisme vert n'est pas suffisamment important pour assurer la rentabilité d'un nombre élevé de grands équipements de ce type. Par contre, il est fort probable que des petits équipements, pouvant servir de zone de loisirs autant que de site touristique, trouvent facilement leur public. Il y a en effet de multiples petits aménagements à réaliser pour améliorer le potentiel touristique d'un territoire.

CA Albi / Pays Albigeois et Bastides / Pays Ruthénois / Pays Agenais :

La plupart des territoires rencontrés souhaitent augmenter l'offre d'hébergement, en l'associant à un produit touristique complet ; c'est à dire mêlant intérêt culturel et activités sportives et de détente. Plusieurs sites touristiques peuvent être envisagés : à proximité de sentiers touristiques reliant des éléments du patrimoine, à proximité d'un cours d'eau ou d'un lac aménagé,

ou même à proximité de la ville centre ou d'un site remarquable, comme dans le cas d'Albi, qui souhaite installer un camping non loin du centre épiscopal. Les types d'hébergement privilégiés sont les hébergements ruraux et les campings, l'hôtellerie classique répond de moins en moins bien à la demande de tourisme vert. D'autre part les professionnels du tourisme observent une évolution de la demande vers des séjours plus courts et sur une saison de plus en plus longue. Les produits et les hébergements touristiques doivent tenir compte de ces modifications et adapter leur régime saisonnier. Le développement de l'agrotourisme ou des loisirs en lien avec l'agriculture, est aussi une orientation intéressante, tant pour améliorer la pluriactivité des agriculteurs que pour répondre à une demande croissante.

Pays GTF / Pays Agenais / Pays Ruthénois / Sicoval :

Les activités de pleine nature sont très plébiscitées par les touristes mais aussi par les populations locales, on observe donc une forte demande pour l'installation d'équipements de plein air, notamment en bordure de rivière avec aussi un développement du tourisme fluvial. La mise en place de réseaux de péniche sur le canal du Midi devrait être accompagnée d'une restauration du patrimoine alentour, et de la création d'haltes nautiques, qui feront également office de zone de loisirs. Des haltes à vocation culturelles sont aussi une possibilité envisagée par certaines collectivités (Pays GTF, Sicoval). Dans le cas du Pays GTF et du Sicoval, ce projet a pour objectif de drainer la population citadine sur des zones vertes autour de l'agglomération.

B. Mise en réseau des acteurs du tourisme

Pour toucher le maximum de population, les réseaux d'information touristique ont tout intérêt à collaborer entre eux pour trouver des vecteurs et des campagnes de communication communs. De même, en favorisant la concertation entre les professionnels du tourisme et avec les collectivités, des stratégies de développement cohérentes peuvent se mettre en place à l'échelle du territoire. La cohérence est fréquemment recherchée pour les sentiers de randonnée, elle peut aussi être bénéfique pour toutes autres activités : tourisme fluvial, route des vins, communication, etc.

C'est la concertation qui doit être favorisée ; entre les OTSI, les professionnels du tourisme (restaurants, gîtes, gérants de site...) et les pouvoirs publics. Le conseil de développement du Pays peut être un premier lieu de rencontre mais qui doit ensuite se concrétiser par un partenariat plus formel. Notons bien que dans tous les territoires, la structuration du milieu touristique se fera par l'affirmation d'une identité commune forte, sur laquelle s'appuieront les campagnes de communication. Dans un contexte de concurrence territoriale, la reconnaissance passe par l'affirmation des spécificités propres du territoire.

La quasi totalité des territoires est concernée par cette mesure. Par ailleurs, notons l'initiative du Pays Agenais, de mettre en place un PTR (Pôle Touristique Rural), qui sera une instance de concertation pour le développement de l'agrotourisme et du tourisme vert.

C. Mise en place d'un schéma de développement du tourisme et des loisirs

L'objectif de ce type de document est de clarifier à moyen ou long terme les installations d'équipements ou d'activités, les actions de réhabilitation de l'existant, et de coordonner l'ensemble des initiatives ou démarches dans un objectif commun pour le territoire. Par exemple, au Sicoval il s'agit de faire de la CA un espace de détente et de loisirs privilégié pour l'agglomération. L'ensemble des initiatives touchant au tourisme converge vers cet objectif.

Sicoval / Pays Ruthénois :

Ces deux territoires ont comme ambition de structurer de façon formelle leur développement touristique. Comme il existe des schémas de déplacement ou des schémas de développement économique, des schémas de développement touristique peuvent être établis. Au Sicoval la démarche touche à sa fin, le schéma est presque abouti. Alors que dans le Pays Ruthénois il est encore à l'état de projet, en effet nous avons vu que le Pays connaissait quelques difficultés à mettre en place des actions dans le domaine du tourisme.

Au Sicoval, le schéma répond à cinq types d'objectif : préserver et améliorer la qualité de vie de la population, développer le lien social au travers de lieux et de moments de rencontre, diversifier les ressources du territoire et créer de nouveaux emplois, sauvegarder le patrimoine du territoire dans la partie la plus rurale, et enfin, valoriser le Sicoval et sa politique de développement durable. Le schéma répond exactement à une problématique d'un territoire déjà largement touché par l'urbanisation. Les objectifs concernent avant tout aux besoins de loisirs de la population résidente, et tentent de préserver ce qu'il reste de rural sur le territoire (patrimoine bâti, paysages...). Ici, le tourisme et les loisirs sont explicitement évoqués comme des moyens de valoriser le territoire et ses initiatives.

La première conclusion que l'on peut tirer de cette analyse, mais qui était déjà sous tendue dans le précédent chapitre, est que les territoires étudiés sont des territoires en mutation, qui ont un fort besoin de s'organiser sur une échelle plus grande que la commune, mais aussi plus grande que les intercommunalités qui sont trop petites et souvent faibles en milieu rural. Cette tendance est criante pour tous les aspects de la gestion du territoire : que ce soit l'urbanisation, le développement économique ou le développement touristique. Ces démarches d'organisation doivent passer par plusieurs phases de concertation, appuyées par une expertise et une animation active, puis peuvent ensuite être formalisées dans divers schémas de développement.

Quant aux activités du territoire, comme le tourisme ou l'agriculture, leur pérennité passe également par une meilleure organisation. L'animation, l'échange d'expériences et une organisation globale sont nécessaires pour développer l'innovation et assurer la compétitivité des différents secteurs d'emplois des territoires.

Forte de ces compétences en animation, de son réseau d'interlocuteurs et de sa connaissance des problématiques de chacun de ces secteurs, la CACG semble être un acteur tout à fait approprié pour favoriser la structuration des territoires périurbains et de leurs activités.

PISTES D' ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES PERIURBAINS

Dans cette dernière partie nous essayerons de dégager quelques principes qui pourront être à la base du développement de nouvelles actions de la CACG en direction des espaces périurbains. Il est très délicat de citer de manière explicite quelles actions pourraient être effectivement mises en place et comment les mettre en œuvre. Cela aurait nécessité davantage de temps et de réunions entre les différents services de la DAR. Pour cette étude, nous nous contenterons donc de décrire quelques axes d'orientations qui correspondent à la demande des territoires et qui sont à la portée des compétences de la CACG.

1. La CACG : une vaste expérience de développement local

A. Un vaste réseau

Grâce à la multitude de ses activités, la CACG possède une large gamme de compétences, et un vaste réseau de partenaires. Au cours de cette étude, il est clairement apparu que les collectivités les plus efficaces dans leurs démarches étaient celles qui entretenaient de bonnes relations entre les différents élus et les techniciens. La qualité de la relation entre les partenaires d'un même projet est une condition indispensable au succès de l'opération. Grâce à sa notoriété ou sa reconnaissance dans les milieux du développement de projet, la CACG est parfaitement à même d'intégrer ou d'animer n'importe quel type de réseau.

Une bonne connaissance des acteurs du développement local

Grâce aux diverses opérations de développement local que la CACG a mené à travers la région, et grâce à son statut particulier, la CACG possède une bonne connaissance des attentes des élus, et est connue voire reconnue par ces derniers, de même que par les techniciens des collectivités, des services de l'état ou des chambres consulaires. Ceci constitue un avantage certain sur bon nombre de bureaux d'étude, qui ont tendance à standardiser leur réponse quelques soient le territoire ou les élus. La connaissance du contexte de la région Midi Pyrénées et de nombreuses de ses personnalités politiques et techniques permet à la SEM de fournir des réponses adaptées au territoire et aux interlocuteurs.

Une capacité à mettre en réseaux les compétences

Une des forces de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne est sa capacité à rassembler des compétences distinctes autour du même objectif. L'activité que

représentent les appels d'offre fonctionnent presque systématiquement sur ce principe. Il arrive même que le rôle de la CACG soit juste de rassembler les bonnes personnes autour de la même table, sans participer à l'élaboration du projet. Cela implique une bonne capacité de médiation et de négociation, mais cela permet surtout d'étendre largement son champ d'action. En se basant sur ses compétences propres et en s'appuyant sur l'expérience d'autres intervenants, la CACG peut ainsi démultiplier le nombre et la nature de ses interventions. Ainsi, elle pourra envisager de nouveaux projets notamment dans l'espace périurbain, en se basant sur ses capacités actuelles dans le domaine de l'animation, l'expertise et le montage de projets, complétées par les compétences d'autres intervenants qui seraient peut-être plus coutumiers du contexte urbain.

B. Des compétences accrues sur certains secteurs

L'organigramme de la Direction de l'Aménagement Rural est représentatif de ses compétences dans les domaines de l'agroalimentaire, du tourisme et du développement économique.

Agroalimentaire

La MAAP et l'ARIA sont deux structures intervenant dans le secteur agroalimentaire. Grâce à leur travail quotidien avec les acteurs locaux, elles sont au plus près des problématiques, des attentes ou des contraintes des exploitants agricoles, des entreprises de transformation et même des distributeurs. Ces connaissances sont un atout pour le développement de projets dans l'espace périurbain, où les conditions de travail des exploitants et la demande des consommateurs sont en pleine mutation.

Tourisme

Le pôle "tourisme et développement" associe le développement de produits touristiques mais aussi la gestion de site. Cette activité lui permet de suivre l'évolution de la demande des touristes et d'avoir une bonne vision des potentialités du marché du tourisme vert sur la région. La demande de tourisme vert est croissante en Midi Pyrénées mais elle est aussi très versatile et exigeante. Connaissant ces paramètres, la CACG est plus enclin à proposer des solutions adaptées au contexte régional avec de plus grandes chances de succès commercial.

Développement économique

Le pôle "projet d'entreprises" est en lien avec les entreprises, les porteurs de projets et les collectivités. Là aussi, la CACG capitalise les attentes des entrepreneurs et des collectivités, elle connaît ainsi les nécessités de chacune des parties du développement économique. Elle peut donc proposer, d'une part des schémas de développement économique cohérents, et d'autre part des zones d'activité adaptées à la demande des entreprises.

Le schéma suivant décrit les interfaces entre les compétences actuelles de la CACG et les besoins qui ont été recensés dans les territoires sur quatre thèmes privilégiés.

Compétences de la CACG

Pôle de Développement Territorial
Développement de projets
Animation et mise en réseaux

Appels d'Offre
Etudes, élaboration de documents
(en collaboration avec d'autres organismes)

Pôle Agroalimentaire
Etudes commerciales
Gestion d'entreprises
Ressources humaines
Réseaux agroalimentaires

MAAP
ARIA

Pôle Tourisme et Développement
Etudes, montage de dossiers
MOA – MOE

Pôle Projet d'Entreprises
Etudes, montage de dossiers
Développement de zones d'activité
Projets d'immobilier d'entreprise

Besoins recensés des territoires

Urbanisme

- Etudes prospectives sur les mouvements fonciers, le développement urbain et la place de l'agriculture périurbaine
- Démarches intercommunales de coopération en matière d'urbanisme (animation de sensibilisation des élus ; élaboration de charte d'aménagement et d'urbanisme ; mise en place d'une cellule de suivi technique)

Agriculture

- Organisation et développement des filières (aide au développement de projet agricole ; mutualisation en coopératives ; circuits courts ; animation en lien avec les acteurs publics et les partenaires commerciaux)
- Développement de l'agrotourisme et de la pluriactivité (aide au développement de projet agricole ; animation en lien avec les acteurs et les labels des réseaux du tourisme)
- Promotion des produits agricoles du terroir (démarches de certification d'origine et de

Tourisme

- Développement de produits touristiques complets ou aménagement d'espaces de loisirs (études ; montage de dossiers ; MOE ; animation pour intégration aux réseaux touristiques)
- Mise en réseau et professionnalisation des acteurs du tourisme (animation pour le développement d'une instance concertation sur la mise en place de politiques communes de formation à l'accueil ou de campagnes de communication ; élaboration de schéma de développement du tourisme et des loisirs)

Economie

- Démarche territoriale de développement économique (études, diagnostics ; animation et concertation entre les acteurs privés et publics du territoire ; élaboration de schéma de développement économique)
- Actions en faveur de l'installation d'entreprises (immobilier d'entreprise ; zones d'activité)

2. Quelques pistes d'actions pertinentes pour les territoires périurbains

En confrontant les besoins recensés auprès des collectivités des territoires périurbains et les compétences de la CACG en matière de développement local, on s'aperçoit que de nombreuses interfaces apparaissent. En organisant ensembles telles ou telles compétences, il serait possible de développer de nouvelles activités correspondant aux besoins émergents des territoires périurbains. Les expériences intégrées aux propositions, ne sont là que pour donner quelques exemples d'innovation afin d'illustrer le thème. Davantage d'explications sur ces actions sont disponibles sur le site du CRIT¹ : <http://www.crit.cg47.fr>

A. Pistes d'actions concernant la gestion de l'urbanisme

Etudes prospectives

Avant de s'engager dans des démarches réglementaires, les collectivités ont besoins de mieux connaître les mutations de leur espace. Plusieurs d'entre elles ont lancé des études sur l'évolution de leur foncier ou de l'habitat, afin d'anticiper l'organisation future de leur territoire.

La CACG n'est pas véritablement spécialisée sur les questions d'urbanisme, mais ses connaissances des problématiques de l'agriculture périurbaine peuvent être bénéfiques sur des territoires qui sont confrontés à des pressions urbaines toujours plus fortes et dont l'agriculture, qui en subit les nuisances, est pourtant un élément essentiel de l'économie et de l'identité locale.

Ce type d'études pourrait être assuré en partenariat avec des bureaux privés possédant davantage d'expérience en urbanisme, voire avec les SAFER, les chambres d'agriculture ou les services de l'Etat.

Démarches intercommunales de coopération en matière d'urbanisme

Certains élus de communes rurales ont besoin d'être davantage sensibiliser aux questions d'occupation du sol et aux outils qui sont à leur disposition la maîtriser. Ce sont des préalables indispensables à la mise en œuvre de démarches de coopération entre les communes, pour aboutir à une gestion plus concertée des permis de construire et des zonages des PLU. In fine la démarche peut se traduire par l'élaboration d'une charte intercommunale d'aménagement et d'urbanisme, voire, dans les meilleurs des cas à des PLU intercommunaux.

La question agricole est très présente dans les communes peu dotées de documents d'urbanisme ; les connaissances de la CACG seraient ici essentielles pour aider à préserver les terres agricoles. De plus, la DAR a déjà expérimenté la mise en œuvre de démarches intercommunales, pour le montage d'intercommunalités, avec une méthode qu'elle avait élaborée, appelée "espace et patrimoine intercommunal". Ces interventions confèrent à la DAR une précieuse expérience d'animation et de pédagogie

¹ Centre de Recherche de l'Innovation pour son Transfert

auprès des élus ruraux. Aujourd'hui les intercommunalités maillent la plupart de la région, mais face au développement urbain, elles ont besoin d'organiser de façon cohérente les compétences d'urbanisme de leurs communes. Une démarche pédagogique d'accompagnement reporterait sûrement un franc succès. Pour assurer le suivi dans le temps de la démarche, une cellule technique intercommunale pourrait être formée et installée afin de vérifier et d'accompagner les révisions des documents d'urbanisme, en cohérence avec les orientations issues de la concertation initiale.

Pour épauler l'intervention de la CACG, l'expérience d'un cabinet d'étude spécialisé dans les documents d'urbanisme semble indispensable.

Démarche participative pour la gestion de l'espace rural et du patrimoine naturel en zone périurbaine

Localisation : Bouguenais (44)

Une commune rurale périurbaine décide face aux difficultés économiques rencontrées tant dans ses composantes urbaines que rurales d'appuyer son développement local sur la maîtrise de son urbanisation et la préservation de ses espaces ruraux. La population et les associations de la commune sont étroitement associées à la mise en oeuvre de cette politique.

Les logiques de développement auxquelles correspondent l'opération sont les suivantes :

- maîtrise du développement et augmentation progressive de la population,
- occupation de l'espace, grâce à une agriculture dynamique
- utilisation des travaux prévus pour favoriser l'insertion, la formation et l'emploi.

Démarche participative et étroite collaboration avec le milieu associatif sont les principales conditions nécessaires au transfert de l'innovation.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c1/num78.htm>

Etablissement d'un schéma directeur intercommunal pour une gestion transversale de l'espace local

Localisation : Canton de Saint-Martin-de-Valamas (07)

Confrontés à la déprise agricole et à l'enfrichement de leur territoire, sentant que, du fait de projets de classements, la maîtrise de leur espace leur échappe, 6 communes du canton de Saint-Martin de Valamas, dans la montagne ardéchoise, ont mis en place un Programme d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Local (PADGEL).

Conçu puis animé par une stagiaire, devenue agent de développement du SIVOM, le PADGEL a consisté en un état des lieux dressant, sous forme de cartes, les enjeux de la gestion de l'espace. A partir de cet état des lieux et dans un cadre multipartenarial, les acteurs locaux ont défini un schéma intercommunal d'aménagement de l'espace à long terme. Ce schéma vise à mettre en évidence les différentes logiques de gestion du territoire afin de faire émerger un intérêt commun.

Le transfert nécessite une forte mobilisation, de l'ensemble des acteurs locaux (habitants, techniciens et élus), élément déterminant pour permettre l'établissement des orientations et le choix des actions dans lesquelles le plus grand nombre se reconnaît. On peut alors asseoir une gestion globale et à long terme de l'espace local.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c1/num94.htm>

Inscription d'une politique agricole dans le cadre d'un projet général urbain Un ensemble d'actions pour une relation directe entre agriculteurs et citoyens

Localisation : Y grenoblois (38)

Dès 1979, l'Etablissement Publics Régional, la Chambre d'Agriculture du Rhône et les services de l'Etat (AREAR) ont défini le premier programme agricole de la région urbaine lyonnaise. Il sera suivi en 1984 par celui de la région grenobloise puis par celui de la région stéphanoise en 1987.

L'Y grenoblois concentre des problématiques liées à un milieu naturel de type montagnard et à son développement urbain et industriel. De ce fait, l'espace utile est rare et par conséquent fortement convoité. Cette situation a conduit les acteurs locaux à planifier le développement de l'agglomération à l'aide du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, élaboré en 1973.

Il prévoit la combinaison de pôles de développement secondaires et le maintien de coupures vertes. La pérennisation de ces coupures vertes devant être assurée par le maintien d'une activité agricole, les collectivités locales et les techniciens ont mis en place entre 1982 et 1984 un programme triennal en faveur de l'agriculture périurbaine.

L'Association pour le Développement Agricole de l'Y Grenoblois (ADAYG) a été créée en 1984, la philosophie qu'elle porte, exprime la nature des engagements réciproques entre la ville et la campagne : "l'agriculture doit être un réel partenaire de l'aménagement de la région grenobloise".

La démarche retenue s'apparente à une politique globale dont le parti pris, est de ne restreindre ni le champ des acteurs concernés ni le champ des thèmes sur lesquels l'ADAYG peut intervenir.

La transférabilité est liée à une volonté affirmée des acteurs locaux de s'impliquer dans une politique périurbaine pérenne expression d'un partenariat ville-campagne.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c1/num145.htm>

Politique de planification urbaine coordonnée

Localisation : Senlis (60)

A la suite de l'approbation du nouveau Schéma Directeur visant à maîtriser l'urbanisation en 1995, le Syndicat Intercommunal d'Etudes et de Programmation (SIEP) de Senlis, Chantilly et leurs environs (28 communes, essentiellement en milieu périurbain) a mis en place une "commission de suivi" composée d'élus délégués du SIEP, de techniciens et d'experts. Les objectifs de cette commission sont de veiller au respect du Schéma Directeur, contrôler l'évolution de l'urbanisation et le phasage des opérations, suivre l'évolution de l'urbanisation du territoire et coordonner des politiques locales.

Pour ce faire, cette commission :

- élabore des tableaux de bord concernant le logement, la démographie, l'économie...,
- suit et émet des avis sur les procédures d'urbanisme opérationnel (POS, ZAC, lotissements...),
- contrôle les POS,
- réalise des bilans réguliers de l'ensemble des questions touchant à l'évolution du territoire,
- initie des réflexions plus larges sur les politiques à mettre en oeuvre pour aboutir aux objectifs du Schéma Directeur.

Le transfert dépend essentiellement de la volonté des élus de mettre en oeuvre le dispositif.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c1/num229.htm>

B. Pistes d'actions en faveur de l'agriculture

Les interventions en direction du milieu agricole ne sont pas directement des initiatives des collectivités locales. Elles soutiennent diversement les projets agricoles selon la ligne de conduite qu'elles se sont fixée, mais les actions naissent et sont élaborées par les acteurs de la filière. Il est donc plus délicat, au travers de cette étude de définir concrètement les nouvelles actions que la CACG pourrait initier ou accompagner. D'autant que le pôle agroalimentaire de la DAR mène déjà des actions qui concordent avec les orientations fixées par les collectivités.

Organisation et développement des filières agricoles

En milieu périurbain, les exploitations agricoles, sont confrontées à deux types d'évolution. Elles doivent, d'une part, se structurer à une plus large échelle, afin d'avoir des productions suffisantes pour entrer dans des circuits de distribution toujours plus exigeants quant à la qualité et au prix des produits. D'autre part, elles voient aujourd'hui croître la demande de produits régionaux de qualité, qui peuvent s'écouler par d'autres systèmes de distribution, tels que les circuits courts ou la vente directe.

La MAAP possède déjà une grande expérience sur ces questions agricoles, avec des opérations comme la mise en place de la coopérative du Haricot Tarbais et le développement de points de vente en circuit court. Ce même type d'intervention pourrait s'étendre au-delà du simple massif Pyrénéen. De telles actions pourraient également bénéficier des multiples contacts du pôle de développement territorial : que ce soient les élus ou les techniciens des collectivités, pour apporter leur soutien à la mise en place des interventions, ou même des contacts tels que les cafetiers des Bistrots de Pays qui pourraient être des relais intéressants pour la promotion et la mise en valeur des produits locaux. De même, les connaissances de l'ARIA sur les débouchés commerciaux des productions agroalimentaires, pourraient constituer de précieuses informations pour les futures coopératives.

Démarche collective, échanges d'expériences et démarche qualité, facteurs du maintien de petites exploitations agricoles

Localisation : Pays Basque intérieur (64)

Les producteurs fermiers d'un Pays décident de constituer une association pour : éviter l'écueil d'une concurrence négative entre eux, préserver la qualité de leurs produits et mieux les commercialiser.

Pour atteindre ces objectifs, l'association met en oeuvre diverses actions complémentaires :

- un programme de formation,
- des chartes de qualité (une charte générale et des cahiers des charges par produit),
- un logo commun,
- une commercialisation commune par le biais de deux groupements d'intérêt économique (GIE) de vente directe.

Le transfert de l'innovation nécessite la mise en oeuvre d'une démarche collective par des agriculteurs et des artisans et suppose que les agriculteurs acceptent que la commercialisation de leur production se fasse prioritairement par vente directe.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c2/num159.htm>

Un Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) dans le secteur agro-alimentaire

Localisation : Avignon (84)

GESTE est un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) issu du P.L.I.E d'Avignon.

Créé en 1994 à partir d'un regroupement d'entreprises du secteur agroalimentaire, la vocation de G.E.S.T.E est d'accompagner les demandeurs d'emploi vers un emploi durable. Les salariés recrutés par le GEIQ bénéficient d'un soutien social et de formations techniques et comportementales, ils sont remis à disposition des entreprises adhérentes au GEIQ pendant une période de deux ans.

Le transfert nécessite la présence d'une industrie agro-alimentaire et/ou d'une production agricole diversifiée afin que les besoins en main d'oeuvre saisonnière se succèdent sans interruption. La recherche de la polyvalence des salariés et la mise à profit des périodes de moindre activité pour la formation sont les points forts du dispositif.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c3/num62.htm>

Conversion communale à la production agricole biologique

Localisation : Correns (83)

Dès les années 1990, une commune est dans une situation économique alarmante. En 1997, la Coopérative viticole qui draine l'essentiel de l'économie locale menace de fermer.

Pour sortir de l'impasse, le maire, par ailleurs ingénieur agronome et vigneron, souhaite tirer parti de l'opportunité des subventions de l'Etat accordées aux projets de reconversion au biologique. Il propose à l'ensemble des viticulteurs de la commune de convertir les vignes au Bio.

En 2003, 95% des terres viticoles de la commune se sont ralliées à cette forme de culture, la coopérative s'est redressée. Ce succès attire d'autres initiatives aujourd'hui ralliées à l'expérience : un oléiculteur, un céréalier, un maraîcher, un apiculteur, et un élevage avicole biologique.

Les retombées sont essentiellement une économie viticole à nouveau florissante alliée à un développement touristique et culturel.

Le transfert nécessite l'engagement dans la démarche de conversion d'un petit groupe pionnier autour d'une personne "reconnue" par une large majorité des agriculteurs du territoire ainsi qu'une communication permanente de leur part.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c2/num418.htm>

Développement de l'agrotourisme et de la pluriactivité

Les agriculteurs sont de plus en plus considérés, dans les espaces périurbains comme responsables du caractère naturel des territoires ; et donc de leur entretien et de leur ouverture au public. Si aujourd'hui les CAD ou tous autres types de programmes ne semblent pas satisfaire le monde agricole, une amélioration du dialogue est toujours possible entre les deux parties. Elle devra certainement passer par une évolution des dispositifs actuels et une médiation plus importante en direction des agriculteurs. On peut imaginer que la CACG pourra ainsi trouver sa place ; grâce à sa connaissance du milieu

agricole et des institutions politiques, elle pourrait être un médiateur efficace, en associant divers organismes liés à l'agriculture : coopératives, chambres consulaires,...

L'agrotourisme est une activité encore inégalement développée sur la région, bien que son potentiel soit important. Le secteur a besoin de s'organiser, en lien avec les réseaux touristiques et en intégrant bien les contraintes des agriculteurs. L'animation de réseaux regroupant agriculteurs, professionnels du tourisme et acteurs publics pourrait faire émerger des initiatives innovantes en agrotourisme. Des structures comme le pôle "tourisme et développement" ou la MAAP pourraient accompagner les agriculteurs à développer leur projet de tourisme agricole, en les intégrant aux organismes existants de promotion du tourisme (OTSI...). Les Bistrots de Pays pourraient aussi relayer auprès de la population de telles initiatives.

Agriculture biologique et transformation agroalimentaire, activités dérivées d'une activité d'accueil de qualité.

Localisation : Lascabanes (46)

Un jeune homme a décidé de reprendre en 1985 une propriété familiale abandonnée comprenant 63 ha de bois et de forêts et de vieux bâtiments en ruine. Il a alors créé une auberge en réhabilitant la ferme. Pour approvisionner sa table qui connaissait un succès croissant et pour entretenir ses terres, le propriétaire a développé ses propres filières agroalimentaires de qualité.

L'excédent de produits alimentaires est vendu sur les marchés des environs.

L'auberge a atteint une notoriété d'envergure nationale. 9 personnes travaillent aujourd'hui sur le domaine dont l'utilisation agricole permet d'entretenir un paysage ouvert, important pour ne pas compromettre le développement touristique du territoire.

Le transfert suppose l'élaboration de produits de grande qualité tant du point de vue de l'accueil que des productions agricoles et agroalimentaires. La mise en oeuvre des différents ateliers doit se faire de façon progressive en fonction des besoins de l'activité principale.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num222.htm>

Contribution d'une association d'agriculteurs, pour la commercialisation de leurs productions, au développement touristique de leur région

Localisation : La Bastide de Sérou (09)

Des agriculteurs ariégeois inventent, en 1989, de nouveaux produits touristiques destinés aux urbains. Il s'agit de circuits de visite de fermes "à la carte" qui permettent au visiteur de découvrir différentes activités agricoles.

Cette action a permis d'ouvrir une vallée de l'Ariège au tourisme. Cette initiative a été primée en 1991 (trophées du tourisme régional et grand prix de l'innovation du Ministère du Tourisme).

Pour effectuer un transfert il faut que, sur un territoire relativement peu étendu, on puisse présenter une importante diversité de productions ou de savoir-faire. En dehors de la nécessaire volonté de travailler en réseau, il faut que chacun des membres accepte les contraintes liées à la mise en place d'un produit touristique élaboré et de qualité (la défection d'un des membres pouvant rejaillir sur l'ensemble des membres du réseau).

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num120.htm>

Partenariat agriculteurs/artisans pour l'élaboration et la commercialisation de produits touristiques

Localisation : Cantons d'Orthez, Sauveterre, Arthez, Lagor (64)

Dans le cadre d'une expérimentation lancée par les Ministères de l'Agriculture, du Tourisme et de l'Artisanat au début des années 90, une Fédération Départementale CIVAM organise une session de formation destinée à promouvoir une réflexion locale sur les perspectives de diversification des activités en milieu rural.

Au cours de la formation, des agriculteurs et des artisans prennent conscience de l'intérêt qu'ils peuvent avoir à travailler ensemble. L'agritourisme apparaît comme le thème le plus fédérateur. Suite à cette session de formation, une démarche collective va se concrétiser par la création d'un CIVAM et de circuits touristiques.

L'opération entre dans une phase de professionnalisation, toujours avec une grande mobilisation des acteurs ainsi qu'une grande expérience acquise dans le domaine de la diversification par le tourisme.

L'opération illustre de façon exemplaire les difficultés que peuvent rencontrer les agriculteurs et les artisans qui souhaitent élaborer des produits touristiques. Le transfert de l'innovation nécessite l'établissement d'un état des lieux précis de l'offre agritouristique sur le territoire et l'appui de professionnels compétents en matière de commercialisation de produits touristiques.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num166.htm>

Promotion des produits du terroir

L'authenticité des produits du terroir est un point positif pour l'image d'un territoire. La Région Midi Pyrénées recèle d'appellation d'origine et de produits certifiés. Pourtant de nombreux territoires souhaitent encore assurer la différenciation de leur production, et surtout sa promotion. La MAAP où l'ARIA sont à même d'effectuer ce genre de démarche, mais elles ne sont pas les seules. Par contre, l'innovation pourrait venir d'une campagne de clarification des multiples appellations ; un peu comme le projet de l'Agenais qui consiste à mettre en place un label spécifique aux produits du Pays ; et qui pourrait s'adosser à la promotion de certains produits du territoire, en y associant les réseaux de promotion existants : goûters à la ferme, Bistrots de Pays...

C. Pistes d'actions pour le développement du tourisme

Création de produits touristiques complets ou aménagement d'espaces de loisirs

Cette action correspond aux compétences actuelles du pôle touristique de la DAR, la création du centre touristique de Marciac en est un exemple. Beaucoup de communes à dominante rurale souhaitent développer des sites d'accueil des touristes, mais leurs services techniques ne sont pas suffisamment importants pour en assurer les études préalables et la maîtrise d'œuvre. Le pôle "tourisme et développement" peut intervenir pour combler ce manque en proposant des solutions adaptées au marché actuel du tourisme. Notons également que les collectivités cherchent à développer les loisirs de proximité, la mise en place de "produits complets" (activités de loisirs + hébergement) n'est donc pas systématiquement la solution. La CACG pourrait ainsi tenter de se positionner sur le marché des loisirs. Nous avons aussi vu que la plupart des sites envisagés associent des activités nautiques et donc des aménagements adaptés. Les compétences de la CACG dans le domaine hydrologique seraient ainsi mises à profit. Bien sûr, ces interventions peuvent également s'effectuer en collaboration avec des partenaires extérieurs.

Structuration d'un nouveau produit touristique à partir d'une activité de plein air en développement

Localisation : PACA, Rhône-Alpes

Des territoires alpins situés dans deux régions distinctes et dans trois départements différents se sont fédérés pour créer deux itinéraires pour Vélo Tout-Terrain.

Cette opération a consisté à créer des itinéraires et une offre touristique adaptée aux pratiquants de ce sport. Sa mise en œuvre a été permise grâce à l'établissement d'une synergie, entre les collectivités territoriales et les associations de terrain, obtenue par la volonté de construire ces itinéraires à partir des réseaux locaux existants.

La maîtrise d'œuvre a été confiée à une association regroupant les 2 régions et 6 départements (dont Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Drôme, Isère). L'opération a été montée de façon à générer du développement sur les territoires traversés et à impliquer des territoires défavorisés, à l'écart des sites touristiques traditionnels.

Le transfert nécessite que d'une part la maîtrise d'œuvre soit confiée à un acteur reconnu par l'ensemble des partenaires, et d'autre part que l'ensemble des acteurs de terrain locaux soient associés à l'élaboration du produit. Par ailleurs, le produit élaboré doit être adapté aux attentes spécifiques des pratiquants de l'activité concernée.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num226.htm>

Mise en réseaux et professionnalisation des acteurs du tourisme

L'ensemble des territoires étudiés souhaitent faire évoluer leurs activités touristiques vers plus de cohérence et vers une communication plus homogène et donc plus forte. Pour atteindre cet objectif, les différents acteurs du tourisme doivent se concerter afin d'agir dans la même direction. Mais les organismes sont multiples et se considèrent parfois comme concurrents. Les collectivités doivent trouver le moyen de les rassembler autour d'une même table, et de fédérer leurs actions vers un but partagé. Nous avons vu que parmi la demande des collectivités en matière de tourisme, le développement d'une image commune du territoire et des politiques de formation à l'accueil des acteurs du tourisme sont cités de façon récurrente. Ils pourraient servir de base à l'ouverture d'un dialogue. Pour cela les collectivités peuvent avoir besoin d'un appui possédant une bonne expérience d'animateur et qui connaisse suffisamment le contexte touristique et institutionnel de leur territoire.

La capacité d'animation du pôle de développement territorial et sa connaissance des différents acteurs, associées à la connaissance du marché du pôle de tourisme de la CACG semblent être des outils pertinents pour mettre au point une concertation innovante en matière de tourisme.

Suite à cette phase de concertation, les orientations dégagées peuvent être formalisées dans un schéma de développement touristique. Ce schéma regroupe plus que quelques actions communes sur le territoire, mais doit faire ressortir un véritable projet qui puisse se construire par étape sur le long terme. Il doit concerner un maximum d'acteurs et une gamme très large d'activités, pouvant associer tourisme, loisirs, culture et sport.

Stratégie de développement touristique territorial par regroupement de micro-initiatives

Localisation : Pays de la Motte-Turriers (04)

Créé en 1994, l'Office Intercommunal du Tourisme (OIT) d'un Pays mène une politique active de développement touristique du territoire fondée principalement sur la construction de projets par commune et sur le développement d'activités économiques viables. L'office accompagne l'émergence de tels projets et en assume l'ingénierie financière.

Sur les 18 communes qui adhèrent à l'office intercommunal, la moitié a déjà mis en oeuvre un projet touristique.

Par ailleurs, l'office a obtenu une autorisation préfectorale de commercialisation de produits touristiques. A partir des projets et des activités proposés, l'office se fait répertoire dans des catalogues de loisirs spécialisés et construit des offres commerciales individualisées.

Le transfert de l'innovation nécessite que l'OIT soit ouvert à l'ensemble des acteurs locaux et inscrive son action dans le cadre d'une démarche globale de développement.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num240.htm>

Accompagnement des porteurs de projets et démarche collective pour l'amélioration de l'offre d'hébergements touristiques

Localisation : Lézignan Corbières (11)

Bien que disposant de nombreux atouts (ensoleillement, proximité de la mer, richesse de l'histoire locale...) un "Pays d'accueil" a constaté en 1992 que le la fréquentation de ses gîtes s'établissait à seulement 12 semaines par an. De ce fait la faiblesse des revenus dégagés permettait un entretien minimum des équipements sans possibilité d'investissements.

Après un travail d'animation mené localement par le Pays d'accueil il a été décidé de structurer l'offre touristique du territoire. Pour ce faire, une Opération Groupée d'Aménagement Touristique (OGAT), à l'image de l'Opération Groupée d'Aménagement Foncier (OGAF), a été initiée. Elle a conduit à de multiples actions :

- la création d'une association destinée à faire entrer les propriétaires de gîtes dans une démarche collective d'harmonisation des règles d'accueil, d'animation commerciale, de la qualité des prestations fournies.
- la mise en oeuvre d'une stratégie permettant d'allonger la durée d'occupation des gîtes : définition de séjours à thème, balisage de sentiers de pays...
- la gestion d'une partie du parc par l'association et le recours à une centrale de réservation.

Cette démarche d'OGAT a été, depuis 1994, transposée dans d'autres territoires. La transférabilité dépend de l'acceptation d'une démarche collective par tous les prestataires d'hébergement touristique et par la possibilité de disposer d'une maîtrise d'ouvrage unique pour assurer l'ensemble des étapes du dispositif.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c8/num135.htm>

D. Pistes d'action de développement économique

Démarche territoriale de développement économique

Chacune des collectivités qui voient sa population croître aimerait voir ses activités évoluer dans la même mesure. On observe donc une multiplication des projets de zones d'activité et de prospection économique. Le développement des intercommunalités et des Pays pousse aujourd'hui les élus à travailler à une échelle supérieure à la commune.

Dans ce contexte, on voit se multiplier la demande de schémas de développement économique, qui ont pour but d'organiser le développement avec l'ensemble des collectivités du territoire. La CACG possède une compétence particulière pour l'installation d'entreprises et la création de zones d'activité. Associée à une activité d'animation des élus et des partenaires du développement économique, la CACG pourrait tout à fait accompagner la démarche territoriale et la finaliser à travers un document tel qu'un schéma de développement économique.

Application sur un Comité de Bassin d'Emploi (CBE) d'une méthode entrepreneuriale pour la gestion des ressources humaines

Localisation: Givet-Fumay-Revin (08)

L'Association de Développement Economique du Pays de la Pointe (ADEPP) a pour objet de favoriser toutes les opérations se rapportant au développement économique et social des 3 cantons constituant le Pays.

L'ADEPP, également Comité de Bassin d'Emploi, commande une étude pour lutter contre les effets de la désindustrialisation de la vallée de la Meuse. Cette étude a pour objectif de rechercher une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois.

Pour mener à bien ce travail, le consultant applique la méthode de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), utilisée jusque là au sein des entreprises, au territoire de l'ADEPP appréhendée comme telle.

L'opération s'inscrit dans les logiques :

- d'organisation des acteurs locaux,
- de maintien d'activités existantes,
- d'insertion des jeunes ou des exclus,
- d'amélioration des compétences locales.

Il s'agit de préparer des réponses au problème de l'inadéquation de l'offre et de la demande en terme d'emploi, en repérant les savoir-faire et en enrichissant l'environnement des entreprises.

Le transfert de l'innovation nécessite que la démarche soit acceptée par l'ensemble des acteurs locaux, en particulier par les entreprises. Le soutien financier des collectivités territoriales est indispensable tant pour la mise en oeuvre de la GPEC que pour la réalisation du programme de formation qui en résulte.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c3/num111.htm>

Action en faveur de l'installation d'entreprises

Ce sont des activités que le pôle "projet d'entreprises" exerce déjà. La demande est relativement forte dans les territoires périurbains. La réalisation de projets immobiliers et de zones d'activité peut dépendre d'éventuels schémas de développement, mais doit surtout être conditionnée par le potentiel économique du territoire et les conditions d'accueil que recherchent les entreprises.

Un entrepreneur initie une politique de développement local

Localisation : Niederbronn les Bains (67)

Un entrepreneur a intégré dans sa logique de développement l'aménagement du territoire.

S'associant à de nombreux partenaires locaux (PNR des Vosges du Nord / Ville / SIVOM / Services de l'Etat / ONF / Association de Chasseurs / Association de promotion des produits du terroir / Offices du Tourisme / Maison de l'archéologie / Electricité de Strasbourg), l'entreprise participe au développement du tourisme local tout en assurant une gestion raisonnée de la ressource (l'eau).

La logique de développement a correspondu à :

- la valorisation d'un atout local ; utilisation du potentiel offert par le classement de la source "eau minérale naturelle" et par la concession permettant l'exploitation de cette source jusque là non utilisée,
- l'implantation d'un nouveau secteur d'activité : il n'existait auparavant aucune usine d'embouteillage sur la commune,
- l'insertion des femmes et des chômeurs : le recrutement s'est effectué en priorité auprès des demandeurs d'emplois locaux, en particulier les femmes,
- l'amélioration des compétences locales : un plan de formation a été mis en œuvre avant que l'activité ne démarre.

Le transfert de cette innovation est possible à la condition que le chef d'entreprise soit sensible à la notion de développement local et qu'il ait localement un partenaire crédible qui partage le même souci.

Pour en savoir plus : <http://www.crit.cg47.fr/m1c3/num47.htm>

E. Pistes d'action en faveur de l'animation des territoires

L'ensemble des territoires organisés de la région Midi Pyrénées ont besoin d'organiser leur développement. Pour accroître leur efficacité, les techniciens des collectivités ou des Pays doivent sans cesse se tenir au courant des politiques, des projets, et de manière générale de toutes les innovations qui se mettent en place dans les territoires voisins. Des associations, telles que "Terres en Ville" par exemple, sont des outils pour développer l'échange d'expériences entre les techniciens ou les élus de ces territoires. Ce type d'outil est de plus en plus important pour la mise en place de politiques contractuelles.

La CACG exerce déjà des activités similaires, avec le réseau Leader+ ou la mise en place du SIT sur la région. Il est vraisemblable que la demande de réseaux d'échanges d'expériences croisse à mesure que les compétences des collectivités locales s'étoffent. Au regard de son savoir-faire dans ce domaine, la CACG peut légitimement proposer ses services pour organiser des réseaux de ce type, ou coordonner les réseaux existants. Les collectivités interviennent sur un champ d'action toujours plus vaste, et les sources d'informations sur telle ou telle compétence sont innombrables. La CACG pourrait ainsi recenser les réseaux existants par thématiques, et se positionner comme relais entre les collectivités et les sources d'informations, pour proposer aux agents de développement des formations adaptés à leurs besoins. Mais elle peut également, comme elle le fait déjà, organiser elle-même ses propres rencontres thématiques entre les techniciens des territoires.

Les territoires périurbains analysés dans cette étude, peuvent être définis comme des espaces subissant des dynamiques et des attentes de type urbain au sein d'un contexte traditionnellement rural. Il en résulte une mutation progressive des populations, des activités et de l'organisation du territoire en général. En s'appuyant sur ses compétences spécifiques sur certains secteurs d'activité et sur son savoir-faire dans la mise en réseau d'acteurs, la CACG possède suffisamment d'atouts pour répondre aux nouveaux besoins des collectivités.

Les besoins des territoires périurbains peuvent se décomposer en trois phases : d'abord mieux appréhender les évolutions ayant cours dans les collectivités ; puis organiser la concertation à une échelle pertinente pour dégager des orientations d'actions partagées par l'ensemble des acteurs ; et enfin lancer des projets concrets correspondant aux objectifs conciliés. En milieu périurbain, plus qu'ailleurs, la "cohérence" entre les collectivités et entre les politiques sectorielles est un impératif. Si certaines collectivités ont des difficultés à collaborer ensemble, elles n'en ont pas moins le besoin, pour maîtriser les dynamiques en cours. L'expérience de la CACG dans l'animation, associée à un savoir transversal des problématiques rurales, peut permettre de faire émerger un développement cohérent des territoires périurbains.

Les pistes d'actions proposées dans cette partie ont une certaine valeur générale en milieu périurbain. Pour les rendre opérationnelles, elles nécessiteraient d'être approfondies avec les collectivités, les acteurs locaux, et avec les différents services de la DAR.

CONCLUSION

Les évolutions que connaissent aujourd'hui les territoires ruraux modifient les modes de vie et l'organisation du territoire. L'action des collectivités rurales doit s'adapter aux nouveaux besoins et aux attentes de plus en plus urbaines de la part des nouveaux habitants. Avec le projet de loi sur les territoires ruraux, le cadre réglementaire tente d'apporter des réponses aux difficultés des collectivités et des acteurs locaux. Une structure d'aide au développement local telle que la CACG doit aussi accorder son action avec les nouvelles demandes des territoires.

Les collectivités locales comme de nombreuses professions traditionnellement rurales expriment un réel besoin de s'organiser à une échelle plus large, par le biais d'instances de concertation et de partenariats. La CACG, qui possède la plupart des outils nécessaires au développement local et un important réseau d'interlocuteurs, peut aussi aider à faire collaborer les collectivités et les acteurs locaux entre eux.

Les demandes que l'on observe dans les territoires s'orientent de façon croissante vers des activités transversales telles que l'agrotourisme, les loisirs de proximité ou un développement économique appuyé par un cadre de vie de qualité. Les compétences sectorielles de la CACG sur chacun de ces thèmes pourraient être mises au profit des territoires, pour peu que les différents savoir-faire s'organisent entre eux afin de développer les nouveaux produits qu'attendent les collectivités.

Les collectivités rurales et périurbaines ont aujourd'hui de nouveaux besoins, pour lesquels elles ne sont pas toujours bien préparées à répondre. La CACG, de par son statut, sa mission et ses compétences, a les capacités et le rôle, de trouver les moyens d'aider ces collectivités à assurer un développement raisonné et durable de leur territoire.

GLOSSAIRE DES SIGLES

ADASEA : Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles
AOC : Appellation d'Origine Contrôlée
ARIA : Association Régionale des Industries Alimentaires
BTP : Bâtiment Travaux Publics
C2A : Communauté d'Agglomération de l'Albigeois
CA : Communauté d'Agglomération
CACG : Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne
CAD : Contrat d'Agriculture Durable
CAGT : Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes/Toulouse
CC : Communauté de Communes
CDT : Comité Départementale du Tourisme
CPER : Contrat de Plan Etat Région
CTE : Contrat Territorial d'Exploitation
CUMA : Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole
DAR : Direction de l'Aménagement Rural
EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
FGER : Fonds de Gestion de l'Espace Rural
GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
GAL : Groupe d'Action Locale
GMS : Grandes et Moyennes Surfaces
GTF : Girou Tarn Frontonnais
HQE : Haute Qualité Environnementale
MAAP : Mission AgroAlimentaire Pyrénées
NTIC : Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication
OGAF : Opération Groupée d'Aménagement Foncier
ORAC : Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce
OTSI : Office de Tourisme et Syndicat d'Initiative
PADD : Programme d'Aménagement et de Développement Durable
PDU : Plan de Déplacement Urbain
PLH : Plan Local de l'Habitat
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PME : Petites et Moyennes Entreprises
SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
SAU : Surface Agricole Utile
SCoT : Schéma de Cohérence Territorial
SD : Schéma Directeur
SIG : Système d'Information Géographique
SIT : Système d'Information Territorial
TPU : Taxe Professionnelle Unique
TPZ : Taxe Professionnelle de Zone
VNF : Voie Navigables de France
ZA : Zone d'Activité
ZAC : Zone d'Aménagement Concerté
ZNIEFF : Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique
ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
ZR : Zone Résidentielle

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

DATAR, *Aménager la France de 2020*, La Documentation Française, 2000

INSEE - AUAT, *Atlas de l'aire Urbaine de Toulouse*, 2002

DATAR, *Quelle France rural pour 2020*, 2003

Commissariat Général du Plan, *Rapport de l'instance d'évaluation des politiques de développement rural*, 2003

INSEE, *Rapport du groupe de travail "Structuration de l'espace rural : une approche par bassin de vie"*, 2003

PERRIER-CORNET Philippe, *Repenser les campagnes*, édition de L'Aube, 2002

PERRIER-CORNET Philippe, *A qui appartient l'espace rural*, édition de L'Aube, 2002

Sites Internet :

Agglo.org : <http://www.agglo.org/>

CACG : <http://www.cacg.fr/>

CRIT: <http://www.crit.cg47.fr/>

DATAR : <http://www.datar.gouv.fr/>

ETD : <http://www.projetdeterritoire.com>

INSEE Midi Pyrénées : http://www.insee.fr/fr/insee_regions/midi-pyrenees/home

Ministère de l'agriculture : <http://www.agriculture.gouv.fr>

Union Européenne : <http://europa.eu.int/>

ANNEXES :

COMPTES RENDUS DES ENTRETIENS EFFECTUES AU COURS DU STAGE

Services de la CACG	C
Pôle Développement Territorial	c
Bistrot de Pays	d
Système d'Information Territoriale (SIT)	d
Leader+	e
Appels d'offre et études de faisabilité	f
Pôle Tourisme	f
Pôle Economie	g
Mission AgroAlimentaire Pyrénées (MAAP)	i
Association Régionale des Industries Agroalimentaires (ARIA) – Midi Pyrénées	j
Autres organismes rencontrés	k
Chambre d'agriculture de Haute-Garonne	k
SAFER	l
Les aides au développement rural par secteurs d'activité	n

Services de la CACG

Pôle Développement Territorial

Hervé BLIN – 24 mai 2004

Principes :

Le pôle de développement territorial a pour but d'accompagner des actions opérationnelles de développement local ; grâce au développement de **méthodologies dites "clés en main"**, qui sont apportées aux acteurs du développement local.

C'est une **logique contractuelle** entre la CACG et l'acteur local, en se basant sur un **principe bipartite** : la CACG apporte la méthode, l'acteur local adapte le contenu de l'opération aux spécificités du territoire (différenciation territoriale).

Le pôle de développement territorial est peu engagé sur le marché du conseil, d'une part car juridiquement ce n'est pas sa mission principale et d'autre part car il ne regroupe pas l'ensemble des compétences requises (principalement sur le plan juridique et financier) pour rivaliser avec les grands cabinets d'études qui occupent ce marché.

Le pôle de développement territorial est davantage dans une **logique de développement de produits** que de conseil aux collectivités.

Acteurs locaux partenaires :

Principalement les **Pays** et les **collectivités** (CC, CA, Communes)

Les actions opérationnelles de la CACG conviennent parfaitement aux Pays qui manquent souvent d'actions concrètes. Les Communautés de Communes, surtout rurales font souvent appel à la CACG pour du conseil mais aussi pour la mise en place d'**intercommunalités**.

Sur le plan financier, les actions qu'impulse la CACG sont relayées par la participation de la région, du département voire de l'Etat (CPER) ou l'Europe (LEADER+, Objectifs 2...).

Activités :

- Opération **"Bistrot de Pays"**
- Animation régionale des programmes **LEADER+**
- Mise en place d'**intercommunalités** :

Avec la démarche "espace et patrimoine intercommunal" qui permet aux élus de produire leur propre diagnostic territorial et les orientations d'une future intercommunalité qu'il souhaiterait suivre, par un travail d'accompagnement et d'animation de réunion et de séance de travail avec les élus individuellement puis ensemble.

Pb avec les interco : la couverture est quasi totale, ceux qui n'y sont pas sont les plus réticents et les plus difficiles, donc les interventions sont plus chères, et moins compétitives. De plus la méthode est peu efficace sur des grands territoires ou des territoires très peuplés.

Principes pour les interco : trouver les solutions les plus efficaces, quitte à casser les idéaux (ex : mutualisation des compétences, TPU,...)

Axes de développement privilégiés :

Le pôle de développement territorial envisage davantage son avenir par la **mise en réseaux et l'animation des acteurs du développement local**. Car dans les structures locales, les équipes d'animateurs sont des petites structures et elles agissent sur un champ très vaste de dossiers.

Ex actuels : mise en réseau régional de la gestion des bistrots de Pays par les Pays ; animation régionale des GAL de LEADER+ et des autres territoires similaires.

Sans doute peu d'avenir dans le conseil aux collectivités ou aux privés, car déjà beaucoup de concurrence et ce ne sont pas les plus grandes qualités de la CACG. Alors que pour l'animation de réseaux, il y a une place à occuper et c'est une spécialité du pôle.

Bistrot de Pays

Jean VILLA – 12 mai 2004

Création :

Dans les années 90, dans les Alpes de Haute Provence, puis est repris en Corrèze et au Mont St Michel en 1999.

Financement :

Activité de la CACG : par la région, via le CPER

Animation du Pays : via le contrat de Pays

Principes :

Proposer une aide au cafetier (restauration des locaux...) contre la mise en place d'un relais d'informations touristiques et de valorisation des produits locaux au sein du café ; ou le développement d'animation en lien avec le territoire.

Acteurs :

Région, CACG, Fédération nationale des Bistrots de Pays (Pays, Cafetiers, CCI, Pays touristiques)

Procédure :

- Repérage des cafés qui pourraient être concernés
- Visites et rencontres avec les cafetiers pour jauger du potentiel (grille de critères)
- Formation à l'accueil et autres pour les cafetiers
- Constitution du groupe d'acteurs et du réseau
- Inauguration

Ensuite la CACG se retire et laisse la place au Pays pour l'animation.

Système d'Information Territoriale (SIT)

Jean VILLA – 12 mai 2004

Création :

2004 (mise en place prévue pour septembre 2004) – en réponse à la demande des Conseils Régionaux pour avoir info sur les Pays

Principes :

Mise en réseau d'informations sur les Pays et les régions pour créer une base de données actualisée sur les dynamiques, projets, opérations et financements en cours.

Une convention garantie la participation de chaque acteur et l'actualisation des données.

Acteurs :

Acteurs du réseau : Pays, Régions, et DRAT, CRT, (peut être d'autres)

Outils :

Un portail Internet regroupant pour chaque territoire, un tableau de bord des actions et des dynamiques, associé à une cartographie relativement simple (différents SIG)

Atouts :

Les Pays se font connaître et prennent plus d'importance envers la région – La région une meilleure vision de l'ensemble du territoire et aussi à l'échelle du Pays.

Mission de la CACG :

Elaborer le cahier des charges de l'opération, rassembler les acteurs pour les investir dans le projet, puis la mise en place effective du réseau se fait par un prestataire de service (boîte informatique).

Leader+

Catherine KEMPENAR – (note de service)

La CACG se situe comme un relais régional au sein de l'organisation du réseau interrégional d'animation (RIA) qui s'étend sur 6 régions. Le chef de file de ce projet est l'Ecole des Mines situées à Carmaux, qui a porté la proposition devant la CNASEA, la DATAR et l'unité nationale d'animation Leader+.

La CACG est l'opérateur régional Midi Pyrénées dans ce montage partenarial et a pour mission de mettre en réseau les territoires Leader+ Midi Pyrénées (12 au total) en lien avec le niveau interrégional (coordination écoles des Mines) défini par le cahier des charges national.

Missions définies par le cahier des charges

- Capitalisation : repérer et recenser les bonnes pratiques des territoires Leader+ pour transmission formalisée au niveau interrégional et national en vue d'une possible transférabilité.
- Coopération : repérer et susciter les coopérations interrégionales et transnationales.
- Animation : contribuer à l'organisation de rencontres thématiques et techniques entre Leader+ et tout territoire rural organisé.

Mission d'expertises

La CACG, au regard de son expérience en développement territorial, propose son expertise en :

- développement territorial
- et sur 2 des 6 thèmes Leader+ (Valorisation des produits locaux ; Valorisation des ressources naturelles)

Contractualisation

La CACG va contractualiser directement avec le CNASEA pour une durée de 1 an.

Programmation 2003-2004

Le volet 3 du programme Leader+ s'étend de 2004 à 2008 avec une phase d'expérimentation en 2004 et une phase de lancement ensuite. Un programme d'actions est élaboré pour 2004 et sera à construire, pour le reste de la période considérée.

Appels d'offre et études de faisabilité

Yves PINEL – 24 mai 2004

Principe :

Développement territorial en direction des collectivités, en associant, gestion de l'espace, approche économique, questions politiques et questions rurales et agricoles.

Recherche les meilleurs partenaires pour répondre aux appels, dans ou hors CACG.

La CACG peut faire appel à des bureaux d'études extérieurs ou d'autres spécialistes.

Parfois le rôle de la CACG sera juste celui "d'ensemblier", c'est à dire de regrouper les bonnes personnes autour du même problème.

Organisation des relations entre les partenaires :

Ces relations partenariales ou de co-traitance sont négociées sur la répartition des compétences de chacun et chiffrées sur les rémunérations.

Type d'opération :

Les appels auxquels la DAR répondent concernent en premier lieu la planification (schéma de développement économique, contrat d'agglomération, SAGE, schéma de développement...)

Mais auparavant, il y avait beaucoup d'appels sur des études de faisabilité pour des programmes immobiliers avec parfois la possibilité de récupérer la maîtrise d'œuvre ; mais les personnes ont changé et donc les compétences aussi.

La DAR recouvre environ 15% des appels d'offre de la CACG, la DIG par contre ne vit presque que de ça.

Pôle Tourisme

Bruno LANGLET – 2 juin 2004

Création :

Mission tourisme a toujours existé au sein de la CACG, avec des hauts et des bas en fonction du contenu des lettres de mission. Actuellement la compétence tourisme est effective mais le manque de financement de la part des régions et de l'Etat ralentit l'activité.

Financement :

Les principales sources de financement sont constituées des appels d'offre et des honoraires de maîtrise d'ouvrage.

Principes :

Le pôle tourisme intervient en direction des collectivités principalement afin de développer ou valoriser leurs équipements touristiques. Cela inclue, l'offre d'un produit touristique de qualité, associé à une offre d'hébergement. Il peut intervenir sur l'ensemble du projet, de la phase d'étude à la réalisation en maîtrise d'œuvre. La phase la plus difficile et la plus risquée pour lancer un projet se situe entre les études pré-opérationnelles et le lancement des opérations, c'est là que l'action du pôle tourisme est la plus décisive, pour décider des orientations à suivre, des

financements à trouver et des procédures à lancer (méthode). Pour réaliser un projet touristique, la CACG peut faire appel à différents de ces services et également à des intervenants extérieurs (architectes, paysagistes, techniciens spécialisés...).

Activités :

3 axes constituent la majeure partie de l'activité du pôle tourisme :

- **Les études** : d'opportunité, de faisabilité, de programmation, ou de conseil en gestion, elles s'adressent d'abord aux collectivités qui veulent développer leurs équipements touristiques mais aussi à quelques opérateurs privés.
- **La réalisation opérationnelle de projets** : le pôle tourisme peut être appuyé par d'autres services pour réaliser la phase opérationnelle du projet touristique
- **La réalisation complète de projets** : elle inclut les études, le montage financier et la réalisation en maîtrise d'œuvre du projet.

Le pôle tourisme exerce également la fonction de gestionnaire de site touristique sur la base de tourisme et loisirs de Thoux-Saint-Cricq (32). Ce qui est bénéfique pour son activité de conseil en gestion.

Exemples :

Etudes : Etude de faisabilité d'un aménagement du lac des Gaves

Réalisation opérationnelle : Création d'un pôle aquatique à Masseube (32) ; Réalisation du Hameau des Etoiles à Fleurance (32)

Réalisation totale : Base de loisirs de Marciac (32)

Prospective :

La région Midi-Pyrénées est relativement bien dotée en hébergement touristique d'un point de vue qualitatif mais aussi quantitativement. Des opérations de grandes envergures comme celle de Marciac sont très demandées par les élus locaux, mais un nombre important de ces équipements sur la région étoufferait leur rentabilité. Par contre il reste encore beaucoup de marge pour les équipements de petite et moyenne importance qui permettent eux aussi de fixer les populations touristiques (ex. camping, piscine ludique, réhabilitation d'espace naturel...).

Théorie : le tourisme vert doit offrir des hébergements et des équipements de qualité mais moins cher que le littoral ou la montagne.

Risque : la demande est parfois plus faible que l'offre, donc difficulté pour développer des services mais elle n'est pas moins exigeante qu'à la mer. Une voie de développement est de jouer sur authenticité.

La différence entre tourisme et loisir est que la demande sociale n'est pas la même et que la rentabilité est plus difficile à assurer pour les loisirs.

Pôle Economie

Valérie Roux-Bouissou – 8 juin 2004

Principes :

Pilotage d'opérations immobilières dans le secteur économique et aménagement de zones d'activité

Activités

Immobilier d'entreprise

Montage d'opérations dans l'immobilier d'entreprise. Le plus souvent de A à Z, c'est à dire de la définition des besoins à la maîtrise d'œuvre. Mais le travail le plus important de la CACG, se situe en amont de la réalisation, dans l'établissement des études de faisabilité, le suivi des procédures réglementaires, la recherche des sources de financement, jusqu'au contrat de réalisation signé avec le commanditaire. Ensuite la CACG peut réaliser elle-même la maîtrise d'œuvre ou faire appel le cas échéant à des intervenants extérieurs (architectes, paysagistes, spécialistes d'études...)

Cette phase se divise en plusieurs étapes :

- | | | |
|-----------|--|---|
| Programme | | <ul style="list-style-type: none"> - prise de contact avec l'entreprise ou la collectivité et définition des besoins - établissement du cahier des charges - présentation du dossier de projet, contenant les procédures de MOA et la conception de MOE - signature du contrat de réalisation |
|-----------|--|---|

Trois formules juridiques sont possibles :

- La Convention Publique d'Aménagement (CPA), la CACG organise toute l'opération, y compris le financement. Elle vend un projet, chiffré en temps et en argent.
- Le Mandat, c'est un travail pour le compte d'une collectivité qui fournit les financements au fur et à mesure que la CACG gère pour faire aboutir le projet (moins risqué mais moins lucratif)
- L'opération "clé en mains" s'adresse davantage aux acteurs privés

Les bâtiments réalisés sont avant tout des bâtiments industriels, avec un savoir-faire particulier dans le bâtiment agroalimentaire (ex. extension abattoir Saint-Jean-Pied-de-Port, coopérative Haricot Tarbais). Pourtant le partenariat avec la MAAP n'est que très récent dû à quelques imperfections dans la communication interservices. La CACG réalise le plus souvent des bâtiments destinés à l'accueil d'entreprises (hôtels d'entreprise, atelier relais...) mais aussi des bâtiments plus spécifiques tels que des centres d'appel ou des sites de stockage des déchets ultimes.

Charge d'activité en immobilier : 5 à 6 dossiers en cours par an

Zone d'activité

Activité plus récente que l'immobilier. Cette activité se développe beaucoup grâce à l'intercommunalité, qui ayant la compétence économique, multiplie le nombre d'actions sur les zones d'activité (création, extension).

La difficulté consiste à faire la pédagogie des procédures d'installation des ZA, car elles sont longues et souvent méconnues des élus.

La procédure des ZA est composée d'une étude préalable (avec une étude de faisabilité, souvent demandée par la région qui est subventionnaire) et de la phase de réalisation des travaux.

Etude de faisabilité : justification du projet/projet technique (équipement, paysage) /coût /phasage, calendrier /+ dossier loi sur loi /+ dossier archéologique. Vu la diversité des thèmes de ces études, la CACG joue ici son rôle d'ensemblier pour réaliser les études préalables.

Deux types de procédure pour une zone d'activité :

Le lotissement : lorsque le foncier est déjà acquit par la collectivité, procédure relativement légère.

La ZAC : s'il y a nécessité d'une Déclaration d'Utilité Publique (pour expropriation), c'est une procédure très lourde, qui implique une révision du PLU et une étude d'impact.

Suite aux études et aux procédures, la CACG peut obtenir une CPA pour aménager la zone. Mais avec le code des marchés publics, le prestataire de l'étude préalable ne doit pas réaliser l'aménagement de la zone. Donc la CACG préfère faire faire les études pour ensuite aménager le site, qui est sa compétence première et une source de revenus plus importante.

Charge d'activité pour ZA : environ 4 dossiers en cours par an

Contacts stratégiques du pôle Economie :

Comité départemental de développement économique des Hautes-Pyrénées ; Comité d'expansion de l'Ariège

Mission AgroAlimentaire Pyrénées (MAAP)

Hélène SEGUIER – 19 mai 2004

Création :

1982, par le commissariat des Pyrénées de la DATAR, conjointement avec les 3 régions concernées (Aquitaine, Midi Pyrénées, Languedoc Roussillon)

Financement :

50% commissariat de la DATAR des Pyrénées

50% par les 3 régions

Le financement peu être revu chaque année dans le cadre du CPER

Les populations cibles ne paient rien de la prestation de la MAAP

Zone d'action :

Le massif Pyrénéen, en tant que zone administrative (non géographique), elle inclut une part du piémont.

Pourquoi cette zone : c'est un espace peu propice au développement d'activité mais qui possède une bonne image du point de vue de son artisanat, de ses productions ou au plan touristique.

Principes :

Aide au développement d'entreprises, animation de filières locales, différenciation des productions, mise en valeur du savoir-faire local, développement de la communication vers les opérateurs commerciaux.

La MAAP est un outil pour les projets de valorisation dans le cadre d'activité créatrices de valeur ajoutée aboutissant à la commercialisation de produits finis. C'est un outil de développement du secteur agroalimentaire sur la zone du massif pyrénéen

La MAAP compte se renforcer juridiquement pour aider les dossiers de transmission d'exploitations ou de commerces.

Population cible :

Les personnes ne pouvant s'offrir les services d'un cabinet de consultant, mais générant un certain chiffre d'affaire. Intervention de la MAAP après sollicitation des personnes concernées.

Activités :

De 60 à 70 projets par an.

3 axes d'intervention :

- Commerce :

- Etudes de marché, développement de stratégie d'entreprise, mise au point de politique tarifaire

- Développement de point de vente (création, gestion...)

- Prospection des besoins de l'entreprise

- Economie :

- Gestion d'entreprise (du budget, des besoins et ressources...)

- Organisation humaine :

Aide au recrutement (comme un cabinet de recrutement)

Audit des organisations (développement de système de management avec les salariés)

Organisation de la qualité (type ISO)

Exemples :

- Accompagnement de l'essor d'entreprises et de filières telles que celles des fermiers Basco-Béarnais (fromage), de la coopérative d'agneau de lait Axurria, ou des piments d'Espelette.
- Valorisation du porc basque depuis 1985, sauvegarde de la race de pie noire du Pays Basque, via le développement d'une filière économique (auj. : 40 producteurs, 30 salariés) → animation et études économiques, valorisation par démarche qualité.

Association Régionale des Industries Agroalimentaires (ARIA) – Midi Pyrénées

Vincent DE LAGARDE – 15 Juillet 2004

L'ARIA est une association de loi 1901, qui regroupe les industriels de l'agroalimentaire. Il s'agit donc des entreprises de transformations de produits alimentaires, dont la majeure partie des débouchés ne sont pas en vente directe mais par des circuits de distribution.

L'ARIA compte à l'heure actuelle environ 80 entreprises cotisantes. Son conseil d'administration est composé de chefs d'entreprises, qui décident ainsi des actions que mènera l'ARIA.

Missions :

Deux principales missions :

- **Représentation des industriels auprès des institutions publiques** (notamment la région) ; afin de défendre leur intérêt dans les politiques de subvention.
- **Services aux entreprises** ; surtout dans le domaine commercial.

Exemple de prestations aux entreprises :

- Rencontres entreprises/distributeurs ; lors de convention ou de journées à thèmes
- Stands régionaux sur les principaux salons professionnels (salons MDD ; SIAL...)
- Actions d'aide à l'export (connaissance des marchés, RDV d'affaire,...)
- Structuration de l'offre de produits régionaux (recensement des produits ; création d'une signature régionale)
- Coopération inter-entreprises (groupement d'achat ; constitution d'une base de donnée annuaire ; "rencontres inter-entreprises")
- Réunion d'information touchant à la vie des entreprises

Tendances actuelles :

Les PME agroalimentaires éprouvent quelques difficultés à accéder aux marchés, une grande part des actions de l'association est de faciliter cet accès. Les entreprises ont également besoin d'information sur les innovations réglementaires, par exemple, sur les futures négociations avec les GMS suite aux changements de loi sur les marges de ventes des produits agroalimentaire (circulaire Dutreil).

Les grandes surfaces sont actuellement demandeuses de produits typés "régionaux", l'ARIA réalise dans ce sens un catalogue des produits régionaux de Midi-Pyrénées. L'ARIA ne s'occupe pas tellement des certifications des produits, elle pourrait le faire mais beaucoup des entreprises adhérentes ne sont pas dans cette stratégie et il y a de nombreux autres organismes qui s'occupent de ces démarches.

Autres organismes rencontrés

Chambre d'agriculture de Haute-Garonne

Mr BRIANÇON – 22 juin 2004

Compétences :

- Donne un avis sur la politique de l'Etat et des collectivités locales (notamment les attributions de permis de construire et les documents d'urbanisme)
- Assiste les agriculteurs dans la réalisation de leurs projets

4 orientations d'action pour la politique agricole périurbaine

1. Préserver les espaces et les activités agricoles périurbaine

Suite au repérage géographique effectué et à la digitalisation des parcelles agricoles, la chambre d'agriculture entend renforcer son implication dans l'élaboration des documents d'urbanisme (notamment le SCOT de l'agglomération Toulousaine, mais aussi PLU et cartes communales). A la demande des communes, la chambre réalise des diagnostics agricoles (communaux ou intercommunaux) préalablement à l'élaboration des documents d'urbanisme.

Cette orientation regroupe également l'activité de conseil sur l'attribution de permis de construire ou sur la réalisation de projets agricoles. Ainsi la chambre d'agriculture peut se voir dresser contre elle, de la part des communes ou de la part des agriculteurs, certaines résistances.

2. Favoriser la production et la commercialisation d'approche

Il s'agit de favoriser les productions locales, les produits fermiers, par des actions de promotion et le développement de circuits courts. C'est à dire l'ensemble des actions menées par les collectivités ou les agriculteurs qui rentrent dans cette optique peuvent recevoir un soutien de la part de la chambre d'agriculture (ex : opération Fil Vert à Toulouse). La participation à l'animation de réseaux locaux ou nationaux enrichis encore cet axe, notamment l'adhésion au réseau "Terres en Ville". Un partenariat entre les trois chambres consulaires est à l'heure actuelle envisagée pour adapter l'offre de produit à la demande des consommateurs de l'agglomération.

3. Favoriser le rapprochement des citadins et des ruraux

Ce travail consiste à mieux faire accepter aux néo-ruraux et aux agriculteurs les besoins de chacun. Des opérations comme celles du réseau "bienvenue à la ferme" ou les "fermes ouvertes" rentrent dans cette logique ; la création d'une plaquette de présentation de l'agriculture est aussi une action clé.

4. Développer le tourisme rural

Particulièrement en milieu périurbain, le tourisme rural représente un large potentiel de développement. Le développement de fermes auberges, de gîtes sont au centre du projet. Notons une initiative intéressante : la location de gîtes dans des fermes pour des moyennes durées en direction des employés "saisonniers" (notamment les ingénieurs étrangers d'Airbus...).

Ces 4 axes sont tous prioritaires en milieu périurbain, mais en milieu plus rural, c'est la préservation des terres agricoles le véritable enjeu. L'ambition de la chambre d'agriculture, qui est selon Mr Briançon le seul remède à la disparition des espaces et des activités agricoles, est de généraliser les documents d'urbanisme à toutes les communes (carte communale, PLU, voire SCOT). En effet la chambre d'agriculture est directement concernée par le manque de règlement, car en cas de litige sur un permis de construire, elle donne son avis, souvent décisif.

Enjeux à développer pour un projet agricole périurbain :

- Concilier activité agricole économique et une attention renforcée aux préoccupations environnementales et paysagères
- Assurer le renouvellement des exploitations (quel modèle pour l'installation des jeunes)
- Quels moyens mettre en œuvre ?

SAFER

Jacques BREVARD – 24 juin 2004

Compétences :

Prestation auprès des collectivités :

- Observation du foncier (diagnostics, études des prix et mutation des titres...)
- Aide à la constitution de réserves foncières
- Protection ou renforcement de l'agriculture et lutte contre le mitage (droit de préemption, portage foncier...)
- Préserver l'environnement, l'eau, les biotopes et les paysages (intégration paysagère, friches, mise en valeur écologique...)
- Restructuration de l'espace (regroupement de parcelles, échanges amiables, remembrement)
- Assure la gestion du patrimoine de la collectivité

Prestation auprès des acheteurs et propriétaire du foncier :

- Aide au développement d'un projet
- Aide pour la gestion des biens
- Information sur le marché foncier

3 orientations données aux activités de la SAFER :

1. Conforter l'agriculture en préservant les espaces agricoles
2. Accompagné le développement des collectivités locales
3. Préserver l'environnement

Mais les activités de la SAFER dépendent entièrement des orientations que les communes souhaitent donner à leur occupation des sols. Ainsi leur rôle consiste souvent à trouver du foncier

pour satisfaire les besoins de développement des collectivités et rendre aux agriculteurs des terres en contrepartie de celles qu'on leur a achetées.

La SAFER peut aussi acheter des terrains en vue de faire des réserves foncières, afin d'anticiper le développement futur (urbain ou agricole). Mais ces temps-ci les actions se font davantage au coups par coups, à cause du manque de visibilité de ce que sera l'avenir du territoire de l'agglomération et des collectivités alentours.

Pour que les activités de la SAFER soient cohérentes, elle a besoin d'une certaine cohérence dans les documents d'urbanisme des différentes collectivités. D'où son intérêt pour les réflexions actuelles sur le SCoT de l'agglomération. Mais à l'heure actuelle, il n'y a pas suffisamment d'éléments sortis des commissions du ScoT pour dégager des prescriptions significatives qui orienteraient les activités de la SAFER.

Notons deux éléments qui contraignent le marché foncier et les activités de la SAFER :

La spéculation foncière en zone agricole, avec pour objectif, la revente du terrain suite à une évolution du zonage du PLU. Ce type de pratique a pour effet d'augmenter le prix du marché foncier sur les terres agricoles, et fait pression sur les collectivités pour modifier le zonage (davantage en milieu rural)

Les zonages trop approximatifs ou élastiques qui rendent l'action de la SAFER plus délicate, car elle a besoin d'une référence légale pour effectuer sa mission de façon cohérente.

Les aides au développement rural par secteurs d'activité

Dépense annuelle moyenne pour les aides aux territoires ruraux : 2,3 milliards d'Euros (entre 89 et 98). L'agriculture et les projets des collectivités locales sont les plus crédités

Activités marchandes des secteurs secondaire et tertiaire – 6 dispositifs

3 soutiens à l'investissement pour les entreprises non agricoles situées en zonage :

- Zone de Revitalisation Rurale (ZRR)
- Territoire Ruraux de Développement Prioritaire (TPRD)
- Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT)

3 aides en faveur du commerce de l'artisanat et du tourisme :

- Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC)
- Opérations Mille Villages
- Pays d'accueil touristique

Activités agricoles et sylvicoles – 12 dispositifs

Organisation des structures foncières :

- Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF)
- Associations Foncières Pastorales (AFP)
- SAFER
- Développement du capital productif (par la Dotation aux Jeunes Agriculteurs ou les Plans d'Amélioration Matérielle)

Risques liés au surendettement et aux catastrophes naturelles :

- Fond National de Garantie contre les Calamités Agricoles (FNGCA)

Valorisation des produits agricoles :

- Soutien à la société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (SOXEPA)

Maintenir les espaces viables :

- Indemnités Compensatrice de Handicap Naturel (ICHN)
- Restauration des Terrains en Montagne (RTM)
- Production et entretien de la forêt

Les dispositifs agri-environnementaux – 4 procédures

Pour optimiser les effets positifs ou négatifs de l'agriculture sur l'environnement.

- Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA)
- Plan de Développement Durable (PDD)
- Mesures agri-environnementales (MAE ; OLAE)
- Fonds de Gestion de l'Espace Rural (FGER)

L'environnement – 6 dispositifs

- Périmètres de protection (arrêtés de biotopes, parcs nationaux, conservatoire du littoral, réserves naturelles)

Développer l'activité et l'emploi

Préserver et valoriser
les ressources locales

- Inventaires (Natura 2000, ZNIEFF)
- Instruments contractuels (chartre pour l'environnement, contrat de rivière, SACE, chartre paysagère)

Services collectifs et individuels aux particuliers

Habitat :

- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification (FACE)
- Fond National pour le Développement des Adductions d'Eau (FNDAE)

Education, formation, culture :

- Contrat éducatif
- Contrat enfance
- Atelier pédagogique personnalisé
- Espaces Ruraux Emploi Formation (EREF)
- Pays d'art et d'histoire
- Patrimoine Rural Non Protégé (PRNP)
- Pôle d'économie du patrimoine

Améliorer les conditions
d'existence des populations

Projet des collectivités territoriales

Promotion des actions intercommunales :

- Chartre intercommunale
- Communauté de communes
- Pays
- Parc Naturels Régionaux (PNR)

Procédures en faveur des services publics ruraux :

- Moratoire sur les services publics
- Schéma d'organisation et de modernisation des services publics
- Maison de services publics

Dotations aux collectivités :

- Dotation de Développement Rural (DDR)
- Dotation de Solidarité Rural (DSR)
- Dotation Global d'Equipement (DGE)
- Dotation de fonctionnement minimale
- Fond National de Développement et d'Aménagement du Territoire (FNADT)

Programmes Européens :

- Objectifs 5b (objectif 2 aujourd'hui)
- LEADER I et II (LEADER+ aujourd'hui)

Structurer les territoires

